

SILENCE

ÉCOLOGIE
ALTERNATIVES
NON-VIOLENCE

N° 201
FÉVRIER 96

23 F

Nigéria

"DANSEZ JUSQU'À
CE QUE MEURENT
L'OPPRESSION ET
L'INJUSTICE"

Birmanie

DESESPOIR TOTAL

Surgénérateur

FUITE DE SODIUM
À MONJU

Défense

PROPOSITIONS
POUR UNE
NOUVELLE LOI DE
PROGRAMMATION
MILITAIRE

Social

DEFICITS DE L'ÉTAT
ET CHOIX
POLITIQUES



ECOCIDE



MAREE NOIRE
SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

Sommaire

Marée noire sur les droits humains

- **Nigeria : "Dansez jusqu'à ce que meurent l'oppression et l'injustice"** de René Hamm page 4
- **Désespoir Total en Birmanie** de David Boilley page 9
- **La guerre du pétrole** page 13

Nord-Sud page 14

- Paris-Dakar : deux morts de plus

Annonces page 14

Alternatives page 15

- Lyon : Primevère

Environnement page 16

- Guyane : un parc d'attraction géant
- Plastique
- Incinération
- Deux roues

Nucléaire page 19

- La Hague : déchets en sursis

Energies page 20

- Contre la climatisation
- Eolien : baisse des coûts de production

Surgénérateur : importante fuite de sodium à Monju de Michel Bernard page 22

Politique page 24

- Nord-Pas-de-Calais : présidence écolo
- Contre-sommet : diviser pour régner ?
- Verts et structures économiques alternatives

Société page 26

- Belgique : Manif en faveur des SDF
- Déficit de l'Etat et choix politiques
- 32 heures et un revenu décent

Santé page 29

- Sida : moins d'exclusions

Paix page 30

- Bosnie : la dette est en place
- Relancer l'objection fiscale
- Essais nucléaires

Défense :
Propositions pour une nouvelle loi de programmation militaire de Solange Fernex page 32

Livres page 35

Courrier page 38

Les informations contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 12 janvier 1996.

Silence et les grèves

Le numéro de décembre est passé à la Poste quelques jours avant le début de la grève et nous pensions avoir attendu le bon moment pour poster le numéro de janvier, d'autant plus que c'était le numéro 200 et que nous avions prévu un envoi un peu spécial. Nous l'avons posté le 21 décembre alors qu'officiellement seuls les centres de tri de Marseille et de Caen étaient encore en grève. Conclusion : au moment de clore ce numéro, le 12 janvier,

vous êtes encore nombreux à ne pas l'avoir reçu. Autres conséquences : le tarissement progressif de nos finances en décembre heureusement sans conséquences puisque nous avons rattrapé le déficit début janvier... mais cela peut avoir provoqué le manquement d'un numéro si votre chèque de réabonnement ne nous est pas parvenu à temps. Si c'est le cas, passez nous un coup de fil et on vous enverra le numéro manquant avec le prochain numéro.

Tombola et grèves

Le courrier a été bloqué à partir du 28 novembre... alors que la clôture de la tombola était prévue le 1er décembre et le tirage le 2 décembre. Comme nous avions tout prévu pour cette date, nous avons maintenu le tirage en croyant que bien peu de billets manqueraient à l'appel (3 jours sur un an). Mais mi-janvier nous continuons à recevoir des carnets dans des enveloppes postées entre le 28 novembre et le 1er décembre. Certains ont même renvoyé les talons bien après la date limite. Cela fait au total près de 300 billets (sur les 5000 vendus) qui n'ont pas participé au tirage. Tous recevront quand même un numéro spécimen.

Comment participer à Silence ?

Comme nous l'avons expliqué dans le numéro 200, le travail technique de la revue (gestion abonnements, ventes de matériel, frappe, maquette) est réalisé par les deux permanents... Mais il reste un important travail réalisé par les bénévoles et vous pouvez y participer. Si vous habitez aux environs de Lyon, le meilleur moyen de faire connaissance est de venir à une expédition de la revue. Les dates sont indiquées deux mois à l'avance dans le carré en bas, à droite de cette page. L'expédition, qui demande cinq minutes de formation, occupe les mains et laisse les langues libres, ce qui permet de débattre du précédent numéro, de l'actualité, des nouvelles de la famille... Sur place, il est possible de participer à la coordination de la rédaction (comité de rédaction), à la documentation, au secrétariat, etc...

Si vous habitez plus loin, il est possible de nous aider en nous envoyant des coupures de presse de votre région, en cherchant des points de vente, en faisant des tables de presse, en animant des rencontres entre lecteurs ou en nous proposant des articles (la plupart des signatures de la revue n'habitent pas à Lyon !).

Concrètement, les volontaires pour nous aider à tenir le stand de Silence à Primevère le vendredi soir 1er, samedi 2 et dimanche 3 mars sont invités à prendre contact avec Michel Jarru, le jeudi, aux heures de bureau, au 78 39 55 33.

SILENCE

"Ecologie, alternatives et non-violence"
9 rue Dumenge, 69004 LYON
Tel: 78.39.55.33.
CCP 550.39 Y LYON

Imprimé sur papier 100% recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Lolot - Tel : 75.85.51.00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. La reproduction des textes est autorisée sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos, dessins, copyrights).

N° de Commission paritaire: 64946
N° ISSN 0766-2640
Date de parution : 1er trimestre 1996
Tirage : 3 700 ex

Editeur : Association Silence

Président : Dominique Zanda
Vice-Présidente : Perrine
Trésorière : Myriam Cognard
Administrateur : Jacques Caclin-Mpouma

Réalisation du journal

Directeur de publication : Dominique Zanda
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard
Michel Jarru
Publicité : Michel Jarru
Relations commerciales : Eve Malafosse
Documentation : Claude Crollet
Rédaction : Christian Glasson
Francis Vergier
Sylviane Poulenard
Michèle Dussaut-Delorme
Patrice Bouveret

Conseillers scientifiques : Roger Bernard
Richard Grantham
Jacques Grinevald
Henri Persat
Henri Pezarat
André Picot

Dessinateurs : Altho
Mullo
Lasserpe
Correctrice : Thérèse Régné
Conception maquette : Hubert Plisson
Expédition : Maloin

Deborah Blache
Christiane Chapon
Loïc Gaudin
Bernard Parez
Vincent Martin
Christian Rony
Xavier Sérédine
Myriam Travostino
Raymond Vignal
Suzanne Vignal
Correspondants : Georges David
Alain Claude-Gallié
René Hamm
Eric Marquis
José Oria
Mireille Oria
Jean-Luc Thierry
Didier Anger

Et pour ce numéro : David Boilley
Européens contre Superphénix
Solange Fernex
Laurent Jacob
MOC Nancy
Pierre-Emanuel Neuhart
Thierry Sallantin
WISE

Couverture : Michel Bernard

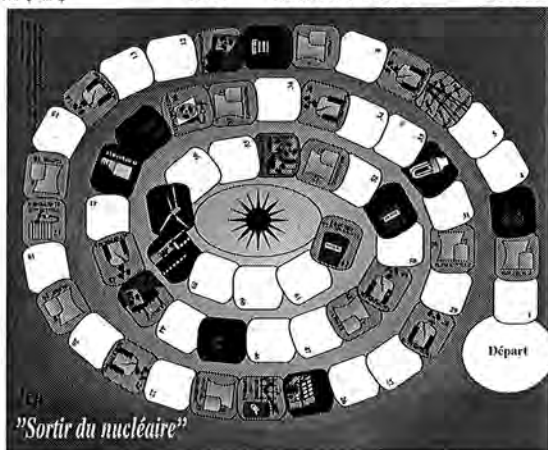
Souscrivez et gagnez un jeu "Sortir du nucléaire"

Afin de compléter la somme nécessaire à l'achat de notre part au sein de la société propriétaire de nos locaux (150 000 F sur 600 000 F), nous vous invitons à faire un don à notre compte "Un toit pour l'Ecologie". Et pour vous encourager à participer, sachez que nous enverrons un jeu "Sortir du nucléaire" à toute personne qui fait un don d'au moins 100 F.

Début décembre, il nous manquait encore 50 200 F. Nous avons reçu en décembre (malgré les grèves) :

Payen (Nord) 100 F
Guillon (Loiret) 100 F
Waber (Saône-et-Loire) 100 F

Masia (Finistère) 500 F X.... 500 F
Seyfried (Aude) 5000 F Total décembre : 6400 F
Serrand (Ain) 100 F Reste à trouver : 43 800 F



Pour participer au journal

N°202 - Mars

Comité de rédaction et clôture des articles :
samedi 3 février à 14 h
Clôture des brèves :
vendredi 9 février à 12 h
Expédition :
vendredi 23 février à 18 h

N°203 - Avril

Comité de rédaction et clôture des articles :
samedi 24 février à 14 h
Clôture des brèves :
vendredi 8 mars à 12 h
Expédition :
vendredi 22 mars à 18 h

Ce journal est réalisé en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Un repas à 21h30 est offert par Silence.

Le mois de **LASSERPE**



EDITORIAL

Ecocide "light" ?

Le 8 septembre 1995, *Greenpeace* présenta dans un palace berlinois la *Gringo*, variante "amincie" (consommation de 3 litres au cent) de la *Renault-Twingo*. Les "combattants de l'arc-en-ciel" avaient opté pour une opération de relations publiques des plus classiquement racoleuses, la sexy Lynette Thorstensen dévoilant l'engin, avant de s'installer au volant, un sourire mutin aux lèvres.

Divers constructeurs européens œuvrent au développement de "super-minis". La lutte pour le prix du marketing "alternatif" s'annonce impitoyable.

Le terme de "voiture écologique" s'avère un abus de langage caractérisé. Les véhicules individuels et les camions, en augmentation constante, apparaissent comme les principaux pollueurs et "tueurs de climat". Plus que des aménagements techniques, la sauvegarde authentique de l'environnement nécessite des réponses politiques révolutionnaires. Redéfinissons le concept de mobilité et de déplacement, rompons avec l'illusion de gagner du temps (pour quel mieux existentiel ?) en avalant les distances sur des bandes de bitume de plus en plus étendues, trouant des paysages ravalés au rang de décor.

La tapageuse propagande à propos du "carburant propre" occulte sciemment les conditions présidant à l'extraction de l'or noir. Les exactions perpétrées par des trusts pétroliers, en étroite complicité avec des régimes immondes comme au Nigéria ou en Birmanie, illustrent la corrélation entre écocide et négation des Droits humains. Qui méconnaît la multidimensionnalité de l'écologie se trompe de lutte et de planète.

René HAMM

"DANSEZ JUSQU'A CE QUE MEURENT L'OPPRESSION ET L'INJUSTICE..."

Craignant pour "la sécurité des joueurs", le ministre des Sports Jim Nwobodo a indiqué le 30 décembre 1995 que le onze nigérian ne participera pas à la Coupe d'Afrique des Nations (du 13 jan-

sommet du Commonwealth, le leader de l'ANC d'intervenir énergiquement auprès des autorités d'Abuja en faveur de son père, Kenule Beeson Saro-Wiwa. Le dirigeant sud-africain fit simplement savoir à l'impétrant qu'il pré-

Développement insoutenable

Le 10 novembre, Barinem Kiobel, John Kpuinen, Baribor Bera, Saturday Dobe, Nordu Eawo, Daniel Gbokoo, Paul Levura, Felix Nuate de même que le célèbre écrivain furent pendus ; l'avocat Femi Falana qualifia "d'inquisition" et de "parodie" le procès devant un tribunal d'exception de Port-Harcourt présidé par le juge Ibrahim Auta, un affidé des galonnés. L'assassinat, non élucidé, d'Albert Badey, Edward Kobani, Samuel Orage et Theophilus Orage, des Ogonis "modérés", le 21 mai 1994 à Gokana, servit de prétexte à l'arrestation, dès le lendemain, de Ken Saro-Wiwa, qui se trouvait à 32 kilomètres de là au moment des faits, et de plusieurs de ses amis. Son engagement aux côtés de ses frères ogonis, sa dénonciation d'une clique corrompue si complaisante tant avec les narco-trafiquants qu'avec les dévastateurs de la nature avaient peu à peu transformé le cinéaste et éditeur, auteur de vingt-deux ouvrages, en un gêneur à éliminer coûte que coûte.

Shell érigea son premier puits en 1958 dans le village d'Oloiboro, qui compose avec soixante et une autres communes le district d'Ogbia, au cœur du delta du Niéger. Aujourd'hui, le hameau qui symbolise l'absurdité criminelle d'un mode de développement insoutenable ne dispose ni

Depuis son accession à l'indépendance en 1960, le pays le plus peuplé d'Afrique a connu 26 ans de dictature militaire. Les affaires de Shell, Elf, Exxon (Esso en France), Texaco... y font florès. Il a fallu qu'un intellectuel et huit de ses compagnons fussent exécutés le 10 novembre 1995 pour que l'opinion publique s'émeuve un tantinet et que certains gouvernants occidentaux se grattent le menton...

vier au 3 février 1996) en Afrique du Sud (1). Depuis mi-novembre, Nelson Mandela réclame à cor et à cri un boycott du Nigeria. Le 9 novembre, Ken-Wiwa avait effectué le déplacement de Londres à Auckland (Nouvelle-Zélande) ; il espérait convaincre, en marge du

conise "la diplomatie discrète". A plusieurs reprises, Ken Saro-Wiwa avait tracé un parallèle entre les discriminations dont souffre son peuple, les Ogonis, et celles qui, de Pretoria au Cap, avaient privé la majorité noire des attributs liés à la citoyenneté.

(1) Le 16 mars 1995, la Fédération internationale de football (FIFA) retira au Nigeria l'organisation du championnat du monde junior.



Les pipelines rouillés souillent le sol sur une bande de 6 200 kilomètres (photo D. Pypke)

d'eau potable, ni d'électricité, ni de voies de communication aisément praticables. Selon le chef de la région, E.T. Nathan, deux reliquats rappellent l'activité de jadis : les installations à l'abandon et les sols contaminés par la compagnie néerlandais-britannique.

Face au golfe de Guinée (Océan Atlantique) se concentre l'essentiel (environ 90 %) de la production d'or noir extraite du sous-sol nigérian, dont 39 % coulent vers l'Europe. L'embouchure

du Niger est ceinturée par des forêts de mangroves, des marais d'eau douce, des étendues d'une végétation luxuriante, différents types de savanes ; des espèces animales rares s'y nichent. Au fil des ans, la recherche du précieux liquide (particulièrement apprécié en raison de sa faible teneur en soufre) a gravement endommagé l'espace vital de vingt minorités (six millions d'humains) telles que les Urhobos, les Ijawés, les Isokos, les Kalabaris et les Ogonis.

Interminable agonie... Elles subsistaient traditionnellement grâce à la pêche, l'agriculture et la fabrication de l'huile de palme. Pour Wole Soyinka, prix Nobel de littérature en 1986, qui a fui son pays en novembre 1994 après la confiscation de son passeport, le projet d'immersion de la plate-forme *Brent Spar* en mer du Nord est "une bagatelle" en comparaison avec les événements en terre ogonnie où règnent désolation et répression. Les fuites (quatre par semaine durant les quinze années écoulées) dans les pipelines rouillés souillent le sol sur une bande de 6 200 kilomètres, les champs de gaz naturel non utilisés et les raffineries dépourvues de filtres répandent quotidiennement 40 millions de mètres cubes de particules nocives, comme le CO₂ dans l'atmosphère ; les pluies pestilentielles rongent les toits métalliques des écoles et logis, provoquant chez les autochtones des infections pulmonaires et des maladies de peau. Les résidus chimiques polluent irrémédiablement maintes rivières. "Nous buvons de l'eau acide", affirme le médecin Olua O

REPERES

Le Nigeria, d'une superficie de 923 768 km², compte 111,7 millions d'habitants (source : L'état du monde en 1996 - La Découverte) ; en quinze ans, la population, composée d'environ 250 ethnies différentes, a crû de 33 millions. Plus de 50 % sont analphabètes. Un tiers vit sous le seuil de pauvreté absolue.

En 1983, Abuja devint la capitale en lieu et place de Lagos, qui demeure la métropole industrielle la plus importante.

Après la victoire, aux élections présidentielles du 16 juin 1993, du milliardaire social-démocrate Moshood Kashimawo Olawele Abiola, le général Ibrahim Babangida annula le scrutin et remit, fin août 1993, le pouvoir entre les mains d'Ernesto Shonekanu. Celui-ci démissionna le 16 novembre 1993 ; le lendemain, le général Sani Abacha réinstalla une dictature.

R.H.

Kanalu (2). L'exploitation sans vergogne (3) par Shell, Agip, Elf-Aquitaine, Mobil... des gisements a également entraîné un déboisement massif. Dans le delta (70 000 km²) où elle possède 94 concessions, la firme au coquillage jaune, qui a engrangé plus de 30 milliards de dollars, assure 17 % de sa production mondiale. Avec ses 290 000 barils (4) par jour (sur les 2 millions remontés à la surface), elle apparaît comme un acteur de poids.

Ignoble chantage

Les Ogonis se dotèrent, le 26 août 1990, d'une structure organisationnelle, le Mosop, capable de les représenter efficacement et de porter leurs revendications devant des instances internationales. 500 000 personnes appartiennent à cette ethnie qui survit dans un périmètre de 650 km². Le Mosop milite activement pour le droit à l'autodétermination, la disposition des ressources se trouvant sur son territoire (si les Ogonis en tiraient les bénéfices, leur richesse équivaldrait à celle des émirs koweïtiens !) et la jouissance de prérogatives culturelles, également niées par le gouvernement central d'Abuja. Le 31 octobre 1990 se déroula à Umuechem (à 37 km de Port-Harcourt) une imposante manifestation de jeunes s'insurgeant contre la destruction de l'environnement par les compagnies pétrolières. En six jours, les commandos spéciaux de la police, transportés par des bus de Shell, rasèrent 495 habitations et massacrèrent sauvagement 41 personnes, dont le chef Alexander Ordu. Pour Nelson Igbunefu, son successeur à la tête de la petite communauté, "Shell nous a volé la nuit" (5). Au printemps 1993, 300 000 Ogonis manifestèrent dans leurs six royaumes (Babbe, Eleme, Gokana, Ken Khana, Nyo Khana et Tai). Le 30 avril, des ouvriers de la firme US Wilbros posèrent des pipelines pour Shell sous la protection de l'armée. Mi-juillet 1993, des attaques d'une sauvagerie extrême

contre une dizaine de villages provoquèrent le trépas de 750 personnes et en réduisirent 30 000 au dénuement total... La version officielle imputa ces violences à un différend entre les Ogonis et leurs voisins andonis. D'aucuns prétendirent qu'effectivement des combattants de cette ethnie, commandités par les potentats de la province Rivers et les pétroliers, perpétrèrent les forfaits. Le territoire ogoni, d'où Shell s'était retiré au début de l'année, devint une zone militaire. En juillet 1994, le syndicat des travailleurs du gaz et du pétrole, le NUPENG, lança une grève qui paralysa durant sept semaines l'économie du pays. Le 15 août, l'exécutif dissolut les principales centrales syndicales ; en septembre, il frappa d'interdiction les quotidiens *Concord*, *Punch*, et *The Guardian*. Ce dernier reparait depuis l'été 1995.



Ken Saro Wiwa

Rainer Winzenried, porte-parole de Shell pour l'outre-Rhin, a réitéré le 13 novembre le cynique crédo formulé en octobre par Alan Detheridge, manager pour le Nigeria à Londres : "Nous ne nous immisçons pas dans la politique" (6). Surtout lorsque les dirigeants leur laissent quasiment carte blanche et servent leurs intérêts commerciaux ! "Ce n'est pas notre affaire !", lâcha Cornelius Herkströter, le PDG, dans une interview du 5 novembre au journal d'Amsterdam

De Volkskrant. Le 26 octobre 1995, Shell avait reçu en Allemagne le "Prix du marketing alternatif" (attribué il y a trois ans à *Greenpeace*) pour son engagement en faveur de la jeunesse, des personnes âgées et des handicapés, ainsi que pour son travail éducatif dans les écoles en matière de transports ! Owens Wiwa, le frère cadet de Ken, a attesté, dans une interview à l'hebdomadaire dominical *Observer* du 19 novembre, que des responsables de la compagnie, par l'intermédiaire de Brian Anderson, avaient exercé un ignoble chantage : une pressante intervention auprès du général Sani Abacha en vue d'obtenir sa clémence... à condition que les Ogonis cessent de contrarier leurs activités. Slogan d'une publicité de Shell parue dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* (7) : "Les choses agréables sont gratuites chez nous : un sourire". Les amicaux collaborateurs d'une station qui posèrent pour la circonstance n'ont sans doute pas lu les rapports d'Amnesty International... Peut-être qu'en voyant des reportages très critiques sur les chaînes publiques allemandes, l'un(e) ou l'autre réalisèrent-ils (elles) que, s'ils ont du cambouis sur les mains, leurs boss en costard-cravate, tirés à quatre épingles, ont du sang sur les leurs... Depuis le soulèvement de 1990, l'armée et la milice ont détruit 130 villages, massacré plus de 4000 personnes, contraint 80 000 autres à l'exode.

"204 manières de tuer"

Shell fit insérer le 21 novembre, dans des quotidiens comme la *Frankfurter Rundschau*, pleine page, un texte censé apporter de la "clarté dans un contexte délicat" ; une justification cynique, juste égalée par certains de "nos" politiciens... *Greenpeace* répliqua par une demi-page intitulée "Clarté dans un contexte grasseux". Le 16 décembre 1995, le trust chargea une société d'audits (rémunération : 4,5 millions de dollars) d'étudier les conséquences écologiques de l'exploitation pétrolière. 37 ans après les pre-

(2) Film de Glenn Ellis "Mort dans le delta du Niger", diffusé le 18 décembre 1995 dans le magazine *Tele-Globus* (Südwest Drei, chaîne régionale allemande captée en Alsace).

(3) Mobil en Equateur, BP et Total en Birmanie, Exxon en Papouasie-Nouvelle Guinée, Texaco en Indonésie souillent d'énormes surfaces. Amoco détruit le cadre d'existence des nomades et des rennes dans l'ouest sibérien.

(4) Un baril équivaut à 158,8 litres.

(5) *Der Spiegel* du 9 octobre 1995.

(6) Quotidien *Die Tageszeitung* du 14 novembre 1995.

(7) Edition du 23 octobre 1995.

miers forages !... Un bureau indépendant, l'*Aquatic Environmental Consultants* (AEC), a mis le même mois en évidence des carences informatives à propos de l'usine de liquéfaction de gaz naturel (refroidissement à moins 161 degrés) à Bonny ; Shell s'impliquera à 25,6 % (8) dans le projet dont le coût prévisionnel s'élève à 22 milliards de francs, le plus lourd investissement jamais entrepris en Afrique Noire. Phil Smith de l'AEC déplore également l'absence de toute évaluation quant aux risques liés aux turbulences politiques intérieures et s'interroge : ne vaudrait-il pas mieux satisfaire les besoins énergétiques de la population plutôt que d'acheminer par tankers géants la matière première "transformée" vers les pays acheteurs (France, Italie, Espagne, Etats-Unis...) ? Selon le militant écologiste anglais Nick Ashton-Johns, Shell a financé les escouades de la sécurité intérieure, conduites par le brutal major Paul Okuntimo. Le journal londonien *Independent* publia en décembre dernier ses instructions du 12 mai 1994. Dans les semaines qui suivirent l'arrestation de Ken Saro-Wiwa, les soudards de l'*Internal Security Task Force* massacrèrent des dizaines d'hommes, violèrent femmes et fillettes, décimèrent maisons et plantations. Okuntimo, qui se vante de maîtriser "204 manières de tuer", fit fouetter la maman de Ken Saro-Wiwa, âgée de 74 ans, et lui interdit d'assister au procès, lequel s'acheva le 31 octobre 1995. Des cadres de la multinationale soudoyèrent pour 7 500 FF Charles Suanu Danwi et Naayone Nkpah, deux témoins à charge, en leur promettant un poste bien rémunéré s'ils acceptent de déposer contre Ken Saro-Wiwa.

Jan Slechte, directeur pour la Hollande, ne manque pas de souffle. Le 3 janvier 1996 à Utrecht, il a osé exiger que les initiatives de citoyens et les groupes activistes respectent "un code de bonne conduite", car "les mœurs sur le terrain de l'opinion publique sont totalement grossières". Le Batave sait de quoi il cause. La suspension pour deux ans du Commonwealth et la menace d'une



radiation de l'organisation, si la démocratisation du Nigeria n'intervenait pas d'ici 1997, n'impressionneront guère le général Abacha qui ne devrait pas non plus redouter un embargo pétrolier. La compagnie nationale NNPC possède 58 % des parts provenant de la manne du brut. 80 % des recettes budgétaires étatiques, 92 % des rentrées de devises en dépendent. La France, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Italie s'opposent farouchement à des sanctions économiques. "Business as usual, pour la prospérité des multinationales, la bénédiction de la dictature militaire, la dévotion de la société industrielle" (9). Le communiqué final du sommet francophone, début décembre à Cotonou (Bénin), évoqua en une phrase la situation nigériane ; il suffit de songer combien peu la France contribue à une démocratisation authentique sur son "pré carré africain" pour jauger la valeur d'une vague déclaration sur les Droits de l'Homme : même pas un voeu pieux, une indignité diplomatique de plus ! De quels effets concrets sera suivie la condamnation avant Noël, par l'Assemblée générale des Nations-Unies (10),

de "la barbare exécution" du 10 novembre. Le gouvernement "tory" britannique contourna au moins une trentaine de fois l'embargo sur les ventes d'armes décrété par l'Union européenne. Jusqu'en 1993, "aucune contrée d'Afrique ne fut à ce point gavée d'armes allemandes", s'insurge Jürgen Grässlin du bureau d'informations, sur l'armement (11). Ulrich Delius, de la Société pour les peuples menacés de Göttingen (Basse-Saxe) met le doigt sur la plaie : "tant qu'elles n'atteignent pas le pas de notre porte, nous ne nous préoccupons guère de la destruction de l'environnement et des atteintes aux Droits de l'Homme. Le cas des Ogonis est exemplaire de la situation catastrophique des autochtones sur toute la terre" (12).

Notre planète compte environ 5 000 ethnies (300 millions de personnes). "Est-ce que quelqu'un nous écoute ?", avait écrit Kenule Beeson Saro-Wiwa dans son volume *Similia* de 1991.

Ce cri vaut également pour les Pygmées du Cameroun, les Penans du Sarawak (Malaisie), les Indiens d'Amazonie, les Kurdes, les Samens (Laponie)...

(8) Agip, Elf et la compagnie nationale NNPC composent avec Shell le quatuor maître d'œuvre.
(9) Bartholomäus Grill dans *Die Tageszeitung* du 4 décembre 1995.
(10) 101 voix pour la résolution, 47 abstentions, 14 contre (la Birmanie, la Chine, Chypre, l'Iran, la Lybie, les Iles Marshall et huit pays africains).
(11) *Die Tageszeitung* du 15 novembre 1995.
(12) *Frankfurter Rundschau* du 5 décembre 1995.

Sous le gibet

Sani Abacha (52 ans) porte sur son visage les cicatrices caractéristiques de la tribu Kanuri. Sa somptueuse résidence "Aso Rock", sise sur les hauteurs d'Abuja, a été aménagée (notamment avec du marbre) par la société allemande *Julius Berger*. Des soldats formés par le Mossad, les services secrets israéliens (énième illustration du soutien fourni par l'Etat hébreux aux régimes les plus féroces !), gardent la colline et les bâtiments. A la tête d'une armée de 84 000 assassins en uniforme, dominée par les islamistes du nord, le "nouvel Idi Amin Dada" (13) redoute à tout moment un putsch. En février-mars 1995, il fit mettre aux fers plus de 150 de ses gradés. Emeka, Ojukwu, jadis chef du Biafra, région orientale en sécession de 1967 à 1970, voyage de par le monde en qualité de lobbyiste de la junte.

Ce qui subsiste de presse indépendante (les hebdomadaires *Tell*, dont le rédacteur en chef Nosa Igiebor fut arrêté le 24 décembre 1995, *Tempo*, *The News...*) représente l'opposition la plus vivace. Christine Anyanwu,



Le dictateur du Nigeria : Sani Abacha

rédactrice en chef et éditrice de la revue *Sunday Magazin*, a vu le 10 octobre 1995 sa perpétuité (prononcée le 4 juillet) commuée en 15 ans d'incarcération. Elle avait publié un article signé de Comfort Obi à propos de procès clandestin contre des rebelles présumés. Le 8 décembre 1995, "Reporters sans frontières" lui décerna son prix 1995 doté de 50 000 F. Le 4 janvier 1996, Paul Adams, correspondant du *Financial Times*, a été placé en garde-à-vue. Il avait sillonné le territoire ogoni ; les forces de sécurité avaient dispersé un rassemblement de contestataires courageux. Le 5 décembre 1995, plus de 5 000 personnes manifestèrent à Ife (sud-ouest), à l'appel de National Conscience, mouvement sous la houlette de Gani Fawehinmi ; le 19 décembre, 3 000 personnes bravant l'interdiction, se rassemblèrent à Lagos (6 millions d'habitants) avec la Coalition nationale-démocrate (NADECO).

Dix-neuf Ogonis encoururent la peine capitale. Faut-il attendre qu'ils aient passé sous le gibet pour mentionner leur identité ? Elijah Baadom, John Banatu, Kaghara Basseh, Israel Blessing, Friday Gburama, Paul Deekor, Godwin Gbodoo, Adam Kaan, Bariture Lebee, Nyieda Nasikpo, Sampson Ntignee, Nwinbari Abere Papa, Pogbara Zorzor, Samuel Asigha, Barbina Visor, Benjamin Kabari, Taagalo Monsi, Baribuma

Kumanwe et Kgbaa Baovi passeront prochainement en jugement. Le Haut Tribunal fédéral de Lagos a requis un report de la procédure au 12 février 1996.

Ken Saro-Wiwa dut son immense popularité à la série télévisée *Basi and Company*, qui creva tous les records d'audience entre 1985 et 1990. Propriétaire d'une maison de campagne dans le comté de Surrey (Grande-Bretagne), le jovial amateur de whisky paya les études de sa progéniture dans

des écoles d'élite. Il ressentit comme un affront que Sani Abacha lui proposât, avant son coup d'Etat, un poste ministériel au sein du futur Conseil provisoire de gouvernement. Au lieu de jouir de son statut de "nanti", il choisit de mener à partir de 1990 une lutte aussi non-violente que radicale contre les despotes et les fauteurs de "guerre écologique", authentique "crime contre l'humanité", non reconnu comme tel dans la législation... "Ensemble, le détestable capitalisme international et l'épouvantable colonialisme de la majorité ethnique ont transformé les Ogonis et d'autres minorités en mendiants", avait-il écrit dans la préface de son livre "On a darkling plain", publié en 1989. La *Fondation Right Livelihood Award* du Suédois Jacob von Uexküll le gratifia en octobre 1994 du prix Nobel alternatif.

Ses mots résonneront longtemps. "Dansez jusqu'à ce que se taisent les armes des soldats, dansez jusqu'à ce que leurs lois démentes finissent sur un tas d'ordures, danse mon peuple, parce ce que nous avons vu demain et qu'au firmament scintille une étoile ogonie", clama-t-il lors d'un meeting. Et aussi pour que nous déjouions sans relâche la veulerie des preux démocrates sans l'appui desquels aucun tyran ne tiendrait plus d'une semaine...

René HAMM

(13) Koboko Idi Amin Dada régna par la terreur sur l'Ouganda de janvier 1971 à avril 1979.

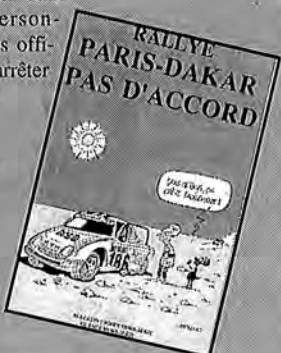
PARIS DAKAR : PAS D'ACCORD

Hors-série n°2 de la revue Silence

Au sommaire : L'histoire d'une course. Les enjeux. Combien ça coûte et combien ça rapporte. Débats dans les médias. Personnalités. Réactions officielles. Peut-on arrêter le Paris-Dakar ?

Rédaction : Michel Bernard J.M. Fardeau et B. Delpuech.

Bon de commande page 39.



PETROLE ET DICTATURE

DESEPOIR TOTAL EN BIRMANIE

(1) Le nom officiel du pays est maintenant Myanmar, mais comme le changement de nom n'est pas reconnu par l'opposition démocratique, nous employerons Birmanie.

Nai Datt Khe est un paysan Mon du sud de la Birmanie (1) venu se réfugier en Thaïlande au printemps dernier. Ils étaient déjà des dizaines de milliers à être passés de l'autre côté de la frontière, certains il y a plus de trente ans.

lourdes munitions à porter (...). On ne nous donnait pas assez de nourriture. Chaque jour, nous n'avions qu'une petite quantité de riz naturel, pas de curry ou de soupe. Bien que nous devions porter de la nourriture pour l'armée, il n'y avait rien à manger pour nous. Je

En Birmanie, comme dans de multiples autres pays, les multinationales ferment les yeux sur les exactions les plus diverses : déplacement de population, esclavage, pillage... Et les Etats actionnaires dans les compagnies pétrolières sont tout autant aveugles

(2) Committee for Publicity of People's Struggle in Monland, (CPPSM, GPO Box 227, Bangkok 10500), Newsletter Vol. 3, N°2, mai 1995. Tous les témoignages de Nai Datt Khe sont tirés de cette revue.

(3) Entretien avec le chef du camp, et des représentants d'ONG, août 1995.

(4) Bangkok Post, 7 mai 1995.

Interrogé sur les raisons de sa fuite, il explique ce que les paysans doivent endurer en Birmanie : "Un jour de novembre dernier (1994), quelque 70 soldats du 410ème Bataillon d'Infanterie légère local sont venus dans ma ferme et m'ont pris pour faire du portage. Ils ont aussi pris mes biens, aussi bien mes réserves de nourriture que mes ustensiles de cuisine, comme des casseroles, des tasses, des assiettes (...). Après avoir porté de la nourriture pendant deux jours, on m'a donné de

n'ai jamais vu un soldat birman manquer de nourriture durant la marche, parce qu'ils confisquaient les réserves des gens rencontrés sur leur passage. Un jour, un des porteurs, alors qu'il était malade et fatigué, a mendié un peu de sucre à un soldat et a été battu en retour (...). Après avoir servi comme porteur pendant dix jours, j'ai été relâché au village de Yapu" (2).

Bien qu'un cessez-le-feu ait été signé entre le gouvernement birman et les rebelles Mons le 29

juin 1995, et malgré la saison des pluies qui rend les déplacements dans la jungle difficiles, des familles arrivent toutes les semaines dans le camp de Halockhani, situé sur la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande, près du col des Trois Pagodes (3). Ces personnes fuient les travaux forcés imposés à la population locale, les humiliations, les pillages et les nombreuses autres violations des droits humains.

Pour Nai Datt Khe aussi, ces contributions forcées étaient régulières : "Avec d'autres personnes des environs, j'ai été forcé de participer aux travaux de construction de la voie ferrée Yetauoy durant la précédente saison sèche, à chaque fois pour des périodes de deux semaines. Cette saison, j'ai dû participer à la construction d'un camp militaire à Yapu pendant presque un mois". Plus d'un millier de personnes sont arrivées en Thaïlande pour fuir la construction de la voie ferrée, ce qui ne représente qu'une petite proportion de celles qui fuient. Les autres n'arrivent pas jusque là et se cachent dans la jungle, pour retourner chez eux pendant la saison des pluies. D'après la presse birmane, contrôlée par le gouvernement, le nombre de travailleurs forcés un jour de saison sèche est d'environ 500 000 et le travail forcé concerne un total de 3 millions de personnes, aussi bien femmes, hommes et enfants (4).

Ce qui a finalement décidé Nai Datt Khe à fuir, ce sont les tortures et les mauvais traitements : "Un jour de janvier, alors que je rentrais à la maison, j'ai croisé une cinquantaine de soldats du 61ème Bataillon d'Infanterie. Quelques soldats m'ont demandé de leur donner les fruits et légumes que je rapportais (...) j'ai refusé et je me suis enfui. Quelques soldats m'ont suivi jusqu'à ma maison et m'ont demandé de leur donner 1000 kyats (5) et une bouteille d'alcool (...). Je voulais refuser, mais ma femme m'a supplié d'accepter de peur de mauvais traitements (...). Les soldats sont restés et ont demandé à boire tout l'alcool qu'il y avait chez moi (...). Une fois saouls, ils ont commencé

à m'embêter (...) et je suis allé me plaindre auprès du chef du village (...). Plus tard, j'ai été convoqué par un commandant local, j'étais content car j'espérais récupérer mon argent (...). Des soldats m'ont emmené dans une pièce où ils m'ont battu sauvagement. Pour fuir, j'ai sauté par la fenêtre. Je me suis retrouvé face à une quarantaine de soldats, plusieurs d'entre eux sont venus me battre. Certains me donnaient des coups de pied avec leurs bottes, d'autres me battaient avec le canon de leur fusil (...). Les soldats m'ont battu jusqu'à l'intervention du secrétaire du village (...) Le commandant a alors pointé son arme sur ma tête et m'a conseillé de ne plus discuter avec des soldats qui me demandent quelque chose".

Enfants Karenni, réfugiés en Thaïlande (photos de l'auteur)



33 ans de terreur

Ce régime de terreur dure depuis 1962 en Birmanie, et s'est aggravé suite au coup d'Etat de 1988 perpétré par le SLORC (State law and order restoration council, Conseil pour le rétablissement de la loi et de l'ordre). Un récent rapport d'Amnesty International (6) dénonce les conditions de détentions en Birmanie, qui sont toujours aussi déplorables, et l'usage systématique de la torture. A ces nombreuses violations des droits humains, viennent s'ajouter des combats entre minorités ethniques et la *Tatmadaw* (armée birmane). Malgré un cessez-le-feu, les combats ont repris contre les Karenni dès l'été 1995. L'armée utiliserait 4000 porteurs et son but serait de passer en territoire Karenni et d'ouvrir un deuxième front contre les Shans plus au Nord (7), dont le leader, Khun Sa, baron de la drogue, est devenu officiellement l'ennemi public numéro 1 (8).

Libérée de la colonisation britannique en 1948, la Birmanie n'a que très peu connu la démocratie. En 1962, le Général Ne Win, déjà de sinistre réputation, instaure, après un coup d'Etat, un régime socialiste à la birmane qui va diriger le pays d'une main de fer et l'isoler complètement. Dès l'indépendance, le gouvernement central a dû faire face à une rébellion ethnique (9) et communiste. Le pays n'a jamais connu la paix. En 1988, à la suite de nombreuses manifestations démocratiques et non violentes, Ne Win perd le pouvoir, mais le 18 septembre, un coup d'Etat orchestré par l'armée noie tous les espoirs de démocratie dans un bain de sang. Devant la pression continue de la rue, le SLORC promet des élections qui auront lieu finalement en mai 1990. La Ligue nationale pour la démocratie (NLD), fondée entre autres par Daw Aung San Suu Kyi (10), prix Nobel de la paix 1991, remporte les élections avec 80 % des sièges, mais le SLORC refuse de lâcher le pouvoir (11). Malgré la libération de Suu Kyi le 10 juillet 1995, après 6 ans de résidence surveillée, la situation des droits humains n'a

pas changé et l'ambassadeur de Birmanie en Thaïlande a officiellement laissé entendre que le SLORC ne négocierait pas avec l'opposition (12). Cette libération était avant tout pour amadouer le Japon qui a promis de signer un chèque de 400 000 \$ d'aide au développement (13).

Des ressources financières contestables

Après sa libération en 1948, la Birmanie était un des pays les plus riches de l'Asie du Sud-Est, avec le meilleur système d'éducation, mais au fil des années, il est devenu l'un des plus pauvres de la planète, ruiné par un régime corrompu et un état de guerre permanent. Le régime actuel tire ses principales ressources du trafic de drogue qui lui permet d'acheter armes et munitions. Selon l'Observatoire Géopolitique des Drogues (OGD) (14), la production d'opium est passée de 800 tonnes à 2500 tonnes par an entre 1988 et 1994, confortant ainsi la Birmanie dans sa position de premier producteur mondial de produits opiacés. Cela correspond à environ 200 tonnes d'héroïne pour 1994, qui ont rapporté un minimum de deux milliards de dollars. A cause de la pression internationale, le SLORC accuse Khun Sa de tous les maux et organise des "cérémonies" de destruction de drogues auxquelles il convie les ambassadeurs et autres émissaires étrangers. Ce n'est généralement pas de la drogue qui est brûlée, ou alors elle a été achetée à cet effet. Il a été démontré que de l'héroïne a été raffinée dans des casernes et que des hélicoptères de l'armée ont servi au transport. Pour accroître la production, le SLORC augmente les impôts des villages des montagnes du Nord du pays expliquant aux paysans que pour pouvoir payer, ils n'ont qu'à cultiver du pavot. Cet argent a servi à l'achat massifs d'armes et de nombreux enrichissements personnels de militaires. Le teck et de nombreuses autres essences précieuses, faisant la richesse des forêts birmanes, sont aussi vendus en Thaïlande par le SLORC et les groupes d'opposition armée.

(5) Monnaie birmane : un franc vaut environ un kyat au change officiel et une vingtaine au marché noir.

(6) Amnesty International, *Myanmar, Conditions de détention dans les prisons et les camps de travail*, septembre 1995.

(7) Entretiens avec un représentant Karenni, août 1995.

(8) *Far Eastern Economic Review* (Hong-Kong), 19 octobre 1995.

(9) Voir *Info-Birmanie* n°2 sur le problème ethnique.

(10) Amnesty International, *Myanmar, Aung San Suu Kyi*, juin 1995.

(11) Amnesty International, *Myanmar, la démocratie piétinée*, novembre 1990. Le film de John Boorman, *Rangoon*, qui tente de reconstituer certains de ces événements, est bien en dessous de la réalité.

(12) *Bangkok Post*, 2 octobre 1995.

(13) *Asahi Evening News*, 26 septembre 1995.

(14) Entretiens avec l'OGD et contribution de l'OGD au *Dossier Noir Birmanie*, Ed. Dagorno.



Camp de réfugiés Karenni dans la province de Mae Hong Son, en Thaïlande.

Un pays convoité

Voyant ses voisins décoller économiquement, la Birmanie essaye de donner une image respectable pour attirer les investisseurs étrangers. Possédant de nombreuses richesses naturelles non encore exploitées, le pays attire de nombreuses convoitises (15). La junte prépare aussi une année du tourisme, *Visit Myanmar Year 1996*, et espère 200 000 visiteurs attirés par les nombreux monuments pratiquement inconnus et une culture très riche. Pour cela, les sites historiques sont restaurés en utilisant de la main d'œuvre forcée et les villages avoisinants sont déplacés. Les seules personnes pouvant vendre de l'artisanat sur les lieux sont régimentés par le SLORC. Devant le succès des "zoos humains" en Thaïlande, la junte préparerait aussi des villages reconstitués d'ethnies des montagnes où les touristes pourront aller pendre des photos des villageois comme par exemple les femmes-girafes (Padaung), moyennant un droit d'entrée élevé. Singapour serait en tête des inves-

tisseurs étrangers en matière de projets touristiques, mais les groupes français Croisières Paquet, Accor et Club Méditerranée sont aussi partie prenante. Toutes les organisations birmanes en exil appellent au boycott touristique, expliquant que l'argent ne profitera qu'au SLORC (chaque touriste doit changer 300 \$) et que la population n'en bénéficiera pratiquement pas.

Le plus gros projet d'investissement étranger est celui du groupe français Total, qui, associé à l'américain Unocal, au thaïlandais PTTEP (petroleum authority of Thailand & production company public co ltd) et à MOGE (myanmar oil and gas entreprise), a investi dans un projet d'exploitation gazière et de construction d'un gazoduc reliant le golfe de Martaban dans la mer d'Andaman, au large des côtes birmanes, à la Thaïlande (16). Le seul client du gazoduc est l'electricity generating authority of Thailand (EGAT) à Ratchaburi, qui prévoit de construire une centrale de 2800 Mégawatts. Bien que le gazoduc doive traverser les territoires Tavoyan, Mon et Karen, les négoc-

iations n'ont été menées qu'avec le SLORC, sans l'avis des populations locales, et la compagnie birmane MOGE est liée aux régimes militaires depuis 1992. Total, compagnie dans laquelle la moitié des administrateurs sont des représentants de l'Etat français ou d'entreprises nationalisées, s'est donc faite complice d'une narco-dictature extrêmement sanguinaire. Accuser d'acheter des armes grâce à l'argent de la drogue, le SLORC a prétendu que ces devises lui venaient de Total (17). Mais la somme de l'argent dépensé a largement dépassé la somme reçue.

Travaux forcés pour argent "respectable"

En acceptant d'investir dans ce projet de gazoduc, les compagnies cautionnent aussi les travaux forcés. Certes, le travail forcé est légal en Birmanie, c'est même une tradition birmane que de donner du travail pour la construction de pagodes monastères, routes ou ponts, qui est considérée comme noble et respectable. Mais il y a des règles et des limites - "si l'on n'a pas de nour-

(15) Voir *Human Right Watch/Asia*, Vol 7, n°10, Burma, "Entrenchment or reform?" (16) voir le dossier publié dans *Bangkok Post* du 7 mai 1995 à ce sujet, *Libération* du 12 février 1995 et *The Nation* (Bangkok) du 14 octobre 1995. (17) OGD, op.V.cit.



Touriste posant devant des femmes Padoung dans un zoo humain de Thaïlande, province de Mae Hong Son.

riture pour son propre estomac, on est loin de la donner au monastère" (18) - qui sont constamment violées par l'armée birmane. Les personnes dans le besoin en sont dispensées et les travailleurs doivent être bien traités et rémunérés. Or "les travailleurs qui tombaient malades pendant leur service, ne reçoivent pas de médicaments et n'avaient plus le droit de rentrer chez eux pour se reposer" raconte Nai Datt Khe. "Un travailleur est mort de paludisme sur le chantier et sa famille n'a reçu aucune compensation des autorités". Les conditions de travail sont inhumaines. Aung Mya, un paysan birman envoyé sur le chantier de la voie de chemin de fer Ye-Tavoy pendant quinze jours, explique : "J'ai dû apporter de l'argent pour la nourriture et même pour mon billet de bus. Je n'ai pas reçu d'argent de leur part. J'ai vu des prisonniers qui travaillaient avec

des chaînes aux pieds au village de Za Har" (19). De telles pratiques existent depuis 1962, date à laquelle l'armée a pris le pouvoir, voire même plus tôt. Certains militaires utilisent aussi la population locale pour leur enrichissement personnel. Ainsi le Major Soe Nwe (20) a détourné quelques uns des 2000 travailleurs du chantier de Gyar Naw sur la voie de chemin de fer pour planter un immense jardin, collecter du bois ou du chaume dont il vend les produits à son seul profit, sans que les travailleurs ne touchent un seul kyat. Pendant les travaux, ces derniers ont dû acheter leur nourriture et fournir les outils !

Cette voie ferrée, qu'il devrait être terminée en 1996, devrait servir à transporter du matériel pour la construction du gazoduc (21) et aussi des troupes, en cas d'attaque. La sécurité est un des plus gros soucis du SLORC, qui craint des attaques sur les chantiers ou du sabotage. Une attaque a déjà eu lieu les 7 et 8 mars 1995 par un petit groupe de Karens, tuant au moins cinq personnes, des employés birmanes selon Total. De terribles représailles contre la population ont eu lieu, suivant les avertissements du PDG d'Unocal, John Imle "pour chaque menace, il y aura une réaction". Dès 1991, de nombreux villages ont été déplacés de force par l'armée pour préparer la venue du gazoduc. Certains de ces déplacements ont été reconnus par la

Pour en savoir plus : lire les rapports réguliers d'Amnesty International sur ce pays et s'abonner à *Info Birmanie*. On pourra lire aussi "Se libérer de la peur" par Aung San Suu Kyi, Ed. des femmes, et "Dossier noir Birmanie", Ed. Dagorno. "Murma in revolt" de Bertil Lintner, aux éditions White Lotus (Bangkok) est un best-seller. On peut regretter, cependant, qu'il ne parle que de guerre.

société EGAT (22). Cela a permis à Total de proclamer que, quand ils ont survolé la région par hélicoptère, ils n'ont vu aucun village sur le tracé. D'autres villages des environs ont aussi été déplacés depuis, car le SLORC considère que tout village situé à une distance de moins de 50 km du gazoduc représente une menace s'il n'y a pas de garnison militaire. Les habitants sont "suspectés de contact avec des groupes insurgés". Il a aussi transféré plus de 10 bataillons d'infanterie, soit plus de 5000 soldats, pour garantir la sécurité du gazoduc. Leur installation s'est faite en confisquant des terres et en utilisant la main d'œuvre locale "volontaire" qui a dû fournir le matériel de construction, bâtir les camps et qui doit maintenant les entretenir, sans toucher la moindre compensation. Des centaines d'hommes sont aussi constamment utilisés comme porteurs par la *Tatmadaw* qui pille régulièrement les villages.

Des ingénieurs français et belges de Total étaient stationnés sur le terrain pendant la saison sèche. Afin d'éviter tout contact avec la population, les habitants n'avaient pas le droit de passer à proximité de leur camps et tous les déplacements se faisaient accompagnés de militaires, voire dans des camions ou hélicoptères militaires. Les employés birmanes de la compagnie ont, pour la plupart été amenés de Rangoon, après avoir été sélectionnés par le SLORC. Les locaux doivent passer à travers de nombreuses tracasseries administratives et pots de vin, s'ils veulent avoir une chance d'être sélectionnés. "La fiche de candidature coûte 20 kyats" selon Kyaw Win et "chaque candidat doit payer 1000 kyats pour avoir un examen médical favorable". Total donne 30 \$ par jour, mais le SLORC ne reverse que 200 kyats, faisant ainsi un taux de change loin du cours du marché noir. Des témoins racontent que la plus grosse partie du travail harassant est faite par des prisonniers devenus esclaves et que, quand les employés salariés arrivent, ils n'ont plus qu'à ramasser le bois coupé, sans que les étrangers ne sachent rien.

(18) CPPSM, op. cit.
 (19) Karen Human Rights Group (KHRG, PO Box 68, Mae Sot, Tak, 63110 Thaïlande). "Conditions in the gas pipeline area", KHRG #95-27, août 1995.
 (20) Dénoncé dans un rapport du CPPSM, 15 août 1995.
 (21) Sauf indications contraires, toutes les citations qui suivent et les informations concernant le gazoduc sont tirées de KHRG #95-27, op. cit., des *Newletters* d'octobre 1994 (vol. 2 n°3) et mai 1995 (Vol. 3 n°2) du CPPSM et d'entretiens avec des membres de ces organisations. Le KHRG publie aussi de nombreux témoignages sur les conditions de vie dans la région du gazoduc.
 (22) *Bangkok Post*, 17 arial 1995.

Etre vigilant et agir

Face à la pression internationale, les compagnies pétrolières ont déclaré qu'elles n'utiliseront pas la voie de chemin de fer et qu'elles apporteront leur matériel par la mer. En conséquence, les travaux ont été ralentis et le SLORC a commencé en février 1995, à construire une jetée et un hélicoptère à Ka Daik, utilisant de la main d'œuvre forcée. En outre, l'accès de la jetée a été interdit aux pêcheurs ; le champ gazifère de Yadanar leur serait aussi défendu. Un camp militaire est en construction, dans les mêmes conditions, sur l'île de Heinze-Boke au large, dont l'intérêt ne peut être lié qu'au gazoduc.

Les compagnies étrangères ont promis que le gazoduc élèverait le niveau de vie de la région, mais pour le moment, il n'a apporté que plus de souffrances. "On m'a dit que si le gazoduc arrive, notre situation serait améliorée" explique Ko Hla Myint, un paysan birman du village de Kanbauk, "mais, en fait, nous avons seulement eu à travailler pour (les soldats) sans être payés (...). Avant nous devions leur donner environ 100 kyats par mois comme taxe de portage. Chaque famille. Maintenant c'est 400 kyats". Où sont les cliniques promises par le SLORC ? Qu'en est-il du développement économique ? Daw Aung San Suu Kyi, récemment réélue secrétaire générale de la NLD (23), parti qui a obtenu plus de 60 % des suffrages aux élections de 1990, pense qu'il est trop tôt pour investir en Birmanie (24). Il serait préférable d'attendre que le pays soit devenu plus démocratique pour que l'aide étrangère bénéficie à la population. Dans un discours donné, par cassette vidéo interposée, à une conférence sur les droits de l'homme à Manille, en octobre dernier, elle appelle les gouvernements étrangers et les organisations non gouvernementales à faire pression sur le SLORC pour qu'il respecte la volonté populaire.

David BOILLEY

La guerre du Pétrole

L'énergie a pris une telle importance depuis le début du siècle qu'on la retrouve presque toujours dans les conflits qui agitent le monde.

En 1914-1918, le pétrole est déjà une préoccupation : les alliés cherchent à empêcher les livraisons de pétrole à l'Allemagne. Les sous-marins allemands coulent les pétroliers alliés.

En 1918, à la fin de la guerre, la Turquie envahit les champs pétroliers de l'Azerbaïdjan, mais les Britanniques interviennent.

En 1932, une rumeur prétend qu'il y a des champs pétroliers dans la zone de Gran Chaco, à la frontière entre la Bolivie et le Paraguay. Le conflit durera jusqu'à ce qu'en 1935, il s'avère qu'il n'y a pas de pétrole.

En 1936, Mussolini envahit l'Ethiopie pour contrôler les ressources pétrolières.

Pendant la deuxième guerre mondiale, le Japon envahit les régions pétrolières de la Chine. En 1942, le Japon s'empare des installations de Shell à Bornéo et de Stanvac à Sumatra. Les Allemands essaient de prendre les champs de Bakou (Azerbaïdjan). En 1944, les Russes mettent la main sur les champs de Ploesti (Roumanie) qui fournissaient l'Allemagne.

L'une des raisons du refus de la France d'abandonner l'Algérie entre 1954 et 1962 était la découverte de champs de pétrole et de gaz.

En 1956, Nasser qui dirige l'Egypte, veut contrôler le canal de Suez par où passe les deux tiers des pétroliers à destination de l'Europe.

La guerre des Six jours en 1967 permet à Israël de s'emparer des réserves de pétrole du Sinaï.

Entre 1966 et 1970, la guerre d'indépendance au Biafra, une région du Nigéria porte déjà sur la maîtrise de champs pétroliers.

Entre 1980 et 1988, la guerre entre l'Irak et l'Iran oppose deux des plus importants exportateurs de pétrole.

La guerre des Malouines entre l'Argentine et la Grande-Bretagne se justifiait par la possibilité d'y établir des plate-formes offshore.

En 1990-1991, la défense musclée du Koweït par les puissances occidentales ne se justifie que par la nécessité de maintenir les prix du pétrole à un niveau bas.

En 1994-1996, une des causes du refus de l'indépendance de la Tchétchénie par les Russes est la présence d'importantes raffineries sur le territoire tchétchène.

Autres conflits

Aux côtés de ces guerres ouvertes, il existe de nombreuses actions plus discrètes de la part des multinationales et des Etats en manque de ressources. Le maintien en place de la plupart des dictatures de part le monde ne s'explique souvent que par le soutien ouvert ou caché de partenaires industriels.

Deux exemples :

- en 1973, ITT, fabricant en électronique met en place Pinochet au Chili avec le soutien de la CIA, pour s'assurer le contrôle du cuivre.
- depuis 1967, la COGEMA française maintient Omar Bongo à la tête du Gabon pour le contrôle de l'uranium qui assure notre indépendance !

Pour agir : Amnesty International agit continuellement en faveur des droits humains en Birmanie (se renseigner auprès d'un groupe local ou contacter la section française). Agir Ici fait pression contre Total pour que la compagnie reconsidère ses investissements en Birmanie. Enfin, Médecins sans Frontières, Médecins du Monde et Aide Médicale Internationale font de l'assistance médicale auprès des réfugiés et à l'intérieur du pays. D'autres associations en France et dans le monde agissent pour aider la Birmanie, se renseigner auprès d'Info-Birmanie.

Contacts :

- Info-Birmanie, 14 passage Dubail, 75010 Paris, tél : (1) 40 35 06 98. Fax : (1) 40 35 06 20. Abonnement à 70, 95 ou 150 F selon que l'on est sans rémunération, salarié ou généreux.
- Agir Ici, 14 passage Dubail, 75010 Paris.
- Amnesty International, 4 rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris, tél : (1) 49 23 11 11. Fax : (1) 43 38 26 15. Minitel : 36 15 Amnesty.

(23) Cette réélection a été déclarée illégale par le SLORC, *The Nation*, 24 octobre 1995.
(24) *Maintenant*, 20 septembre 1995.



NORD-SUD

USA : PLANTEURS DE BANANES CONTRE SHELL

Un bureau d'avocats américain va attaquer Shell en justice, à la requête de 20 000 planteurs de bananes du Tiers-Monde. La filiale US de Shell avait livré aux sociétés Chiquita, Standard Fruit et Del Monte le pesticide dibromochloropropane (DBCP) même après son interdiction en 1979. Le produit serait cancérigène et générerait la stérilité masculine. Au-delà des considérations sanitaires, la question est de savoir si des habitants d'un "pays en développement" peuvent rendre responsables devant une cour étasunienne, pour des dégâts perpétrés dans leur pays, des firmes occidentales. Ce procès sera suivi avec attention par de nombreux groupes du Sud comme le Mouvement pour la survie ogoni (Mosop) car

une éventuelle jurisprudence favorable permettrait de multiplier ce genre de procès. (Correspondance René Hamm)

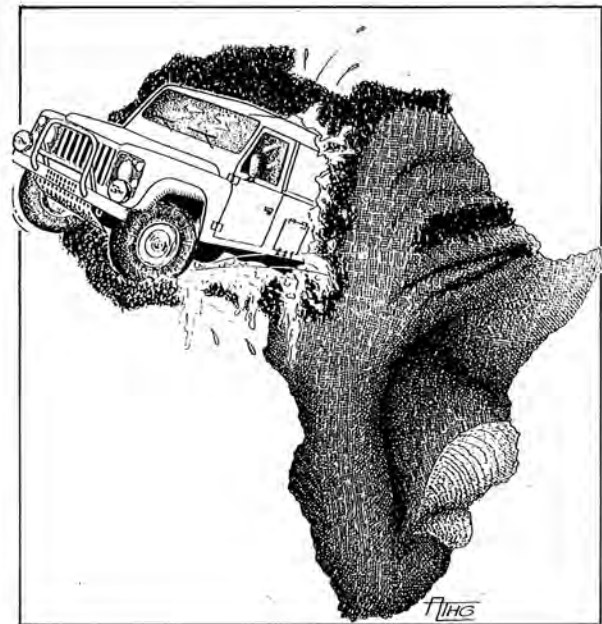
PARIS : CONCERT POUR LE REBOISEMENT

L'association Forêts Scolaires Internationales se mobilise pour le reboisement en aidant des écoles du Togo à planter des arbres, avec les conseils d'un professeur d'agronomie local. Cette action se fait avec 6 écoles depuis 1987, malgré les remous politiques locaux. Un concert de Negro Spirituals et de Gospel est organisé en soutien le samedi 10 février 1996 à 20 h 30 dans l'Eglise de la Rédemption, 16 rue Chauchat à Paris (M° Richelieu-Drouot ou Le Peletier). Réservation au : (1) 42 93 96 25.

Contact : Forêts scolaires internationales, 14 rue Flatters, 75005 Paris.

PARIS-DAKAR : DEUX MORTS DE PLUS

Moquons-nous de ces tribunes primitives qui pratiquaient le sacrifice humain pour satisfaire les dieux. Le rallye Paris-Dakar (depuis deux ans Grenade-Dakar) est une sorte de pratique religieuse avec sacrifice humain pour vénérer le dieu bagnole. Le 3 janvier dernier, Laurent Guegen, chauffeur de camion, aura été la trentième victime sacrifiée sur l'autel de la connerie. Le 13 janvier, c'était au tour d'une fillette guinéenne d'être fauchée par une moto. Bien sûr, un sacrifice noir ne vaut pas un sacrifice blanc et aucun média n'a donné son nom. 31 morts en 18 ans : à quand l'interdiction de ce genre de sectes ?



ANNONCES

EMPLOIS

- La coopérative d'alimentation biologique d'Anjou, CABA, 122 rue de la Chalouère, 49100 Angers, tél : 41 60 01 61, embauche au 15 avril son sixième salarié en contrat à durée indéterminée (29 heures par semaine). Prendre contact si intéressé.

OBJECTEURS

- La FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, section Isère, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, offre trois postes d'objecteurs à

pourvoir en mars 1996 : un poste maquette et fichier de la revue "Isère-Nature" (secrétariat de rédaction, connaissance XPress sur Mac) et deux postes au service Education-Nature pour gestion du matériel éducatif, animations sur le terrain (bonnes connaissances naturalistes, permis B).

RECHERCHE

- F. Blanc, 74 rue des Hautes Granges, 41000 Blois, cherche à faire un jardin biologique à Blois. Qui peut lui prêter un terrain ?
- Le Centre Terre Vivante, BP 20, 38711 Mens cédex, travaille, dans le cadre du programme

européen Life, sur le thème de l'entretien de l'espace avec des animaux. Le centre recherche des témoignages de personnes assurant le débroussaillage ou l'entretien d'espaces relativement petits (autour de l'hectare) par des animaux (moutons, chèvres, ânes, chevaux, vaches, oies...) pour réaliser une étude comparative entre les différentes méthodes.

- Depuis 25 ans, une vallée des Pyrénées étaient occupée par des gens du voyage sans que personne ne revendique la propriété des lieux. Un exploitant forestier vient de racheter le tout et a demandé l'expulsion des occupants sans titre. Nous cherchons des associations ou des juristes pouvant aider à négocier le maintien des familles concernées. Tél : 68 69 62 29 Jean-Pierre et Fabienne Labourdette.
- Deux couples avec enfants cherchent à s'installer pour activités diverses dont agrobiologie, proche ville pour scolarité, dans bâtiments d'habitation et autres, 5 hectares minimum, point d'eau si possible. Toutes propositions étudiées. Sauvage-Mahé, 3 rue H. Dunant, 94350 Villiers/Seine, tél : (1) 49 41 06 93.

A VENDRE

- Causse du Quercy, vend maison isolée, construite en 1980, vue imprenable, séjour en m2 + cheminée, cuisine équipée, salle d'eau + WC, 2 chambres, garage, chênaraie 6000 m2, 500 000 F à débattre. Tél : 63 94 39 86 ou 67 96 69 28 heures des repas.

Les annonces de Silence sont gratuites pour les offres d'emplois et pour les postes d'objecteurs. Pour les autres rubriques, elles sont réservées aux abonnés : joindre un bandeau d'expédition ou un chèque correspondant à un abonnement.

Pour passer une annonce domiciliée au journal, joindre en plus, un chèque de 30 F. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe timbrée, écrire au crayon le numéro de l'annonce sur l'enveloppe puis glisser le tout dans une autre enveloppe que vous envoyez à Silence. Silence se réserve le droit de ne pas publier des annonces qui lui déplaisent.



ALTERNATIVES

YONNE : ASSEMBLEE GENERALE DE LA FNAB

La fédération nationale d'agriculture biologique des régions de France tiendra son assemblée générale les 6 et 7 février 1996 à Sauvigny-le-Bois, dans l'Yonne. Créée en 1978, la FNAB a pour but d'inciter les agriculteurs bio à se regrouper afin de constituer une force nationale favorisant la reconnaissance de ce type d'agriculture. Cette assemblée générale sera l'occasion de faire le point sur l'actualité européenne et internationale. Renseignements : FNAB, 40 rue de Malte, 75011 Paris.

GARD : FLEURS DES CHAMPS ET DES MOISSONS

La revue "La Garance Voyageuse" et l'association "Arc' Avene" ont semé sur une parcelle de 600 m² un mélange d'anciennes céréales ainsi qu'une quarantaine d'espèces végétales "messicoles" (qui aiment les moissons) : bleuet, adonis, coquelicot... Cette parcelle qui se trouve près d'Alès, dans le Gard, est destinée d'une part à des classes de découvertes, à des visites de touristes, qui pourront découvrir ce qu'est un champ "nature", mais également à présenter les usages des céréales, les traditions paysannes, l'influence sur le paysage... Enfin, cette culture servira à la production de graines d'espèces en voie de disparition par suite de la multiplication des herbicides. Les visites se feront sur place à partir de mai 1996.

Renseignements :

- Arc' Avene, Font de Rouve, 30340 Rousson, tél : 66 85 65 99

- La Garance Voyageuse, 48370 Saint-Germain de Calberte, tél : 66 45 94 10.

ISERE : STAGES TERRE VIVANTE

Le centre Terre Vivante (Isère) propose des stages de formation. Au programme : "cuisine : de la gourmandise à la raison" (24/25 février), "greffez pour créer une forêt fruitière" (2/3 mars), "créer et conduire un verger en bio" (4 au 7 mars), "jouer et évoluer dans le vivant" (25 au 29 mars), "la terre pour construire" (15 au 19 avril), "Vie foetale, naissance et santé" (27/28 avril), "comment faire l'inventaire de la faune sauvage qui nous entoure" (11/12 mai), "lancez-vous dans le jardinage bio" (18/19 mai)... Programme complet : Terre Vivante, BP 20, 38711 Mens cédex.

RHONE : PORTES OUVERTES AUX ATELIERS

La Fédération des Ateliers regroupe au 9 rue Dumenge les associations suivantes : Silence, Comité Malville, Européens contre Superphénix, Greenpeace-Lyon, Ferme, Phébus, Côte-Jardin, Primevère. L'installation dans nos nouveaux locaux étant maintenant à peu près terminée, une journée "portes ouvertes" se déroulera le samedi 17 février de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Si vous désirez vous investir dans une association écologiste lyonnaise, c'est le moment de venir nous rendre visite.

RHONE : DECOUVERTE DES PEUPLES

L'ICRA-Lyon organise le jeudi 1er février au CCO, 39 rue Courteline à Villeurbanne, une soirée "Danses et images de Russie Orientale" avec des démonstrations de danse du chorégraphe Nikolai Boldaev et la projection d'un reportage

audiovisuel de Gille Elkhaim. Une autre soirée se tiendra le vendredi 29 mars à la Maison des Communications, 44 rue Saint-Georges, Lyon 5ème sur le thème "Les Wayanas, peuple de l'eau" avec Sophie Atallah et Daniel Schoepf qui présenteront cette ethnie indienne

de Guyane française. Renseignements : ICRA, Maisons des Sociétés, 69500 Bron, tél : 72 37 17 70.

RHONE : FOIRE AU MIEL ET AUX PRODUITS BIO

La 7ème foire au miel et aux produits biologiques se tiendra le dimanche 17 mars de 10 h à 19 h à la salle polyvalente de Chazay d'Azergues. Organisée par Altern'Info, on y retrouvera différents miels, des produits bios mais aussi des associations. Restauration assurée, animations et tombola. Programme complet : Altern'Info, 2 allée de Chiel, 69380 Chazay d'Azergues, tél : 78 43 02 19.

LYON : SALON PRIMEVERE

La dixième édition du Salon Primevère se tiendra à la Halle Tony Garnier de Lyon les 1er, 2 et 3 mars. Sur le thème général de la planète Terre, plus de 250 stands, une vingtaine de conférences, des animations et des expositions. Relevons dans le programme de nombreuses conférences permettant de compléter les dossiers de Silence. Le salon ouvre avec la venue de Jacques Testard ("*Technique et éthique*", le vendredi soir à 18 h). Un débat qui prolongera le dossier du numéro 200 de Silence "*Ecologie, à gauche, à droite, ailleurs ?*" avec pour la première fois réunis après l'explosion des Verts, Antoine Waechter et Dominique Voynet, accompagnés de Sara Parkin (Grande-Bretagne) et Daniel Brelez (Suisse) (samedi 2 mars à 17 h). Autre débat qui constitue une suite à Silence n°194 : "*Pour changer, échangeons*" avec des représentants de plusieurs SEL, système d'échange local, et des Réseaux d'échanges de savoirs (samedi 2 à 11 h). Un autre forum "*Acheter en confiance*" constituera une suite à la campagne "Libère tes fringues" d'Artisans du Monde (dimanche 3 mars à 17 h). Plusieurs conférences sur le nucléaire : "*La dignité antinucléaire*" avec Martine Deguillaume (samedi 2 à 13 h), "*Tchernobyl, dix ans après*" avec Peline (dimanche 3 à 13 h), "*L'héritage des essais nucléaires*" avec la CRIL-Rad (dimanche 3 à 11 h), une exposition sur les 50 ans d'Hiroshima et pour parler des alternatives : "*Energie : le soleil brille pour Tous*" avec Dominique Grouès (dimanche 3 à 16 h). A signaler également, côté santé : "*Hépatite B : les dangers d'un vaccin*" avec Régis Pluchet de l'Impatient (dimanche 3 à 15 h), "*Santé et publicité, ici et là-bas*" avec le Pimède, un réseau de médecins qui dénonce les abus des industries pharmaceutiques (dimanche 3 à 14 h), "*Soins primaires et prévention au secours de la Sécurité sociale*" animé par le Réseau Santé sur un sujet plus que d'actualité (samedi 2 à 15 h). Philippe Paraire viendra présenter son livre sur "*la mondialisation de l'économie*" (présenté dans Silence 194) (samedi 2 à 16 h) précédé par Fabricio Sabelli sur l'"*ingérence écologique*" (livre présenté dans le n°200) (samedi 2 à 14 h). On retrouvera l'auteur du dossier du n°198, Pierre Emmanuel Neurhor de Greenpeace dans une conférence intitulée "*Déchets sans frontières*" (dimanche 3 à 12h30). L'Espéranto sera abordé (samedi 2 à 12 h) tout comme le transport des marchandises avec la FNAUT et la SNCF, autre sujet chaud de l'actualité (dimanche 3 à 14 h). Et bien sûr un stand de Silence sur lequel vous pouvez venir aider. Programme complet : Primevère, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 78 86 92 48.



ENVIRONNEMENT

ALLEMAGNE : LE MYTHE DES VOITURES PROPRES

Alors que jusqu'à maintenant Greenpeace affichait toujours son refus de chercher des solutions provisoires, Greenpeace-Allemagne continue son projet de commercialisation d'une voiture "Gringo" proche de la "Twingo" mais qui ne consommerait que 3 litres au cent. Le prototype de cette voiture exhibée le 8

septembre dernier dans l'hôtel berlinois SAS a été conçue par Urs Wenger et Beat Kolher, constructeurs de machines pour l'entreprise helvétique Wenko AG, installée à Burgdorf. Menacée d'un procès, la nouvelle voiture devrait s'appeler "smile" ("sourire" en anglais) et finalement être commercialisée autour de 70 000 F. Le choix de produire une voiture est justifié par Brigit Radow, la directrice allemande car "on ne peut remplacer les voitures d'un

jour à l'autre. Des modèles économes en essence permettent de réduire les nuisances". Faut-il rappeler à Greenpeace-Allemagne que, selon des études publiées précisément en Allemagne, la simple construction d'une voiture représente entre 75 et 80 % de sa consommation en énergie... son utilisation ne représentant que le reste. Economiser 40 % d'essence... n'économisera que 8 à 10 % des nuisances. Sans même parler de l'origine de cette

essence comme nous l'expliquons dans ce numéro, si Greenpeace veut faire des économies de pollutions, d'énergie ou de matériaux, mieux vaut favoriser l'entretien des véhicules (qui durent 30 ans en Afrique contre 5 à 10 ans chez nous) et le co-voiturage (usage collectif d'un même véhicule) que se lancer dans une production "proprement trompeuse". (correspondance René Hamm)

POLLUTIONS MARINES

Selon une étude de la compagnie d'assurance Lloyd's portant sur les bateaux circulant dans l'Atlantique Nord, les émissions de dioxydes de soufre CO2 et d'oxydes d'azote NOx, gaz responsables de l'effet de serre, sont trois fois plus importantes que les prévisions prises en compte dans les bilans internationaux. Cette étude qui ne porte que sur les navires marchands conclue à la nécessité de prendre des mesures pour limiter cette pollution : limitation de la quantité de soufre dans le carburant utilisé, installation de filtres... Cette mesure rencontre l'hostilité du lobby pétrolier qui non seulement alimente les bateaux mais aussi les utilise pour le transport de ses produits. (source : Acid News, octobre 1995)

GREENFREEZE INTERESSE LA BANQUE MONDIALE

Le procédé propane-butane mis au point en 1987 par deux microbiologistes allemands pour éviter l'utilisation de CFC dans les réfrigérateurs a été développé par l'entreprise Foron (anciennement Scharfenstein) pour réaliser le frigo vendu par Greenpeace, le "Greenfreeze". La Banque Mondiale qui cherche à équilibrer développement et souci de l'environnement s'est déclarée intéressée pour la diffusion de cet appareil dans les pays du Sud. Vers une collaboration Greenpeace-Banque Mondiale ? (correspondance R.H.)

NATURE ET TOURISME

Les associations de protection de la nature organisent de plus en plus de voyages permettant de découvrir les

GUYANE : UN PARC D'ATTRACTION GEANT

Les écologistes et les ethnologues qui s'intéressent à la Guyane ont demandé depuis longtemps la création d'un parc naturel dans le sud de ce territoire prétendant français afin d'y préserver un milieu naturel exceptionnel mais également le lieu de vie de peuples indiens. Seulement, les technocrates qui nous gouvernent ne peuvent pas envisager de laisser la nature en paix et l'actuel projet de parc s'annonce comme désastreux.

La seule forêt tropicale "française" est en péril. Pendant que nos ministres de l'environnement successifs donnent des leçons de savoir-vivre à ces mécréants du Sud, la préfecture de Cayenne accorde jusqu'à 9000 F par hectare pour la déforestation à destination "des agriculteurs, des structures économiques et des organismes de recherche-développement".

Le projet de parc, au lieu d'englober tout le sud et le milieu du pays, ne couvre que le sud... territoires précisément revendiqués par les Indiens. D'autre part, le projet de parc s'accom-

pagne d'un ensemble d'installations touristiques qui vont transformer les Indiens en bêtes curieuses : il ne restera plus qu'à leur mettre de grandes oreilles de Mickey pour amuser les enfants. Tout cela s'accompagnera de voies routières et d'installations d'hébergement (bientôt un Mac'Guyane avec de la viande directement importée des terres déboisées de la région ?), le tout avec la complicité de l'ONF, office national des forêts. Les forêts vierges de l'Etat voisin, le Surinam, viennent d'être vendues aux grandes compagnies forestières qui viennent de finir de plumer les îles d'Asie du Sud-Est. Bref, le massacre biologique et culturel est en route.

Cela va très loin : pour obliger les Indiens à rentrer dans le système, le gouvernement français a décidé il y a quelques années de définir les Indiens comme des pauvres, des indigents en mal d'insertion... et il leur attribue le RMI alors qu'en Métropole celui-ci est refusé à ceux et celles qui bénéficient d'un grand jardin ou de ressources en

nature comme un logement gratuit. S'il y a bien des personnes inadaptées à la situation guyanaise, ce ne sont certainement pas les Indiens qui bénéficient de leurs propres habitations et d'un jardin de 55 hectares par personne !

Thierry Sallantin, ethnologue à Paris VII, détaché en Guyane depuis de nombreuses années et qui connaît très bien les Indiens dénonce ces tentatives des "marchands" de la métropole depuis des années. En octobre 1991, il est averti par un autre ethnologue de passage qu'il est dans le colimateur des autorités. En février 1995, il est attaqué chez lui, il se défend et son agresseur est tué dans la bagarre. Il est alors mis en prison pour meurtre ! Cela tombe au bon moment !

• Un comité de soutien s'est constitué pour demander sa libération : Comité solidaire de l'Université de Paris VII, laboratoire d'ethnologie de la vie quotidienne, 2 place Jussieu, 75005 Paris.

• On peut lui écrire : Thierry Sallantin, BP 60 20, 97306 Cayenne cédex.

merveilles de la nature. Le groupe du Rhône de la fédération Rhône-Alpes de protection de la nature propose une découverte de la faune du désert du Maroc, le groupe de l'Isère propose une visite de l'île de Tenérite (Canaries), de l'île de Texel (Hollande) ou du parc national de Rudorhie (Slovaquie). Programme complet :

- FRAPNA-Rhône, MRE, 32 rue Sainte-Hélène, 69002 Lyon, tél : 72 77 19 90
- FRAPNA-Isère, MNEI, 5 place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 76 42 64 08.

SEMEZ DES ARBRES

Lorsque vous achetez un arbre chez un pépiniériste,

le plant été obtenu par une méthode de reproduction asexuée de type bouturage. Or, les arbres peuvent aussi se reproduire par graines et seule cette deuxième reproduction (sexuée) est capable de préserver la variabilité génétique et la biodiversité végétale. Toutefois, semer des graines n'est pas évident car il faut respecter tout un ensemble de critères (rythme nuit/jour, période de froid appelée dormance...). Il est toutefois possible de se fournir en graines d'arbres (avec le mode d'emploi) auprès de : Graines Versepuy, 1 chemin Sainte-Catherine, BP9, 43001 Le Puy-en-Velay cédex, tél : 71 05 60 80.

PLASTIQUE

• **POINT VERT : UNE ARNAQUE OFFICIELLE** Nous avons dénoncé l'apparition du petit logo "point vert" sur les emballages annonçant "emballages recyclables" en rappelant que cela signifie seulement que les marques paient une taxe pour mettre ce logo, taxe destinée en principe à favoriser la recherche et la mise en place du recyclage. Mais "recyclable" ne voulant pas dire "recyclé", le bulletin belge "Info Fost Plus" de la société belge qui gère le logo prend la précaution d'annoncer : "Le Point vert n'est pas un logo écologique. Il ne dit rien sur la qualité du matériau utilisé et il ne veut pas dire non plus que l'emballage concerné sera valorisé ou recyclé ni même collecté séparément ou trié". Cela a le mérite de la clarté. Précisons que ce bulletin n'est pas destiné au public mais aux industriels qui utilisent le logo. (source : Tam-Tam, janvier 1996)

• **SUEDE : VERS L'INTERDICTION DU PVC** Le PVC, polychlorure de vinyle, est un plastique courant largement utilisé dans les industries d'emballage (bouteilles) et du bâtiment. Ce produit, comme les nombreux autres produits contenant du chlore, pose de nombreux problèmes vis-à-vis de l'environnement (en particulier pour sa destruction). Le Parlement suédois a voté le 23 novembre 1995 une résolution présentée par Anna Lindh, ministre de l'environnement qui donne pour mission à l'Inspection nationale des produits chimiques la mise en place d'un plan permettant la suppression du PVC dans le pays. Un rapport doit être présenté en juin 1996. L'interdiction de ce produit en Suède devrait provoquer un vaste débat au niveau européen... et nos producteurs d'eau minérale devront peut être enfin revoir leur politique d'emballage perdu. (source : Greenpeace)

• **13 MILLIARDS DE SACS PAR AN** Il se consomme en France, chaque année, environ 13 milliards de sacs en plastique. Si un sac ne pèse que 5 grammes, cela fait à la sortie 65 000 tonnes de plastique. Si aujourd'hui ces sacs sont présentés comme "photodégradables", il ne faut pas en conclure qu'ils disparaissent dans la nature : sous l'effet du soleil, en trois à six mois, ils se fragmentent en poussières, mais ces dernières ont une durée de vie de plusieurs siècles et polluent durablement les sols. Leur combustion en usine d'incinération provoque la libération de chlore, parfois sous forme de dioxine, une molécule particulièrement toxique. On retrouve ces sacs un peu partout flottant en mer. L'alternative est pourtant simple : le panier en osier pour les petites quantités ou les sacs en coton pour de plus grandes quantités (ces sacs pouvant tenir pliés dans une poche...ou dans un sac en coton).

LOIRET : ARBORETUM NATIONAL

L'Arboretum national est une réserve qui regroupe plus de 2800 espèces végétales. Situé dans le Loiret, il était jusqu'à cette année réservé aux professionnels. Il est désormais ouvert au public et des visites commentées sont possibles, spécialement destinées aux jeunes. Des parcours ludiques sont proposés, comme le classement par familles, par zones géographiques ou même en fonction des sens. Renseignements : ADIAF, Domaine des Barres, 45290 Nogent/Vernisson, tél : 38 97 62 21.

VINGRAU : QUELLE DEMOCRATIE ?

Un maire a-t-il le pouvoir d'interdire sur sa commune une activité jugée polluante ? Il faut croire que non puisque le 26 octobre dernier, le préfet envoyait ses troupes pour dégager les accès de la future carrière que veut ouvrir la société OMYA. Bilan : 7 blessés et plusieurs hospitalisations. Le 30 octobre, le maire de la commune, Claude Bazinet, largement élu aux dernières élections municipales pour s'opposer à ce projet, a entamé une grève de la faim pour obtenir la nomination d'un médiateur chargé de rétablir le dialogue entre la commune, l'Etat, et la société OMYA. Il a été suivi en cela par deux conseillers municipaux le 1er novembre et quatre autres personnes le 3 novembre. Après quinze jours de jeûne, l'Etat nommait bien un négociateur, mais sans suspendre les travaux. La négociation bloque donc pour le moment sur l'arrêt du chantier. Contact : Marie-de Vingrau, 66600 Vingrau, tél : 68 29 40 73.

CANAL RHIN-RHÔNE : VINGT ANS DE LUTTE

Le 24 novembre 1975, en visite à Dijon puis à Verdun/Doubs, Valéry Giscard d'Estaing, Président de la République, accompagné de son premier ministre Raymond Barre, annonçait sa volonté inébranlable de voir le canal Rhin-Rhône creusé dans les plus brefs délais. Cette décalation

INCINERATION

• **USA : MORATOIRE** Il n'y a pas qu'en France que l'on se rend compte des dangers et des limites des incinérateurs (voir Silence n°198). Aux Etats-Unis, une forte opposition s'est mise en place à East Liverpool lorsque le projet d'un énorme incinérateur a vu le jour au début des années 90. L'affaire a pris une ampleur nationale en 1992 lorsque le futur vice-président Al Gore a pris fait et cause pour les opposants. Si celui-ci n'a pas tenu ses promesses, cela a enclenché une vaste campagne nationale pour un moratoire sur les incinérateurs. En mars 1993, le tribunal local a reconnu que cet incinérateur présentait effectivement un danger pour les populations locales et le projet a été gelé malgré les 800 millions de francs déjà déboursés. En mai 1993, l'EPA, agence américaine pour l'environnement, annonçait un moratoire de 18 mois sur la construction des nouveaux incinérateurs. Depuis le moratoire s'est prolongé de fait et un vaste débat entre spécialistes et grand public a permis d'orienter le débat sur la réduction des déchets à la source. Avec succès, puisque pour la première fois en 1995, la quantité de déchets par habitant a diminué. Alors que 16 % des déchets sont actuellement incinérés, la part du recyclage est en constante hausse passant de 17 à 22 % entre 1990 et 1993 et devant atteindre 30 % en l'an 2000. (source : Observateur de l'environnement, octobre 1995)

• **COORDINATION** La coordination nationale contre l'importation, l'exportation et l'incinération des déchets (voir Silence n°198) sort un bulletin mensuel de coordination "La production propre" que l'on peut se procurer auprès de Greenpeace. Une réunion nationale de la coordination se tiendra le 4 février prochain à Paris. Renseignements : Pierre-Emmanuel Neurhor, Greenpeace, 28 rue des petites écuries, 75010 Paris, tél : (1) 47 70 46 89.

faisait suite à l'annonce du projet par le précédent premier ministre, un certain Jacques Chirac qui avait précisé que la fin des travaux était programmée pour 1982.

A la fin de cette année 1975 apparaissait le premier comité contre le canal à grand gabarit.

Aujourd'hui, vingt ans après, le monde politique a fondamentalement changé : Jacques Chirac et Raymond Barre ne sont plus premiers ministres. Valéry Giscard d'Estaing n'est plus Président de la République. Représentant des lobbys du béton, ces trois personnes sont aujourd'hui respectivement Président de la République, Maire de Lyon et président de l'association qui assure la promotion du canal, président de la région Auvergne et de l'UDF.

Quant au canal, le chantier n'avance qu'au compte-gouttes, les milliards partent en fumée et la date d'achèvement s'éloigne de jour en jour. Pour financer des conneries, il n'y a pas de problèmes de budget semble-t-il.

Contact : Saône et Doubs Vivants, BP 19, 69126 Brindas, tél : 72 73 13 43.

VALLEE D'ASPE : AIDER "LA GOUTTE D'EAU"

Eric Pétetin et Marie Labarrère viennent de se voir signifier le non-renouvel-

lement de leur bail dans l'ancienne gare de Ceyte-Eygun pour juin 1996. Cette gare transformée en "Maison de montagne" et rebaptisée "La Goutte d'eau" a été le siège de tous les combats en vallée d'Aspe depuis maintenant 6 ans. La gare se trouvant sur le futur tracé de la voie rapide (ou de l'autoroute E7), sa seule existence constitue un moyen de bloquer la suite des travaux de destruction en vallée d'Aspe. Un programme de mise en valeur du lieu a donc été décidé pour permettre un plus grand accueil et organiser la lutte contre l'expulsion prévue cet été :

- pendant l'hiver, plantation d'arbres à la Goutte d'Eau ; chaque sympathisant est invité à venir planter "son" arbre avec ensuite comme souci de le protéger.

- pendant le printemps, rénovation du wagon gîte d'étape incendié par les pro-tunnel, débroussaillage et agrandissement du jardin biologique.

- dès le retour des beaux jours, ouverture d'un camping pour l'occupation du site et mener des actions contre les travaux de destruction de la vallée.

- Enfin, les 29 et 30 juin, grande fête-manifestation dans la vallée d'Aspe. Renseignements : La Goutte d'Eau, Cette-Eygun, 64490 Bedous, tél : 59 34 78 83.

DEUX ROUES

• **DES VELOS POUR PROTEGER CLINTON** Alors que les attentats ou les canulars se multiplient contre la Maison Blanche, les services de sécurité ont été souvent débordés : qu'ils soient à pied ou en voiture, ils arrivent souvent trop tard pour empêcher l'action. Pour résoudre ce problème, les services de sécurité viennent d'acheter huit VTT haut-de-gamme qui s'avère le moyen d'intervention le plus efficace ! (source : Courrier International, 2 novembre 1995)

• **PROGRAMME BRITANNIQUE** Un important programme de pistes cyclables est actuellement en cours de réalisation en Grande-Bretagne qui à terme comptera 8000 km de pistes cyclables hors-Londres. Ce réseau comportera 2900 km en site propre, principalement sur d'anciens chemins de halage et des voies de chemins de fer désaffectées, le reste étant constitué de pistes en bordure de route où la circulation n'est pas trop importante. L'ensemble coûtera 2 milliards... soit le prix de 15 km d'autoroute. Ce réseau sera complété par un réseau cyclable interne à Londres de près de 2000 km supplémentaires dont le budget de 300 millions de francs a été voté par l'ensemble des 33 arrondissements. (source Vélocité, décembre 1995)

• **250 KM AU QUEBEC** La fermeture d'une ligne de chemin de fer entre Saint-Jérôme et Mont-Laurier a permis la construction d'une piste cyclable de 250 km en site propre. Le coût d'aménagement n'a été que de 20 millions de francs dont un quart a été pris en charge par Hydro-Québec (l'EDF du coin) qui en a profité pour y enfouir un gazoduc. En hiver, la piste cyclable se transforme en une immense piste de ski de fond. (source Vélocité, décembre 1995)

• **DEVELOPPEMENT PROGRAMME** Signe des temps, la voiture commence à laisser une place aux deux roues et les projets de pistes cyclables se multiplient. Ainsi, en Charente-Maritime, le département dispose d'un budget spécifique pour l'aménagement cy-

clable depuis 1979 et plus de 500 km de pistes existent aujourd'hui. C'est l'intérêt touristique qui a justifié ce développement. La Gironde dispose déjà de 350 km de pistes en dehors de la communauté urbaine de Bordeaux et le nouveau schéma directeur en prévoit 300 km de plus. Le Haut-Rhin veut mettre en place un réseau qui atteindra entre 1000 et 1500 km en l'an 2000. Il sera relié à celui du Bas-Rhin qui en prévoit 700 km pour 2002. La Savoie, s'appuyant sur les exemples suisses de pistes cyclables en montagne, prévoit un important réseau, mais rien n'est encore arrêté. Les autres départements où le vélo est sérieusement pris en compte sont le territoire de Belfort, l'Isère, l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Atlantique, le Val d'Oise. Pour les autres départements aucune politique vélo n'est encore mise en place. (source Vélocité, décembre 1995)

• **ILE-DE-FRANCE : MAUVAIS DEBUT DU RESEAU VERT** Le Réseau Vert est un plan de circulation piétons et cyclistes qui doit permettre un maillage complet permettant de traverser Paris et ses environs sans prendre sa voiture (une présentation de ce réseau a été faite dans le numéro 147 de Silence). Ce projet de Réseau a bénéficié d'une importante somme d'argent votée par la région Ile-de-France sur recommandation des élus écologistes. André Santini, maire d'Issy-les-Moulineaux, connu pour ses jeux de mots, s'était porté volontaire pour lancer le Réseau Vert en région parisienne. Le résultat est atterrant : une seule rue équipée d'une piste cyclable sur le trottoir séparé par des plots de béton d'une file pour les voitures. Une incompréhension totale : il ne s'agit pas de faire un peu de place aux vélos mais de remplacer des voies automobiles par des voies conviviales comportant des îlots de verdure et réservées aux vélos et aux piétons. Tout reste donc à faire, à commencer par l'éducation des élus qui devrait lire l'excellent livre publié par l'association. Contact : Réseau Vert, 114 rue du Château, 75014 Paris.





SUISSE : SORTIR DU NUCLEAIRE

Alors qu'un référendum populaire a bloqué le développement de l'énergie nucléaire en Suisse jusqu'en l'an 2000, la bataille fait rage entre experts pour justifier la poursuite ou la rupture du moratoire. Alors que le gouvernement concluait dans un précédent rapport qu'il était impossible de renoncer plus longtemps aux bienfaits du nucléaire, la coordination anti-nucléaire suisse a commandé une expertise auprès de bureaux d'études spécialisés. Ils viennent de publier leurs conclusions : non seulement, il est possible de maintenir le moratoire, mais il est également possible de fermer les centrales actuelles en moins de dix ans et ceci sans augmenter les émissions de gaz à effet de serre ni diminuer le confort de vie. Pour cela, les auteurs de l'étude conseillent d'augmenter la production électrique par la cogénération au gaz (production conjuguée de chaleur et d'électricité) et d'utiliser une partie de cette électricité pour développer les véhicules électriques... ainsi la diminution des voitures à essence compensera l'augmentation des gaz produits par la cogénération. La cogénération permet d'importantes économies d'énergie. Il suggère également la mise en place d'une taxe sur l'énergie pour accélérer l'adoption par les particuliers des modèles de lampes et d'appareils électriques les plus économes. L'étude chiffre également les conséquences au niveau de l'emploi : si 2900 emplois seraient perdus dans le domaine électrique, le bilan global des différentes opérations dégagerait un solde positif de 11 800 emplois. Le côté économique conclut également à un solde positif pour les finances de l'Etat. Le document complet est disponible (en français ou en allemand) auprès de : CAN, Sihlquai 67, CH 8005 Zürich.

GREVES ET INCIDENTS

Pour s'être introduits dans la salle de commande de réacteurs nucléaires en fonctionnement, des syndicalistes en grève du site de Tricastin (Drôme) et de Saint-Maurice-l'Exil (Isère) ont été mis à pied par EDF. Selon les syndicats, les grévistes se tenant derrière les tableaux de bords, ils ne gênaient nullement les personnes en service. A la centrale du Blayais (Gironde), du sel de cuisine a été introduit dans les circuits de refroidissement d'un réacteur en marche. Selon la direction, ce geste n'a eu

aucune conséquence sur le fonctionnement de la centrale mais fait suite à plusieurs autres tentatives d'arrêt du réacteur. Les syndicats parlent eux d'une provocation. Si évidemment, il est bien difficile de se faire une idée sur la réalité des faits, il faut rappeler que des précédents ont déjà provoqué des arrêts d'urgence de réacteurs, arrêts qui ont pour conséquence de "vieillir" les installations en les soumettant à des conditions limites. Chaque arrêt d'urgence rend les réacteurs un peu moins sûrs et la multiplication de ce genre d'incidents depuis quelques années montre que progressivement les salariés d'EDF perdent conscience du danger que représente de tels pratiques.

VALDUC : POLLUTION ILLIMITEE

Le centre de recherche militaire de Valduc, où sont construites les bombes atomiques françaises, est caché au milieu d'une forêt à quelques kilomètres au nord de Dijon.

Inquiets des taux de radioactivité relevés autour du site, les élus écologistes de Bourgogne ont demandé au Préfet de la Côte d'Or de leur transmettre les autorisations de rejets du site. Le Préfet n'ayant pas répondu, les élus ont saisi la Commission d'Accès aux Documents Administratifs qui leur a donné raison... mais le Préfet n'a toujours rien transmis. Les élus l'ont alors attaqué devant le Tribunal Administratif. Le Préfet leur a alors appris que si aucun document n'avait été transmis, c'est parce que de tels documents n'existent pas ! Ainsi le centre de Valduc peut relâcher toute la radioactivité qu'il veut sans aucun contrôle puisque aucune limitation n'a été prévue. En attendant, les populations de Côte d'Or peuvent aller voir les cartes de pollutions radioactives chez leurs élus et calculer ainsi leurs "chances" d'avoir un beau cancer militaire. La bombe tue même quand on ne s'en sert pas ! Contact : Alain Caignol, Conseiller régional, 35 B, rue Charles Dumont, 21000 Dijon.

LA HAGUE : DECHETS EN SURSIS

- **ENQUETE BIDON !** Pour légaliser le stockage des bidons de déchets radioactifs qui sortent de l'usine de traitement de la Hague (Manche) depuis 1969, le gouvernement a dû réaliser une enquête publique (voir Silence n°197). Le CRILAN qui a communiqué un important contre-dossier aux commissaires enquêteurs a révélé des erreurs manifestes :
 - les statistiques servant au dossier sont vieilles de plusieurs années alors qu'au moment de l'enquête les données du 3ème trimestre 1995 étaient disponibles.
 - Le dossier d'enquête présente le SCPRI comme l'organisme d'Etat chargé de la radioprotection alors qu'il n'existe plus depuis juillet 1994 date à laquelle il a été remplacé par l'OPRI (office pour la protection des rayonnements ionisants).
 - les réglementations utilisées ne tiennent pas compte de l'engagement de la France d'appliquer les normes de la Commission internationale de protection radiologique (CIPR), normes cinq fois plus sévères que celles actuellement en cours en France... alors que l'enquête porte sur un stockage qui doit durer 300 ans.
 - les données sur "l'état initial du site" requises par la réglementation sont basées sur des mesures effectuées

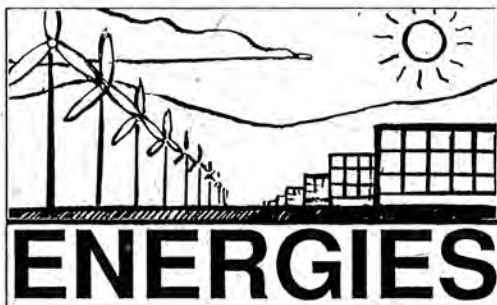
en 1991... alors que le site a été ouvert en 1969 ! On omet donc toute la pollution radioactive pendant 22 ans !

- la loi française précise que l'étude d'impact ne peut se contenter de procéder par affirmations sans étude objective et précise. De nombreux points du dossier sont des affirmations sans preuve.
- La directive européenne du 27 juin 1995 portant sur les incidences sur l'environnement n'est pas prise en compte. Une autre directive de 1985 prévoit que le public puisse s'exprimer avant le début du projet... ce qui est évidemment impossible puisque l'on essaie de légaliser un état de fait qui remonte à 1969 !
- Aucun inventaire précis des déchets n'est fait... l'ANDRA s'avérant incapable de reconstituer la liste des dépôts effectués pendant 20 ans... et l'on est censé lui faire confiance pour les 300 ans à venir !
- Les chiffres de l'ANDRA mentionnent la présence d'au moins 100 kg de plutonium. La période du plutonium étant de 24 400 ans, il est forcément faux d'affirmer que le site pourra être fermé dans 300 ans.
- Les pollutions des ruisseaux environnants montrent à l'évidence que l'étanchéité ne durera pas 300 ans puisque elle n'existe déjà plus.

En conclusion, le CRILAN demande que l'ensemble des déchets soient repris, identifiés, reconditionnés et qu'ensuite seulement un stockage en surface soit envisagé en ouvrant largement les dossiers au public.

- **COUP D'ARRET A L'ABANDON DES DECHETS** Le 30 novembre dernier, la cour d'Appel de Caen a donné raison aux opposants à la légalisation du site de stockage de déchets de La Hague. Reconnaisant les insuffisances sur le contenu du site et la réalité de la pollution radioactive (voir Silence n°197), le tribunal a suspendu les travaux en cours visant à recouvrir le site pour le fermer de manière définitive. Pour la petite histoire, le dossier était plaidé par le bureau d'avocat de Corine Lepage. C'est elle-même qui avait porté plainte pour le compte du CRILAN en janvier 1994. Toutefois la mesure n'est que provisoire : elle s'achève fin janvier 1996 date à laquelle une expertise doit être remise au tribunal qui devra statuer de nouveau en février... et date à laquelle les commissaires de l'enquête ci-dessus doivent rendre leur avis.

Contact : CRILAN c/o Didier Anger, 10 rue de l'Étang Val, 50340 Les Pleux, tél : 33 52 45 59.



PILES ET PHOTOPILES

L'usage des piles est une calamité aussi bien énergétique qu'environnementale. Énergétique parce qu'il faut 50 fois plus d'énergie pour les produire qu'elles n'en restituent. Environnementale car ses composés dispersés dans la nature constituent de multiples sources de pollution. La solution est soit de se brancher au secteur soit d'utiliser les photopiles. Il se vend annuellement plus de 100 millions d'objets fonctionnant avec des photopiles ce qui représente 4 MW par an et 7 % de l'utilisation des photopiles. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

DANEMARK : NOUVELLES EOLIENNES

Pour tester des modèles d'éoliennes de grande taille, un site situé à Tjareborg accueille depuis fin 1995 quatre types d'éoliennes de 1,5 MW chacune. Les différents types de machine ont des hauteurs de mats de 60 à 70 m. Ces éoliennes de grande taille sont destinées à des régions municipales, les réseaux d'électricité étant très décentralisés dans ce pays. Toujours au Danemark, au large de Vindeley, à quelques centaines de mètres de la côte a été construit un parc de 11 éoliennes de 450 kW chacune (soit 5 MW au total). Ce premier parc "off-

shore" donne des résultats très intéressants : il bénéficie de vents plus réguliers et ne gêne personne. Un second parc de ce genre est en construction en Allemagne, côté mer Baltique, avec 10 éoliennes de 1 MW chacune. Ce parc devrait être progressivement étendu jusqu'à 65 éoliennes... soit 65 MW, ce qui représente la puissance des premiers réacteurs nucléaires construits dans les années 60. Dommage que la France ne soit pas au bord de la mer, on aurait pu faire comme eux...

HOLLANDE : SOLAIRE CONTRE EOLIENNES

Alors qu'en France, on en est encore à l'âge de la contestation du nucléaire, en Hollande vient de se créer une association "anti pales à vent" qui dénonce un projet d'installation de 21 éoliennes de 250 kW sur le polder Anna Paulowna. Les opposants qui craignent le bruit des pales et les jugent inesthétiques préféreraient que l'on installe... des capteurs solaires. Il s'agit en effet d'une des régions les

mieux ensoleillées du pays. Vivement que le débat en soit-là en France !

SUISSE : BATIMENT ECONOMIQUE

La centrale administrative de l'Union des banques suisses construit actuellement aux abords de Lugano (Tessin) un bâtiment de bureaux de 215 000 m³ qui abritera 700 places de travail. Cette centrale a décidé de faire de ce bâtiment un modèle en économie d'énergie. Pour cela, elle a choisi d'utiliser une orientation judicieuse du bâtiment pour une utilisation maximale de la lumière naturelle, des matériaux isolants, une récupération des eaux de pluie, de grandes surfaces de panneaux solaires (pour la production d'eau chaude et pour l'alimentation électrique). Le bâtiment ne sera pas climatisé de manière artificielle, mais cela se fera par l'aération naturelle et par la circulation d'eau fraîche dans les plafonds. En été, le bâtiment sera entièrement solaire. En hiver, un chauffage d'appoint est prévu ainsi que l'utilisation d'électricité venant de l'extérieur. Pour vérifier certaines techniques, un premier petit bâtiment (2 bureaux) a été construit quelques années avant. Concernant les surcoûts, le maître d'œuvre affirme qu'ils sont extrêmement bas à partir du moment où l'on a planifié les techniques économes dès le départ. Résultat : l'immeuble en question consomme 80 % d'énergie en moins qu'un immeuble conventionnel. Cela montre l'immense réservoir que constituent les économies d'énergie. (source : Courrier de l'Antigaspillage, septembre 1995)

CONTRE LA CLIMATISATION

Alors que pour écouler l'électricité nucléaire dont on ne sait que faire en été, EDF multiplie les campagnes en faveur de la climatisation, celle-ci est de plus en plus décriée aux Etats-Unis (à cause de la consommation d'énergie, mais également des problèmes de santé). Des alternatives sont donc mises en place qui souvent sont faciles à mettre en œuvre. Des expériences américaines montrent que la plantation de feuillus au sud d'une maison, arbres qui laissent passer le soleil en hiver et l'arrêtent en été, permet d'économiser 30 % des besoins de climatisation. Une toiture aux couleurs claires et des matériaux d'habillage réfléchissant la lumière permettent également une baisse des besoins de 40 %. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

Ci-dessous : climatisation à tout va aux USA. (© Roger Bernard)



SUISSE : DU SOLAIRE SANS VERRE

Pour la production d'eau chaude dans un ensemble d'immeubles de 82 logements et de 1700 m² de surfaces commerciales, situé à Plan-les-Ouates (commune frontalière près de Genève), un constructeur suisse a mis en place un système de capteur simplement composé de tuyaux d'eau circulant sur le toit des bâtiments recouverts de plaques

noires. Cette circulation d'eau à l'air libre sur 1400 m² permet de chauffer l'eau de deux cuves de 10 000 litres qui alimentent l'ensemble. Le choix d'une solution sans vitres entraîne un moindre rendement... mais le prix de revient a ainsi été divisé par deux, ce qui rend la solution très compétitive. Contact : Energie Solaire SA, ZI Ile Falcon, CP 195, CH 3960 Sierre, tél : 19 (41) 27 55 22 12.

FRANCE : 250 A 500 MW EOLIENS

Suite au rapport Souviron sur l'énergie commandé par le gouvernement Balladur, des négociations sont en cours au Ministère de l'Industrie concernant la mise en place de différentes mesures en faveur des énergies renouvelables. Ainsi, le gouvernement se dit prêt à lancer un plan en faveur des éoliennes pour une puissance installée de 150 MW en l'an 2000, et entre 250 et 500 MW pour 2005, ce qui reste une misère par rapport au potentiel de nos bords

EOLIEN : BAISSE DES PRIX DE PRODUCTION

Le prix de production des éoliennes est en baisse rapide et atteint déjà dans les régions les plus favorables un prix équivalent à celui des centrales thermiques classiques soit environ 20 centimes le kWh. Les spécialistes du domaine pensent que le prix peut encore baisser pour atteindre environ 15 centimes, ce qui en ferait alors l'une des sources d'électricité les moins chères. Cette baisse rapide des prix et l'excellente fiabilité des aérogénérateurs (95 % de bon fonctionnement) fait que le potentiel éolien est sans cesse revu à la hausse. Selon des études des industriels américains, les pays ventés comme l'Argentine, le Canada, le Chili, la Chine, la Russie ou le Royaume-Uni pourraient fabriquer l'essentiel de leur électricité dans les années à venir uniquement à base d'éoliennes. D'autres pays comme l'Égypte, l'Inde, le Mexique, l'Afrique du Sud et la Tunisie pourraient facilement couvrir 20 % de leurs besoins. En Europe, hors le Royaume-Uni, la part de l'électricité éolienne pourrait couvrir entre 7 et 26 % de l'électricité.

Les nouvelles techniques qui consistent à placer les éoliennes sur des hauts-fonds à quelques centaines de mètres des plages permettent d'obtenir d'excellents résultats. Les premières installations réalisées en Allemagne et au Danemark donnent entière satisfaction. Le Royaume-Uni et la Pologne devraient à leur tour se lancer dans ces plate-formes éoliennes. Selon les industriels, au moins une vingtaine de pays insulaires subtropicaux bénéficiant d'alizés quasi-constants, pourraient satisfaire une part importante de leurs besoins énergétiques.

Lorsque l'implantation en bordure de mer ou en mer n'est pas possible, l'occupation au niveau des sols est minime : les terres restent cultivables jusqu'au pied des éoliennes et ces dernières peuvent favoriser un effet de haie qui diminue l'érosion des sols, ce qui augmente indirectement la valeur des terres. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

de mer... mais marqué un virage dans la politique française. Paradoxe, les trop rares fabricants français de matériel éolien ont demandé une progression lente des objectifs afin qu'ils puis-

sent répondre aux appels d'offres. Au mieux, l'éolien français ne produira donc en 2005 que l'équivalent de l'électricité produite par un demi-réacteur nucléaire... ce qui le placera loin derri-

re les autres pays européens. On comparera ces chiffres à ceux de la Californie où les appels d'offres pour les éoliennes ont atteint 1500 MW pour la seule année 1994 !

Tous les mois, une fiche pratique sur les moyens de maîtriser l'énergie, fiche extraite de la revue "Le nucléaire détrôné" dessinée par Boualem Khelifi, texte d'Antoine Bonduelle (voir bon de commande page 67)

L'HABITAT BIOCLIMATIQUE

20 technologies pour changer l'énergie



POUR construire leur habitat traditionnel, nos prédécesseurs utilisaient au mieux les ressources du terrain. Ainsi, dans nos régions, le bon sens nous commande de mettre les ouvertures au Sud, et de protéger l'Ouest et le Nord. D'ores et déjà, certains évaluent à près de 10% sur le chauffage le gain obtenu par ces mesures élémentaires. Certaines maisons bioclimatiques, ou "solaires passives" ont une quasi autonomie de chauffage, même dans des régions fraîches en hiver. Les espaces tampon, les serres extérieures, les réservoirs de chaleur, parfois l'aide de la "domotique" font

de ces maisons une alliance étonnante entre l'ancien et le nouveau. Même dans l'habitat ancien, le changement des ouvertures, la création de serres ou d'espaces intermédiaires peuvent donner des résultats spectaculaires. Ces travaux, s'ils sont bien conçus et acceptés par les habitants, peuvent diviser la facture de chauffage ou augmenter la surface habitable. Le bioclimatique n'a pas besoin d'être cher : ainsi de ces HLM de la Drôme dont le prix a été inférieur aux coûts de référence malgré leur qualité reconnue. Les techniques du bioclimatique ne s'arrêtent pas au chauffage, mais aident aussi la

conception de bâtiments mieux éclairés naturellement, et aussi mieux refroidis lors des chaleurs de l'été, soit par des plantations judicieuses, soit par l'inertie des bâtiments.



IMPORTANTE FUITE DE SODIUM A MONJU

Pour évacuer la chaleur de la réaction nucléaire produite par la plutonium au centre des surgénérateurs, les techniciens ont choisi d'utiliser le meilleur conducteur de chaleur possible : le sodium. Mais ce métal qui fond à basse température et qui est donc utilisé sous forme liquide, a d'autres propriétés : sous forme liquide, il s'enflamme spontanément au contact de l'air ; même à froid, il explose au contact de l'eau... et ceci l'amène à réagir violemment avec le

1995 à 19h47, heure locale, une alarme signale une surchauffe et un début d'incendie à la sortie du second circuit de refroidissement. A 19h48, un détecteur d'hydrogène indique qu'il y a une fuite de sodium. Ce sodium n'est pratiquement pas radioactif. Les opérateurs se rendent sur place croyant à une possible erreur. Une importante fumée a envahi la pièce. A 20h, la réaction nucléaire est ralentie et l'on commence à refroidir le réacteur. A 20h35, les autorités de sûreté sont

tonnes) a été transvasée dans un autre circuit. Le 10 décembre, à 2 heures du matin, des employés de la centrale essaient d'entrer dans la salle enfumée : trop de fumée et encore des flammes. Nouvel essai à 10 heures, sans plus de succès. Enfin, vers 16 heures, il est possible d'entrer. L'origine de la fuite est repérée : une fissure de 30 cm de long sur 1 cm de large. L'essentiel du sodium s'est oxydé à l'air et n'a pas brûlé. L'oxyde forme une tache au sol de 3 m de diamètre et 30 cm d'épaisseur soit environ 1 m3 (une tonne).

Une première enquête révèle que :

- Les indicateurs de fuite ont mal fonctionné,
- Le système d'extinction automatique n'a pas fonctionné,
- le système de ventilation n'a pas été arrêté automatiquement et un nuage de soude et d'hydrogène est sorti pendant trois heures avant que l'on stoppe les ventilateurs manuellement... le nuage était corrosif mais heureusement pas radioactif,
- Les indicateurs thermiques ont été mis hors d'usage par l'excès de température (ils n'étaient prévus que pour 600°C alors que l'incendie les a chauffés à 1500°C),
- La procédure d'alerte des autorités n'a pas été respectée,
- La procédure d'arrêt immédiat n'a pas été respectée,
- Les informations communiquées par les responsables de la centrale ont été tronquées visant à minimiser les faits.

Bref, malgré les 50 milliards de francs investis dans ce qui devait être un bijou technologique, rien n'a fonctionné comme prévu !

Les réactions au Japon

La préfecture a protesté devant la lenteur de l'alerte. Les

Le "Superphénix" japonais vient de connaître un accident significatif et il faudra au moins deux ans pour le réparer. Une nouvelle fois le sodium est mis en cause.

béton qui contient une importante quantité d'eau. La réaction avec l'eau libère un nuage de soude corrosif et de l'hydrogène, gaz fortement explosif. Alors qu'en acceptant d'avoir un rendement un peu moindre, il aurait tout à fait été possible d'utiliser un fluide caloporteur inoffensif, les techniciens du nucléaire, en France comme ailleurs, ont tous choisi d'utiliser le sodium dans les surgénérateurs.

La fuite de sodium

Le surgénérateur de Monju, construit dans le centre du Japon, d'une puissance de 280 MW (soit quatre fois moins que Superphénix) vient d'être le théâtre du plus grave accident de l'histoire des centrales nucléaires japonaises. Le 8 décembre

alertées. A 20h48, la mairie est informée. A 21h20, arrêt de la réaction nucléaire. A 22h40, on commence les travaux de siphonnage du sodium dans un caisson étanche souterrain chargé d'étouffer toute réaction chimique. environ 80 m3 (soit un peu moins de 80 tonnes) sont ainsi neutralisés. L'opération se termine à 0h15. La boucle complète contient 280 m3 mais la fuite semble ainsi neutralisée. Le 9 décembre, à 7 h40, le préfet se rend sur place et s'inquiète des retards pris à informer les autorités de la gravité des faits. A 14 h, un employé en tenue de protection essaie d'entrer dans la pièce condamnée mais une épaisse fumée de soude l'empêche d'entrer. La presse commence à alerter l'opinion. En fin de journée, la totalité des 280 m3 de sodium en cause (soit environ 250

journalistes ont vu la fumée qui sortait du réacteur sans savoir d'abord ce qui se passait. La première conférence de presse n'a eu lieu qu'au bout de 24 h et l'Agence Science-Technique et Donen (la Cogéma japonaise) ont alors parlé "d'accident grave". On apprend que la fuite s'est produite lors des essais de montée en puissance : la centrale toute neuve, après de nombreuses pannes comme Superphénix, ne fonctionnait qu'au tiers de sa puissance. Lors des multiples procédures juridiques tentées par les opposants, l'Agence Science-Technique avait déclaré, mi 1994 : "Le Japon est au top niveau de la technique de soudage et il est difficile d'envisager la possibilité d'une fuite". On croirait entendre parler un responsable d'EDF ou du CEA chez nous !

La ville voisine de Kyoga n'a pas donné l'alerte à la population qui prévoit l'émission d'un message sur les écrans de télévision. Dès le 9 décembre, les élus communistes de la ville demandent l'arrêt définitif du réacteur. Plus de 800 000 signatures avaient été collectées contre la mise en route du réacteur mais seulement quelques centaines de personnes avaient manifesté le jour de la mise en route. Le 17 décembre, près de 20 000 manifestants ont défilé devant la centrale pour demander son arrêt définitif.

Le gouvernement japonais a annoncé que les réparations prendraient au moins deux ans... et, dans un premier temps, que le Japon ne renoncerait pas à la technique des surgénérateurs et espérait même en construire de nouveaux. Début janvier, changement de ton : le gouvernement annonce le gel de son programme surgénérateur.

Les réactions en France

Dès le 9 décembre, les groupes antinucléaires japonais avertissaient les Européens contre Superphénix de l'accident. Un communiqué est alors diffusé à toute la presse française. Sur le moment, seules quelques lignes sont publiées, reprenant un vague communiqué de l'AFP annonçant un début d'incendie dans le réacteur et la maîtrise de l'incident au bout de 48 h. Relancés par téléphone, les journalistes répondent que l'actualité sociale les empêche de parler du sujet. S'il est



Action contre le consulat du Japon à Lyon : une délégation des Européens contre Superphénix manifeste son soutien aux antinucléaires japonais (photo François-Luc Fort)

vrai que l'on est en pleine grève, cela n'empêche pas les journaux de nous parler tous les jours des ennuis de santé de Mickael Jackson. Seul Arte sauve l'honneur en réalisant un long reportage à partir d'images achetées aux télévisions japonaises. Il faut dire qu'Arte est pour moitié allemande et que côté allemand, les journalistes se font un plaisir de rappeler que l'Allemagne a renoncé à la mise en route du surgénérateur de Kalkar, de même puissance que Monju (mais oublie que l'Allemagne finance 16 % de Superphénix !)

A force de pression, le Dauphiné Libéré finit par donner la parole... au directeur de Superphénix, Bernard Magnon qui minimise l'accident et surtout ment effrontément en affirmant : "que nous avons déjà eu quatre fuites de quelques cm³ à une dizaine de litres en 1990". La réalité est tout autre : en mars 1987, entre quinze et vingt tonnes de sodium se sont échappés d'une fissure du barillet ce qui a nécessité deux ans de réparation. Le réacteur Phénix à Marcoule, de la même taille que Monju, a lui connu déjà vingt-cinq de ces fuites en 20 ans de fonctionnement, heureusement sans conséquence. Par contre, à Cadarache, lors de la vidange du réacteur Rapsodie, d'une faible puissance, une explosion d'une centaine de kilos de sodium a provoqué la mort, le 2 avril 1994, du spécialiste des feux de sodium français et a blessé quatre autres personnes : le souffle de l'explosion ayant provoqué l'effondrement d'une dalle de

béton. Enfin, la presse nationale finit par comprendre l'importance de l'affaire et le 15 décembre, Libération y consacre un article, Le Monde y consacre un tiers de page le 20 décembre... en faisant bien le parallèle avec Superphénix.

Faut-il que ça pète pour qu'on l'arrête ?

Pendant ce temps, Superphénix ayant fini de réparer sa dernière panne du 23 octobre, redémarre le 21 décembre... jusqu'à la prochaine. L'affiche publiée par les Européens contre Superphénix à l'automne "Faut-il que ça pète pour qu'on l'arrête" est de plus en plus d'actualité. A force de répéter que nous sommes les meilleurs : meilleurs que les Américains à Three-Miles Island (28 mars 1979), meilleurs que les Russes à Tchernobyl (26 avril 1986), meilleurs que les Japonais à Monju (8 décembre 1995), vous verrez qu'on battra tous les records. On en a les moyens : Superphénix est quatre fois plus gros que Monju, contient 5000 tonnes de sodium et 5 tonnes de plutonium, de quoi détruire une bonne partie de l'Europe. Ce jour-là les ouvriers de garde pourront chanter le tube de nos stades : "Ce soir on vous met, on vous met le feu..."

Michel BERNARD



PETITES PHRASES

"Ce sera peut-être une fort ennuyeuse époque que celle où l'industrie absorbera tout à son profit. A force d'inventer des machines, les hommes se feront dévorer par elles ! Je me suis toujours figuré que le dernier jour du monde sera celui où quelque immense chaudière chauffée à trois milliards d'atmosphères fera sauter notre globe". Extrait d'un dialogue de "Cinq semaines en ballon" de Jules Verne, 1862.

ALGERIE : LIVRE INTERDIT

Edité en Suisse, le "Livre blanc sur la répression en Algérie" a été interdit par la direction des libertés publiques du Ministère de l'Intérieur. Ce livre, écrit par des sources proches des milieux islamistes, rapporte les témoignages des prisonniers victimes de la torture dans les prisons algériennes. Si cet ouvrage a évidemment pour but de combattre le régime en place, il apporte des témoignages irréfutables sur la violence exercée par le gouverne-

ment actuel. Plusieurs maisons d'édition comme Arléa, Découverte, Minuit et Esprit, ont protesté contre cette interdiction. Les intéressés y trouveront une raison de plus de faire péter des bombes en France.

ALLEMAGNE : LES RECULS DES GRÜEN

Le 6 décembre 1995, 22 des 49 députés Verts allemands ont voté pour l'engagement en Bosnie-Herzégovine d'environ 4000 soldats allemands chargés de veiller, avec d'autres troupes, à l'application de l'accord Daytonien du 21 novembre. C'est manifestement un nouveau recul de ces élus "réalistes" qui après s'être battu contre le maintien de la référence à la non-violence, abandonne un deuxième principe fondateur des Verts : la démocratie de base. En effet, lors de leur assemblée générale, quelques jours avant le vote, une forte majorité s'était

prononcée contre l'intervention d'unités combattantes sous l'égide de l'OTAN, n'avalisant, au nom d'un antimilitarisme radical, qu'une "mission de paix" sous l'égide de l'ONU. Les "super-réalistes" que sont devenus les Fischer, Sager ou Cohn-Bendit n'avaient obtenu que la liberté de vote, ceci afin d'éviter une nouvelle crise au sein des Grünen. Ils en ont largement profité. (correspondance René Hamm)

GRENOBLE : UN CARIGNON DE GAUCHE ?

Le nouveau maire de Grenoble, Bernard Destot, élu socialiste, semble être aussi mal parti que son prédécesseur. Elu grâce à des accords passés avec la liste des écologistes menée par Raymond Avriller et celle de la nouvelle gauche "GO 95", il a déjà remis en cause de nombreux points de l'accord. Les écologistes

NORD PAS-DE-CALAIS : TROIS ANS DE PRESIDENCE ECOLOGISTE

Marie-Christine Blandin, présidente verte de la région Nord Pas-de-Calais, a supprimé un certain nombre de fêtes internes aux élus. Ainsi l'argent du banquet des vœux du nouvel an a été offert aux Restos du Cœur. Elle refuse également de participer aux cérémonies du 11 novembre.

Autre domaine où les Verts ont pris de l'avance : dans l'affaire de l'**amiante**, un recensement des établissements scolaires dangereux a eu lieu dès 1993 et lorsque l'affaire a éclaté au niveau national début 1995, 80 % des établissements de la région avaient déjà été remis aux normes, l'ensemble des opérations étant maintenant terminées.

Comme dans d'autres régions (Ile-de-France, Rhône-Alpes) où les écologistes peuvent bloquer le vote du budget, ceux-ci ont fait voter d'importants fonds pour le développement du **rail** au niveau régional. Avec 660 millions de francs, la région Nord Pas-de-Calais a pu moderniser les wagons (achat de rames à deux niveaux), moderniser les infrastructures, rouvrir la ligne Bruay-Lens. Ces investissements ont pu être réalisés en diminuant les aides à la route.

Après les assises régionales de l'**emploi**, en 1994, un soutien a été apporté aux entreprises acceptant de diminuer le temps de travail en échange de créations d'emplois. Des aides ont été apportées aux associations de chômeurs pour qu'elles puissent s'exprimer auprès des institutions.

La région a augmenté son budget destiné à la coopération (jusqu'à 1 %) et est intervenue auprès de l'Etat pour contester des financements à des projets surdimensionnés, pour demander des réductions de dettes, pour mettre en place des commissions mixtes où les personnes concernées par un projet peuvent donner leur avis. Concrètement la région a financé des projets au Vietnam et au Mali. Alors que 80 % du budget coopération servait auparavant à financer des bureaux d'étude ou des intermédiaires, ce pourcentage n'est plus que de 20 %. 200 000 F ont été débloqués pour l'accueil d'une cinquantaine de femmes

algériennes. De multiples interventions ont été faites en direction de l'Etat pour demander le renouvellement ou l'octroi du statut de réfugiés.

Les Verts ont introduit dans les appels d'offres concernant les politiques d'aménagement d'espaces publics la nécessité pour ces projets de réduire les **inégalités** et de redonner la parole aux habitants.

Concernant l'**environnement** et l'énergie, sept programmes d'intervention ont été mis en place : reconquête et gestion d'espaces naturels, qualité des milieux de vie, connaissance et suivi des pollutions, technologies propres, éducation et formation à l'environnement, maîtrise des déchets, maîtrise de l'énergie. La région a financé en partie l'installation de la centrale éolienne de Dunkerque et a subventionné l'ouverture de l'usine Atout Vent, 30 emplois ont été ainsi créés dans le domaine des éoliennes. Un contrat a été passé avec EDF et l'ADEME pour économiser l'électricité avec comme objectif d'économiser l'équivalent d'une tranche de centrale nucléaire. La région a financé la plantation de cinq millions de plants forestiers sur les friches industrielles après dépollution des sites (109 sites recensés). La région a aidé à la mise en place d'une collecte sélective des **déchets** dans la communauté urbaine de Lille et autour de Valenciennes.

Dans le domaine **agricole**, une véritable bagarre a eu lieu dans le domaine de l'attribution des subventions : alors qu'au niveau national, les 20 % des agriculteurs les plus riches empochent 80 % des subventions, le Conseil Régional accorde 95 % de ses aides aux plus petits. En trois ans, le nombre d'exploitations **bio** dans la région a été multiplié par trois.

Concernant la **démocratie** interne, 50 % de l'ordre du jour du Conseil Régional est fixé par l'opposition.

(source : "Trois ans de politique verte", supplément à "Feu Vert", bulletin des Verts Nord-Pas-de-Calais)

CONTRE-SOMMET : DIVISER POUR REGNER ?

Les 27, 28 et 29 juin 1996 se tiendra à Lyon un sommet du G7 (voir Silence n°194). Pour organiser des contre-manifestations, des réunions se sont tenues depuis la rentrée à Lyon et à Paris. Ces réunions ont mis en place un collectif et une plateforme qui prévoit, entre autres, la tenue d'un contre-sommet "Les autres voies de la Planète" et différentes manifestations de rue (la coordination AC ! qui milite contre le chômage envisage par exemple des marches convergentes sur Lyon). Ce collectif regroupe déjà de nombreuses associations et mouvements politiques (SUD, AC !, FSU, MRAP, MAN, CEDETIM, LCR, Les Verts, SNES, CNID, Ecoropa, Comités Sompport, Survie, Agir Ici, Info-Birmanie, AFEI, ACCA, Alternative Libertaire, SOS Enfants du Sud, JCR, AFEI, Ecolo-J, etc.) Tout semblait aller dans le

meilleur des mondes quand soudain une autre coordination a pointé le nez à Lyon. Sous couvert de Vétérinaires sans Frontières, une invitation a été faite à Handicap International, Espace Latinos, Médecins du Monde, Observatoire International des Prisons, Equilibre, pour organiser un colloque sous le titre "Reprenons l'initiative". Il ne s'agit plus de contester l'hégémonie des 7 pays les plus industrialisés du monde, mais de collaborer avec eux. Là où l'on atteint un "sommet", c'est lorsque l'invitation précise que Bioforce Rhône-Alpes serait près à assurer la logistique des manifestations. Or Bioforce est une organisation de formation pour intervenir dans le cadre d'actions humanitaires créée par les Instituts Meyrieux avec l'aide... de l'armée ! Lors de sa constitution, il était

même précisé, dans les statuts de Bioforce, que les femmes qui suivaient la formation étaient considérées comme "volontaires du service actif". Depuis Bioforce a essayé de se donner une image plus "tiers-mondiste" mais le fond reste le même : détourner les bonnes volontés pour aller engraisser les multinationales comme Meyrieux qui se font de l'argent sous le couvert de l'humanitaire. Et comme le siège de Meyrieux est à Lyon, on voit tout à fait qui pilotera cette pseudo-initiative militante. Les vrais organisateurs des manifestations contre le G7 sont donc les suivants :

- Paris : "Contre le G7", c/o CEDETIM, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, tél : (1) 43 71 62 12.
- Lyon : "Contre le G7", c/o Maison de l'Ecologie, 4 rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 78 28 29 82.

avaient demandé une direction conviviale de l'équipe municipale. Destot a répondu "Le maire, c'est moi, je décide ce que je veux". Les autres listes avaient demandé que le secrétaire général soit

d'abord un administratif... Destot a choisi un membre influent du PS. Si la cohabitation à la mairie est agitée, sur le terrain c'est encore pire : alors que de nombreux maires ont manifesté physiquement leur soutien

aux manifestants contre l'A51, le maire de Grenoble s'est mis aux abonnés absents. Concernant Superphénix, on n'en parle même pas, le nouveau maire est un farouche partisan du nucléaire.

LES VERTS ET LES STRUCTURES ECONOMIQUES ALTERNATIVES

Selon la manière dont j'utilise mon argent, j'induis un certain type d'économie. De la même manière que la droite est liée économiquement aux entreprises libérales, de même que la gauche a impulsé les coopératives, les mutuelles et les syndicats, les Verts s'interrogent aujourd'hui sur le lien à mettre en place entre une structure politique comme la leur et les initiatives économiques alternatives qui foisonnent de manière dispersée. La dernière assemblée générale des Verts a donc décidé de mettre l'accent cette année sur la recherche de ce lien et espère arriver à la tenue

d'un colloque avec tous les partenaires sociaux, économiques et associatifs en novembre 1996. Le but désiré par les Verts est la mise en place d'un réseau qui puisse servir de moyen de liaison entre les initiatives elles-mêmes et donc provoquer un enrichissement mutuel en privilégiant les échanges internes, mais également que ce réseau serve de vivier expérimental pour confronter les idées des écologistes et des Verts en particulier avec la réalité. Si les Verts veulent s'ancrer (ou plutôt se réancrer) dans le vivier alternatif, ils devront réfléchir à l'axiome suivant : soit je passe mon

temps à courir d'élection en élection et je n'ai plus le temps de m'impliquer correctement dans les initiatives alternatives, soit je privilégie les initiatives alternatives et je n'ai plus le temps de penser aux élections... Soit je passe mon temps à parler et militer dans la société actuelle, soit je passe mon temps à construire une autre société. Vieux débat entre "changer la société" et "changer de société". Cela pourrait être le titre du colloque ? Une initiative à encourager. Pour en savoir plus : Alain Uguen, Les Verts, 152 rue F. Pelloutier, 29000 Kemper, tél : 98 90 49 34.

Silence

diffuse des livres des éditions québécoises

Ecosociété

Moi, ma santé

De la dépendance à l'autonomie



Moi,
ma santé

Serge Mongeau
1994, 190 p.
15 x 21 cm

La santé est bien trop souvent cantonnée au traitement de la maladie. Et la prévention relève du domaine politique. Comment agir pour une société où chacun est en bonne santé.

Dimitrios I. Roussopoulos

L'écologie politique



L'écologie
politique

de Dimitri I.
Roussopoulos
1994, 148 p.
15 x 21 cm

Un livre pour apprendre à distinguer conservatisme, environnementalisme, écologie fondamentaliste, biorégionalisme, éco-féminisme, éco-socialisme, écologie sociale...



Entre nous,
rebâtir nos
communautés

de Marcia Nozick
1995, 265 p.
15 x 21 cm

L'autonomie se construit de l'intérieur de soi vers ses proches puis vers la société. Ce livre multiplie les exemples Nord-Américains sur les initiatives que l'on peut prendre pour appliquer la formule "penser globalement, agir localement".

Et si le Tiers Monde
s'autofinçait

De l'endettement à l'effacement



Et si le
Tiers-Monde
s'autofinçait

de Jacques B.
Gélmus
1995, 240 p.
15 x 21 cm

Après une critique de l'"aidocratie", ce livre propose d'adopter la seule formule qui a permis un réel développement : l'épargne locale. L'argent économisé n'est jamais jeté par les fenêtres.

Bon de commande page 39.



SOCIÉTÉ

PETITES PHRASES

"Cette insurrection calme a quand même forcé les brahmanes à parler avec les basses castes. On n'a pas encore parlé des intouchables, des milliers de gueux obligés de dormir dehors et de se saouler de vin pour oublier. Mais ça pourrait venir, si on continue à faire de la politique et pas de la charité". Florence Féry, à propos des grèves de décembre, Politis, 21 décembre 1995.

USA : CE QUE RAPPORTENT LES IMMIGRÉS

Les mouvements racistes américains combattent l'immigration avec les mêmes arguments débilés que chez nous. Le gouvernement américain vient de faire tomber l'un de leurs arguments en publiant une étude réalisée entre 1970 et 1990 sur ce que coûtent les prestations sociales des immigrés et ce qu'ils rapportent en impôts. Résultats : les immigrés ont rapporté 70 milliards de dollars et n'ont coûté que 40 à 45 milliards. Pour combler les déficits sociaux, l'arrivée d'immigrés permet, même en période de chômage comme c'est le cas actuellement, de relancer plus la consommation (et les recettes fiscales) que cela ne coûte en traitement social. (Source : "L'Etat de la Planète 95/96", WWI, Ed. La Découverte)

ALLEMAGNE : POUR UN SALAIRE ETUDIANT

Les Grünen ont avancé l'idée de mettre en place un salaire étudiant indépendant des ressources familiales. Ce salaire mensuel de 1000 DM (3500 FF) serait accordé pour une durée fixe de 6 ans en échange de quoi l'étudiant devra rever-

ser 5 % de son revenu brut pendant 25 ans au fond qui gère ces versements. Inconvénient : trouver l'argent nécessaire à la mise en place du système. Avantage : ce seront les étudiants qui deviendront les plus riches qui paieront le plus pour les études de leurs successeurs. (source Alternatives Economiques, janvier 1996)

CHARTRE POUR LES JOURNAUX DE RUE

En quelques années, plus de 60 titres, dont une dizaine en France, ont vu le jour pour être vendus à la criée par les SDF. Mais les motivations de ces revues sont fort différentes. Pour réaffirmer leur volonté de combattre l'exclusion et non de l'exploiter, 19 de ces revues ont signé une charte qui prévoit que tous les bénéfices devront financer des actions sociales. Pour la France, seule "La rue" l'a signée. (source Alternatives Economiques, janvier 1996)

SECTES ET INDUSTRIE (1)

Le récent rapport parlementaire sur les sectes a bien du mal à définir ce qu'est une secte. Tout d'abord, la différence entre église et secte est parfois étroite, d'autre part, les pratiques des groupes classés en sectes sont extrêmement diverses. Ont été classés comme sectes dans ce rapport les groupes qui recourent au moins un des dix critères retenus. Parmi ces derniers, deux ont attiré notre attention : "la privation de sommeil des adeptes" et "la sous-rémunération du travail effectué". Il nous semble alors que le rapport a omis un grand nombre de sectes : toutes les entreprises qui pratiquent le travail en 3x8 qui cumulent toutes ces deux critères. A quand une législation pour interdire ce genre d'exploitation inhumaine ?

BELGIQUE : MANIFESTATIONS EN FAVEUR DES SDF

Depuis le 6 mars 1995, avec le soutien de l'association "compagnons du partage" des SDF occupent le château de Anderghem, dans une banlieue huppée de Bruxelles, château rebaptisé "de la solitude". Il accueille qui veut avec comme seule réserve l'absence de toxicomanie (alcool ou autre). Soixante-dix personnes vivent en totale auto-organisation tandis que de nombreuses autres y font un passage temporaire. Ce qui a permis leur maintien dans ce lieu est certainement la démarche politique menée dès le début par plusieurs associations pour revendiquer le droit à un logement tel que prévu dans une loi sociale adoptée en 1992 par le gouvernement belge : manifestations "coups de poings" dans les centres sociaux, dans la rue, pétitions, le combat commence à porter ses fruits puisque le secrétaire d'état à l'intégration sociale a exprimé son soutien aux revendications des sans-logis alors qu'Alain Sienaert, l'un des acteurs de la lutte, était en grève de la faim (il aura fait 33 jours de jeûne entre le 1er décembre et le 2 janvier).

Pour fêter le premier anniversaire de l'occupation, des contacts ont été lancés au niveau international pour une rencontre prévue le samedi 2 et le dimanche 3 mars. Celle-ci sera précédée par une soirée festive le mercredi 28 février et une manifestation de rue le jeudi 29 février devant le siège de la Commission Européenne. Tous les groupes européens qui luttent contre l'exclusion et la précarité sont invités à participer à ces journées. Contact : Les Compagnons du Partage, Château de la Solitude, 54 avenue Charles Schaller, B 1160 Bruxelles, tél : (02) 675 63 71. (correspondance de Laurent Jacob)



SECTES ET INDUSTRIE (2)

Toujours dans le rapport parlementaire, on note une extrême discrétion sur les liens entre les sectes et le secteur commercial. Pourtant, il est notoirement

connu que certaines sectes n'ont été créées que comme couverture pour blanchir de l'argent sale. C'est le cas de la secte Moon dont le leader est l'un des plus gros traf-

(suite page 28)

DEFICITS DE L'ETAT ET CHOIX POLITIQUES

• **PATRIMOINE : QUI MANQUE D'ARGENT ?** A en croire nos gouvernements successifs, c'est la crise : on manque d'argent. Pourtant, ce n'est pas le cas de tout le monde : lorsque l'on regarde le montant des héritages, il se transmet chaque année 150 milliards de francs soit 300 000 F en moyenne par défunt... mais les inégalités sont énormes : le centième le plus riche transmet 19 % du patrimoine... soit **6 millions** par défunt. Quand on sait que cette somme est seulement celle qui n'a pu échapper aux déclarations officielles, on se dit qu'il y a peut-être quelque chose à faire concernant ce 1 % le plus riche.

• **ARMEE : QUI MANQUE D'ARGENT ?** Alors que Juppé nous fait pleurer sur le trou de la Sécu, l'armée française vient de passer commande au groupe Dassault de 320 exemplaires du Rafale. Montant du contrat : **198 milliards de francs** ! On comprend que la famille Dassault soutienne le gouvernement !

• **DES IMPOTS POUR LA DETTE ?** Déjà, il y a plus d'un siècle, Emile Zola s'inquiétait des emprunts de l'Etat et du principe des budgets déficitaires. A l'époque la dette de la France était de quelques milliards. Aujourd'hui, elle atteint 3400 milliards de francs, ce qui, à un taux moyen de 7 %, représente **240 milliards d'intérêts** à rembourser par an. On comparera cette somme avec le déficit de la Sécu (60 milliards prévus pour 1996) pour se rendre compte que ce n'est pas la Sécu qui est un problème mais l'incroyable endettement de l'Etat qui chaque année creuse un peu plus son déficit. Notre fameux "développement" des années d'après guerre s'est accompagné d'un déficit record... dont le remboursement aujourd'hui devient problématique. A force d'emprunter pour rembourser, le système se grippe. Reste à savoir à qui l'on doit cet argent : puisque des personnes, des banques... peuvent prêter de telles sommes, c'est qu'elles n'en ont pas besoin, alors faut-il les rembourser ?

• **LES RETARDS DE VERSEMENT A LA SECU** Initialement prévus, les versements des cotisations sociales des militaires n'ont jamais été effectués depuis la création de la Sécu. Selon les syndicats, cela représente un retard de 90 milliards de francs. Dans le précédent numéro, nous annonçons que le retard de cotisations des entreprises atteignait, fin 1994, 76 milliards de francs... Il est passé à 91,6 milliards fin 1995.

Des exonérations de charges sociales sont accordées par l'Etat à certaines entreprises (création d'emplois, reconversion...). Selon le contrat entre l'Etat et la Sécu, ces exonérations doivent être remboursées par l'Etat à la Sécu. Or l'Etat n'a rien reversé depuis 3 ans... ce qui fait un total de 28,8 milliards de francs.

Du fait de ces retards, la Sécu doit payer d'énormes frais financiers sur sa dette. Les intérêts des sommes ci-dessus représentées 30 milliards sur les 3 dernières années.

Au total, c'est donc un trou de **237,4 milliards de francs** creusé par les dysfonctionnements de l'Etat. Rappelons que les déficits de la Sécu sur les trois dernières années se monte à 180 milliards. (source : syndicats SNUDI-FO, SNUI PP, SE-FEN)

tal de la route (morts, handicapés, pollutions...) serait annuellement de 73 milliards de francs contre 4 milliards pour le train.

Ainsi, **le coût du rail pour l'Etat a été, en 1994, de 22 + 13 + 4 = 39 milliards.**

La même année, **le coût de la route a été de 56 + 73 = 129 milliards.**

Si l'Etat veut diminuer son budget "transport", il a donc tout intérêt à relancer la politique du rail en augmentant les trains sur les lignes existantes (et non en multipliant les TGV), à stopper les aides à la construction de nouvelles routes et autoroutes, à renforcer les mesures de sécurité pour diminuer le nombre d'accidents routiers. Pour relancer l'usage du train, l'argent économisé sur la route pourrait subventionner une baisse des prix de la SNCF...

autres trains à cause des devers important mis dans les rares virages pour compenser la force centrifuge. Les voies TGV ne sont pas assez solides pour recevoir les convois de marchandises. Les TGV ont comme fonction unique de vouloir concurrencer les modes aériens de transport... un mode de transport qui ne concerne qu'une infime partie de la population.

Si le TGV-Alsthom est rigide, ce n'est pas parce qu'il est impossible de faire autrement, c'est uniquement pour justifier les voies nouvelles et centraliser les "poles d'activités" chers aux décideurs de programme et à leurs patrons. **Le TGV n'est rigide que parce qu'il est le produit d'une pensée rigide** uniquement soucieuse de la satisfaction des exigences de la caste technocratique et spéculative. Conçu dans le plus total mépris des communautés sociales, des écosystèmes et des besoins de la plupart des usagers, le TGV est un fruit exemplaire de la pensée unique.

L'installation d'un kilomètre de TGV coûte entre 33 et 66 millions de francs. Pour les projets en parcours difficiles (comme pour le Lyon-Turin) les chiffres s'envolent. Pourtant, il existe une autre solution : le train rapide souple qui peut circuler sur les voies existantes. Il en existe deux modèles en circulation : le Pendolino de Fiat-ferroviaria (Italie) et le X2000 du groupe helvético-suédois ABB. L'astuce de ces trains réside dans une fixation flexible des essieux qui permet aux roues d'épouser la courbure des rails. Une suspension pendulaire autorise l'inclinaison des voitures pour compenser la force centrifuge. Résultat : le X2000 négocie les virages à 200 km/h (soit le double de nos trains Corail) et ceci sur les voies actuelles. Le kilomètre Pendolino ou X2000 revient entre 1 et 6,5 millions de francs soit 10 à 30 fois moins cher que le TGV et les rames neuves coûtent 25 % de moins que celles du TGV.

X2000 et Pendolino roulent partout où on veut les faire passer. Ils peuvent s'arrêter dans toutes les gares existantes. Ils peuvent franchir les paysages ruraux sans plus détruire que ce qui a déjà été fait. Et ils ne coûtent pas les finances publiques. L'argent économisé permettrait de développer le service public existant, de maintenir le personnel actuel et d'assurer le financement des caisses de retraites. Le "déficit" n'est qu'une vaste escroquerie qui permet à quelques technocrates et industriels d'empocher la manne fournie par le TGV au détriment d'un service public qui échappe complètement à ses usagers.



• **SNCF : DEFICIT ARTIFICIEL** En 1994, selon l'INSEE, l'Etat a versé à la SNCF 22 milliards correspondants pour 18 milliards aux compensations de retraite du fait de la baisse des effectifs et pour 4 milliards au remboursement des réductions tarifaires à caractère social (carte orange, familles nombreuses, militaire, congés annuels...). Ces compensations relèvent de remboursements contractuels.

En 1994, toujours, l'Etat a dépensé 84,3 milliards d'investissements en infrastructures de transport. 56 milliards sont allés à la route contre 13 au rail.

Selon une étude menée par Pierre Merlin dans "Economie politique du transport routier de marchandise" (Ed. Celse, 1995), le coût social et environnemen-

Répetons-le : le train coûte beaucoup moins cher à l'Etat que la voiture et, alors que plus il y a de voitures, plus le coût par passager est élevé, plus il y a de trains et plus le coût par passager est faible. (source : Alternatives Economiques, janvier 1996)

• **SNCF : LE POIDS DU TGV** La SNCF doit supporter les coûts démesurés des nouvelles voies TGV.

Le TGV est incapable, sauf au pas, de circuler sur le réseau existant car, rigide, il ne sait pas prendre les virages. Il est donc nécessaire de lui construire ses propres voies, les plus droites et les plus plates possibles. A l'inverse, les voies TGV ne peuvent pas toujours être utilisées par les

(suite de la page 26)

quants d'armes de l'Asie du Sud-Est. Plus près de nous, c'est le cas d'Ecoovie qui sous couvert d'écologie cache en réalité un trafic d'armes lié à l'extrême-droite européenne (le leader surnommé Man, arrêté en Belgique pour trafic d'armes a été libéré sous caution après le versement de celle-ci par un des leaders d'extrême-droite). Pour blanchir l'argent, rien de plus simple ; vous évoquez un gros don anonyme au groupe et le tour est joué. Comme cet argent est ensuite réinvesti dans le circuit commercial classique, tout le monde ferme les yeux.

LE SYNDICALISME EN VOIE DE DISPARITION

Entre 1970 et 1990, le taux de syndicalisation des salariés est passé, en France, de 22 à 12 %... La France était en dernière position de l'Union Européenne en 1970, c'est toujours le cas aujourd'hui. La baisse du syndicalisme est observée dans tous les pays depuis une dizaine d'années. En 1990, la situation était la suivante : Danemark (73%), Belgique (53%), Irlande (52%), Luxembourg (50%), Royaume-Uni (41%), Italie (40%), Allemagne (34%), Portugal (30%), Pays-Bas (25%), Grèce (25%), Espagne (16%). (source : OCDE)

GRANDES SURFACES ET GROS POTS-DE-VIN

Après Michel Bouriez (Cara), Philippe Robert (Soppec), Patrick Emin (Grc), Rémi Nauleau (Leclerc), c'est au tour de Gérard Mulliez (Auchan), Marc Guérmonprez (Immochan), Claude Mast (Leroy-Merlin) d'être mis en examen pour avoir reversé des pots-de-vin aux élus chargés d'accepter ou non l'implantation de grandes surfaces. Sachant qu'il y a plus de 1500 hypermarchés en France, combien reste-t-il d'inculpations à prononcer ? Sachant que les plus grosses fortunes de France font apparaître tous les fondateurs des grandes chaînes, peut-on faire fortune en étant honnête ?

TELEVISION : UNE DROGUE UNIVERSELLE

En 1951, 90 % des télévisions se trouvaient aux USA. Actuellement, environ 95 % des foyers européens sont équipés d'une télévision. Le développement dans les pays plus pauvres est foudroyant : +360 % en 20 ans en Amérique Latine, +950 % en 20 ans en Chine. Selon les Nations-Unies, fin 1994, on comptait 886 millions de foyers équipés de la télévision, soit environ 50 % de la population.

PUBLICITE DANS LES BOITES AUX LETTRES

Alors qu'au gouvernement, on discute toujours de l'opportunité d'établir un autocollant officiel indiquant si l'on accepte la publicité dans les boîtes aux lettres, Médiapost, le service de distribution de la Poste et 450 annonceurs se sont regroupés pour organiser un sondage auprès de 20 000 foyers. Ce sondage conclut que 66 % des sondés sont plutôt favorables à la publicité dans les boîtes aux lettres, il s'agit plutôt des femmes, des jeunes, des personnes ayant un emploi et/ou ayant la responsabilité des achats du foyer. 34 % se déclarent agacés par la pub ; ce sont plutôt les hommes, les personnes âgées, les inactifs et les Parisiens. 43 % des sondés avouent avoir déjà fait un achat suite à une pub. 14 % lisent tout, 69 % regardent rapidement. Il est évident que ce sondage veut influencer la décision gouvernementale. Pour éclairer davantage les législateurs, nous les invitons à un petit voyage dans les villes suisses où un autocollant a déjà été mis en place : à Bâle par exemple, environ 90 % des boîtes aux lettres portent l'autocollant "pas de publicité dans ma boîte aux lettres"... ce qui montre que même si le comportement passif fait que beaucoup de gens lisent la publicité, elle n'est pas forcément souhaitée.

ECOLE LAIQUE ET PROSELYTISME

Alors que le recteur de l'académie de Bordeaux interdit de manifester contre les

32 HEURES ET UN REVENU DECENT

Les assises d'AC ! (Agir contre le chômage !) qui se sont tenues fin octobre, ont décidé de mener une grande campagne en 1996 sur le thème "Pour travailler moins, mieux, toutes et tous, avec les 32 heures et un revenu décent". Cette campagne lancée par une téléconférence de presse nationale et un forum débat les 20 et 21 janvier prévoit une manifestation nationale le 23 mars, jour d'ouverture de négociations sur les indemnités de chômage, le lancement d'une carte-pétition sur le thème avec des caravanes régionales pour collecter les signatures. Ces caravanes régionales se formeraient lors des manifestations du 1er mai et appelleraient à une manifestation nationale le dernier week-end de juin à Lyon pendant la tenu du sommet des 7 pays les plus riches (G7). Un appel financier est également lancé pour aider à financer une permanence qui coordonne toutes ces actions. Programme complet : AC ! BP 19, 93171 Bagnolet cedex.



essais nucléaires au nom de la "laïcité" de l'école publique (voir Silence n°197), celui de Nantes autorise l'installation d'aumônerie au sein des collèges publics ! Enseignants et parents d'élèves du collège de Chapelle-sur-Erdre, dans la banlieue de Nantes, se sont prononcés contre à la quasi unanimité. Comme quoi, il vaut mieux porter la croix que des pin's écolos ou des foulards musulmans. (source : La Vie, 23 novembre 1995)

BEAUCAIRE : RACISME OFFICIEL ?

Le conseil municipal de Beaucaire, dans le Gard, a voté le 23 octobre 1995 une délibération visant à ce que le maire puisse interdire

l'arrivée de nouveaux immigrés sur son territoire si ceux-ci ne possèdent pas une autorisation spéciale du préfet du département. Le maire de Beaucaire est bien connu des associations antiracistes : il a fait procéder à des expulsions d'immigrés en plein hiver, il a refusé l'inscription d'enfants à l'école (ce qui lui a valu d'être condamné par le tribunal de Grenoble), il multiplie les complications administratives envers les immigrés. Un collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits demande aux élus de la commune de dénoncer publiquement ce vote. Contact : Collectif contre le racisme et pour l'égalité des droits, APTI, 8 bis bd sergent Triaire, 30900 Nîmes, tél : 66 29 44 56.



AUDITIONS : ARNAQUE

Des publicités vantent les mérites d'appareils auditifs à des prix très bas. L'association des audioprothésistes a porté plainte contre ces publicités car les appareils vendus ne sont pas des correcteurs auditifs mais de simples amplificateurs de son. Des appareils dangereux ne présentant aucune protection contre le bruit et risquant donc d'aggraver la surdité. Les médecins de l'oreille rappellent que des tests sont nécessaires avant toute pose de prothèse auditive et que par conséquent un tel appareil ne peut être vendu par correspondance. Une véritable prothèse coûte entre 1500

SIDA : PLUS DE TOLERANCE

Selon une enquête nationale réalisée par l'INSERM, entre 1992 et 1994, le nombre de gens se déclarant prêts à travailler avec une personne séropositive est passé de 85 à 91 %, manger avec elle de 74 à 82 %, partir en vacances avec elle de 73 à 83 %, la fréquenter 86 à 92 %, laisser ses enfants en sa compagnie 57 à 63 %. Vouloir isoler les malades du SIDA ne recueille que 6 % d'opinion favorable (inchangé), développer les campagnes d'éducation sexuelle à l'école est souhaité par 95 % des gens contre 90 % il y a deux ans. Les homosexuels sont des gens comme les autres pour 75 % des gens contre 69 % il y a deux ans et 20 % de la population prend toujours les toxicomanes pour des délinquants.

et 10 000 F, les plus discrètes étant les plus chères. La Sécurité sociale rembourse actuellement 1310 F quel que soit le modèle. Une société commercialisant des oreillettes vendues à 249 F par correspondance a été condamnée par le Tribunal de grande instance de Nice à 10 000 F par publicité passée dans la presse et à 1000 F d'amende pour chaque appareil vendu. (source : Viva, novembre 1995)

"POUR LA SCIENCE" : REVUE MENSONGERE

Dans son numéro de septembre 1995, la revue "Pour la Science" publie un article de William Bennett, de l'Université de Yale qui affirme que les champs électromagnétiques sont sans danger. Cet article qui ne comporte quasiment aucune référence est en contradiction totale avec toutes les études scientifiques publiées ces dernières années sur le sujet (voir dossier dans Silence n°171). Même EDF, qui n'a pourtant aucun intérêt à dire que ses lignes à haute tension sont dangereuses, reconnaît les risques qu'elles présentent. Le professeur Roger Santini, spécialiste français de la question, a envoyé immédiatement une demande de droit de réponse à la revue en communiquant toutes les références des dernières études et surtout en corrigeant l'article de l'auteur américain qui confond courant alternatif et courant continu. La revue a refusé de publier un droit de réponse. Roger Santini lance donc un appel à tous les enseignants pour leur demander de faire retirer la revue des centres de documentation des lycées et des facultés. Renseignements : Roger Santini, INSERM, INSA-Lyon, Bât 406, 20 av. Albert Einstein, 69621 Villeurbanne cédex.

LA SOUPE FAVORISE L'EQUILIBRE ALIMENTAIRE

Plusieurs études confirment tous les bienfaits de la soupe. On ne sait toujours pas si elle fait grandir, mais on sait qu'elle agit comme rassasiante pour l'organisme : une personne qui mange le même nombre de calories que celles d'une soupe par un autre moyen mangera ensuite plus que le mangeur de soupe. La soupe est donc un moyen de lutter contre les tendances à l'obésité. Mais une soupe est aussi un apport riche en vitamines, en sels minéraux, en fibres végétales, en oligoéléments, en sucres complexes, en protéines et en lipides. Enfin, elle assure une bonne hydratation du corps.

Pour faire une bonne soupe, il faut prendre des légumes aussi frais que possible, les éplucher au dernier moment, ne pas les laver épluchés, ne pas faire cuire la soupe trop longtemps et la consommer dans les 24 h. Une soupe réchauffée a déjà perdu entre 25 et 50 % de ses vitamines. Les soupes préparées en magasin n'ont évidemment pas les mêmes avantages ! (source : Viva, novembre 1995)

LYON : RESEAU-SANTE

L'association Réseau-Santé propose un printemps actif.

Outre les tables d'hôtes qui continuent tous les mardis et les jeudis à 12 h 15 (repas conviviaux d'excellente qualité pour seulement 15 à 30 F selon ses revenus), Réseau-Santé démarre également le 10 février à 10 h, au bistrot santé, un cycle "découverte du dos". Le bistrot-santé, ouvert les lundis de 13h30 à 17 h et les mardis, jeudis, vendredis de 8h30 à 12 h et de 13h30 à 19 h, propose également les premiers jeudis du mois à 14h30 une "causerie tisane" pour apprendre à connaître les plantes qui permettent de soigner les petits maux quotidiens. Les jeudis matin, de 10h30 à midi, un atelier "vivre sa santé" propose de multiples exercices pour être bien dans son corps, dans sa tête et avec les autres. Pour les femmes, chaque premier lundi du mois, à 13h30, une sortie hammam pour discuter entre femmes. Enfin, de manière plus irrégulière, les vendredis des "Je", à partir de 19h30, des soirées thématiques organisées sur proposition d'un adhérent pour faire partager ses passions (9 février : danse orientale, 22 mars : chanson française...) et toujours les Baladentés, les dimanches, pour les amateurs de convivialité et de marche à pied. Programme complet : Réseau Santé, 15 rue Jean-Baptiste Say, 69001 Lyon, tél : 78 27 17 16.





NAMUR : UNIVERSITE DE PAIX

L'université de paix de Namur organise le vendredi 16 février 1996 une journée de formation "introduction à la résolution non-violente des conflits". Elle organise du 26 au 28 février une découverte des modes de vie coopératif, le 1er mars, une journée d'initiation à la négociation, le 2 mars, une journée d'initiation à la médiation. Programme détaillé : Université de Paix, 4 boulevard du Nord, B 5000 Namur. Tél : 081 22 61 02.

SUISSE : INTRODUCTION A LA MEDIATION

Le centre de jeunesse et de formation Le Louverain organise, du vendredi 16 au dimanche 18 février, une session de formation sur le thème de la médiation "au

BOSNIE : LA DETTE EST EN PLACE

Comment mettre à pied un pays ? Tout d'abord vous vendez des armes à tous les petits fachos du coin qui veulent faire des milices. Vous leur laissez dilapider les économies qu'ils ont et quand enfin ils n'ont plus d'argent pour payer les armes, qu'ils ont bien tout démolé dans le pays, vous arrivez avec votre plan de paix et toute une armada de promesses de prêts financiers. Ceci est un scénario rapide de la guerre entre républiques de l'ex-Yougoslavie. Aujourd'hui, les financiers se frottent les mains et la Banque Mondiale annonce un prêt de 2,5 milliards de francs pour la reconstruction en Bosnie. Vous verrez qu'une bonne partie de cet argent reviendra dans les poches des Bouygues et compagnie et que le peuple bosniaque devra payer cette dette pendant de longues années. Certains économistes parleront de "croissance" et Bill Clinton sera peut-être réélu.



cœur du conflit, sans prendre partie" animé par Jean-Denis Renaud, sociologue, membre du MIR, mouvement international de la réconciliation. Renseignements et inscriptions : Le Louverain, CH 2206 Les Geneveys-sur-Cofrane, tél : 038 57 16 67.

36 15 NV

La revue Non-Violence Actualité a mis en place un serveur minitel "36 15 NV" qui présente les actions en cours, les mouvements, les contacts, les jeux coopératifs, les livres, les revues, les formations... bref, tout ce qu'il faut savoir sur la non-violence

RELANCER L'OBJECTION FISCALE

Dans les années 70, un mouvement de refus-redistribution de 3 % des impôts se développait en France pour protester contre l'extension du camp militaire du Larzac. Depuis cette initiative connaissait différents développements et une réflexion s'engageait sur la possibilité d'une objection de conscience fiscale. Il s'agit de protester contre l'énorme budget consacré à la défense sans que les populations aient les moyens de dire ce qu'elles en pensent. Dans les années 80, l'association "Investir pour la paix" assurait la coordination de la campagne. Dans les faits, les 3 % retenus étaient reversés à cette association qui annuellement distribuait les sommes collectées à des actions ou des mouvements en faveur de la paix. Du côté des "objecteurs fiscaux", il s'agissait en fait d'un don car le fisc se débrouille toujours pour récupérer les 3 % manquant avec 10 % de pénalité sur cette somme (saïsi sur salaire la plupart du temps). La baisse d'activité des mouvements de paix au début des années 90 allait mettre cette campagne en veilleuse. La relance des essais nucléaires pose une nouvelle fois la question du refus de la politique de défense nationale et l'opportunité de relancer une campagne en faveur de l'"objection fiscale" a été réengagée, de nombreuses personnes prenant même le risque à l'automne 95 de mener l'action seules dans leur coin. Le Mouvement des objecteurs de Nancy a décidé de coordonner cette campagne autour des axes suivants :

- dénonciation des ventes d'armes et de la défense nucléaire de la France,
- absence de contrôle démocratique sur les questions de défense,
- promotion des formes de défenses civiles non-violentes,

- demande d'une loi reconnaissant l'objection fiscale. Le principe de la campagne reste inchangé :
- écrire au Président de la République et au Ministre de la Défense pour lui présenter les points ci-dessus,
- retenir 3 % de votre versement en joignant une lettre à votre percepteur expliquant votre geste avec un double des lettres précédentes,
- adresser le montant de la somme refusée à la coordination en libellant le chèque à l'ordre de "MOC Nancy". Cette première étape est assimilée par l'administration comme un simple retard de paiement et n'entraîne pas de poursuites judiciaires. On peut alors s'engager plus en annonçant dans les lettres que vous incitez d'autres personnes à faire comme vous, cette démarche de "refus collectif" peut être poursuivie en justice... mais cela n'a jamais eu lieu, l'Etat n'ayant pas du tout envie de faire de la publicité à cette campagne. Que devient l'argent collecté ? Pour 1996, il est proposé de reverser l'argent en partie au Balkan Peace Team, une association internationale fondée en 1993 pour envoyer des équipes de volontaires dans les régions en conflit, favoriser une démarche non-violente et servir d'observateurs. L'association intervient pour l'instant en ex-Yougoslavie et soutient en particulier la résistance non-violente au Kosovo. Une autre partie de l'argent ira à l'Observatoire des transferts d'armements, observatoire qui anime une banque de données permettant aux élus et à la société civile d'avoir le maximum d'informations sur les ventes d'armes. Pour en savoir plus : **Mouvement des objecteurs de conscience**, 11 grande rue, BP 363, 54007 Nancy cédex.

ESSAIS NUCLEAIRES

• **J'ACCUSE** Le collectif Millau-Larzac a décidé de lancer une campagne de plaintes contre le Président de la République et le directeur général des centres d'expérimentations nucléaires pour avoir exposé les habitants du Pacifique "à un risque immédiat de mort ou de blessure de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente". Cette campagne de plaintes vise à donner une suite juridique aux actions engagées contre les essais nucléaires. Comme dans le cas des plaintes contre Superphénix, rien n'oblige les magistrats à traiter ces plaintes et le gouvernement pourrait même porter plainte pour diffamation contre les plaignants... Si ces plaintes étaient activées par la justice (dans un sens ou dans l'autre), cela permettrait alors de mener une campagne sur les conséquences sanitaires des essais à Moruroa et de ne pas oublier les Polynésiens qui devront maintenant gérer l'héritage de 30 ans d'essais nucléaires. Contact : Collectif Millau-Larzac, Potensac, 12100 Millau.

• **TAHITI : CHUTE DU TOURISME** Alors que l'année 1995 s'annonce très bien pour le tourisme en

Polynésie (+27 % lors du premier semestre), l'annonce de la reprise des essais a provoqué un effondrement des réservations. Malgré la présence des journalistes et des "forces de l'ordre" dans les hôtels, le deuxième semestre se solde par une baisse de 25 %... Seuls les touristes venus de la métropole se sont à peu près maintenus (il s'agit essentiellement des personnes ayant de la famille sur place). Le tourisme japonais, le plus lucratif dans la région, est en baisse de 75 %. Le Club Med de Tahiti annonce des pertes de 5 à 6 millions de dollars.

Pour venir en aide aux industriels du tourisme sinistrés, le gouvernement a déjà débloqué 4,4 millions de francs pour réaliser des publicités sur le thème "Tahiti, le plus beau pays du monde". Une autre campagne est prévue au printemps : cette fois le gouvernement subventionnera à hauteur de 30 millions de francs. Ces aides sont à ajouter au 48,9 millions débloqués au lendemain des émeutes lors du premier essai, argent appelé "subventions d'équipement aux collectivités pour les dégâts causés par les calamités publiques". Avec l'argent tout s'achète ! (source : Stop-Essais, décembre 1995)

• **FIN DES ESSAIS AVANCEE** Les essais qui devaient se terminer avant mai 1996 se termineront au plus tard en février... pour ne pas gêner les élections locales prévues en mars 1996. L'argent distribué par la France devrait couler à flot pour restaurer l'extrême image de marque de Gaston Flosse, le chef RPR de notre colonie.

• **ARDENNES : AMENDE POUR UN BOMBAGE** Le 31 août dernier, un militant antinucléaire de Charleville-Mézières a été arrêté en train de "bomber" à la peinture contre la bombe nucléaire. L'affaire est passée au tribunal le 8 novembre et le jugement a été rendu le 13 décembre : 1000 F d'amende et 4000 F de dommages et intérêts pour le propriétaire du mur. Le débat en justice aura au moins montré le côté politique de cette affaire : la police, qui n'a souvent pas le temps d'enregistrer les plaintes même si vous vous déplacez pour aller les voir, a, ici, pris le temps de chercher le propriétaire du mur pour l'inciter à porter plainte. Soutien financier : Comité Ardenais anti-essais, c/o La Question sociale, BP 66, 08120 Bogny sur Meuse.

LE CUN DU LARZAC Programme 96

Spécial ados

Envie de taper ou de ta paix ?

14 au 20 juillet - Brigitte Cassette

Déplacer les montagnes

29 juillet - 3 août - Brigitte Cassette

Les autres, c'est l'aventure !

4 au 10 août - Stage franco-allemand

Se défoncer dans le sport

18 au 24 août - Brigitte Cassette

Sensibilisation-formation

Animer un groupe, dynamiser une association

14 au 20 avril - Hervé Olt

Flore et jardins sur le Larzac

16 au 19 mai - Françoise Barbier, Laurence Hingre

Paix intérieure, paix avec les autres

14 au 20 juillet - Isabelle Denoix

Théâtre : jouer, être soi avec les autres

21 au 27 juillet - Laurette Faber, Alain Véronèse

Le futur maintenant !

22 au 27 juillet

Rencontre internationale de jeunes à Nuremberg (RFA)

Ensemble pour vivre, agir et construire

29 juillet au 3 août - Isabelle Denoix

Danse vitale et créatrice : de la peur à la confiance

29 juillet au 3 août - Dominique Perrière

Transformations dans la famille

4 au 10 août - Stage franco-allemand pour familles

Karlheinz Bittl-Drempetic, Laurence Hingre

Cette nature qui amène à la paix intérieure

11 au 17 août - Brigitte Cassette

Jouer est un jeu :

théâtre et développement personnel

11 au 17 août - Abraham Cohen-Solal et Patricia Bayard

Face à la violence, comment faire ?

18 au 24 août - Initiation à la résolution créative des conflits
Hervé Olt

Réconciliation : ouvrir sa vie de l'intérieur

18 au 24 août - Marie-Christine Menozzi

Qui ne réagit pas, reste bête !

25 au 31 août

L'altitude non-violente dans la vie quotidienne.

Stage franco-allemand - Alwin Baumert et André Larivière

Les arbres comprennent tout :

introduction à l'écologie

25 au 31 août - Stage franco-allemand à Nuremberg (RFA)

Formation de formateurs

Forum européen des pratiques pédagogiques

9 au 13 juillet

Ecologie, résolution des conflits et développement

Rencontre franco-germano-belge

Formation à l'animation interculturelle de jeunes

21 au 24 mars, 14 au 20 juillet,

27 novembre au 1er décembre.

Stage franco-allemand, Hervé Olt, Karlheinz Bittl-Drempetic

Résistance constructive et droits des humains

29 juillet au 10 août - Hervé Olt, Jean-Jacques Samuel

Réserve aux personnes déjà engagées dans la défense des droits des humains

Formation d'entraîneurs à l'action non-violente

1er au 4 mai 1997, 3 août-7 septembre... stages européens,

Hervé Olt, Karlheinz Bittl-Drempetic...

Tarifs adaptés à tous revenus.

Animation enfants pour les 1-11 ans.

Pour tous renseignements :

Le Cun du Larzac,
route de Saint-Martin, 12100 Millau,
tél : 65 60 62 33.

LA FRANCE MONTREEE DU DOIGT
PAR LE MONDE ENTIER

Ouais ben
qu'ils fassent
SAFFEooo

PARCE QU'UNE FOIS
LA BOMBE
AU POINTooo!



LASSERPE.

PROPOSITIONS POUR LA NOUVELLE LOI DE PROGRAMMATION MILITAIRE

Le tollé mondial et européen soulevé par la décision de reprise des essais par la France montre que l'opinion publique ne tolère plus les armes atomiques. La série actuelle d'essais doit être immédiatement et définitivement suspendue et le Traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT) signé le plus tôt possible.

du plateau d'Albion, de renoncer au quatrième sous-marin atomique et de signer le Traité de Rarotonga pour un Pacifique Dénucléarisé vont dans la bonne direction mais sont encore largement insuffisantes. La Nouvelle Loi de Programmation Militaire doit fixer les étapes d'un démantèlement rapide de notre Force de Frappe Atomique.

sur la légalité de l'utilisation de l'arme atomique. Le délai de consultation fixé par la Cour, avant de déposer son jugement, s'est achevé le 24 juin 1994. En décembre 1994, l'Assemblée Générale des Nations-Unies a voté une résolution visant à solliciter l'avis de la Cour Internationale sur l'utilisation et la menace d'utilisation (autrement dit sur la dissuasion). Tous les états ont été invités à s'exprimer devant la Cour de Justice. La procédure se poursuit et les auditions publiques se sont tenues à La Haye du 30 octobre au 15 novembre 1995. L'avis de la Cour est attendu pour début 96.

Un rapport bien documenté, élaboré par des juristes internationaux, établit en effet que l'arme atomique, instrument d'extermination de masse, viole une vingtaine de Traités et Conventions Internationales (pratiquement tout le corps international du "Droit de la Guerre"), signés par les puissances nucléaires, y compris la France. Les plus importants sont :

- les Conventions de Genève sur la protection des populations civiles, (blessés, vieillards, enfants),
- l'infliction de souffrances inutiles et à long terme,
- la protection des milieux aquatiques, de l'air, des sols,
- la condamnation du génocide,
- l'infliction de dommages à des pays neutres, et autres.

L'opinion française et internationale estime, de plus en plus majoritairement, qu'asseoir sa

Le nouveau gouvernement entend modifier mi-mars la loi de programmation militaire votée en 1994. Si le budget devrait être revu à la baisse, la réflexion sur la Défense est encore loin d'être satisfaisante. Solange Fernex propose ici quelques mesures que le gouvernement pourrait adopter dans le cadre des discussions menées au niveau de l'Union Européenne.

La décision de poursuivre le maintien de la dissuasion par la simulation en laboratoire contrevient à l'esprit et à la lettre du Traité de Non-Prolifération (TNP). En effet, les états nucléaires se sont engagés à aller vers un désarmement nucléaire total.

Les décisions du gouvernement de démanteler les missiles

Abandon de l'arme atomique

En mai 1993, l'Assemblée de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a sollicité, par 73 voix contre 40, avec 10 abstentions, un avis de la Cour Internationale de Justice de La Haye,

défense sur des moyens d'extermination de masse est indigne de nations civilisées.

De même que c'est l'argument légal, invoqué par les abolitionnistes, qui a eu raison, au siècle dernier, de l'esclavage, il est probable que c'est la loi internationale qui va, dans un proche avenir, conduire à l'abolition des armes atomiques. La France, pays des Droits de l'Homme, ne peut être indifférente à ce combat.

Que feront les militaires ? En effet, le code Messmer, établi suite aux tortures en Algérie, et à l'insurrection des généraux, leur interdit d'obéir à des ordres illégaux.

La nouvelle loi de Programmation militaire dont parle le gouvernement Juppé, doit prendre en compte les arguments légaux présentés et anticiper sur une condamnation très probable, par la Cour Internationale, de l'armement atomique, ces moyens d'extermination de masse étant, par ailleurs, totalement incompatible, selon nous, avec l'"honneur militaire".

La Sécurité Commune

La nouvelle situation géopolitique recommande une nouvelle approche de la sécurité commune. Celle-ci, menacée par un large faisceau de facteurs d'instabilité : conflits ethniques, sociaux, environnementaux, économiques, fossé Nord-Sud, etc., ne peut plus être assurée par des moyens militaires.

Bien plus, les déficits budgétaires affectant nos pays sont bien souvent à l'origine de certains de ces troubles. Les budgets alloués aux alliances militaires et aux forcés armées font cruellement défaut à la réhabilitation des villes et des banlieues, à l'encadrement social et professionnel, en particulier celui des jeunes, à la lutte contre le chômage, à l'aide au développement, au remboursement de la dette publique, ainsi qu'à des organismes internationaux comme les Nations-Unies.

En effet, Le budget de l'OTAN, (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord), alliance militaire héritée de la Guerre Froide, est toujours de 100 mil-

liards de dollars par an. En comparaison, les Etats-Unis sont actuellement débiteurs des Nations-Unies d'une somme de près de 1 milliard de dollars, dette qui gêne le fonctionnement d'une institution internationale de plus en plus sollicitée pour assurer la sécurité commune.

Les sommes consacrées à l'UEO, (Union de l'Europe Occidentale), "pilier européen" de l'OTAN, n'ont, elles non plus, plus aucune justification, vu l'absence d'utilité pratique de cette antiquité, maintenue sous perfusion par la France et certains de ses alliés, comme base souhaitée par eux de la Politique Extérieure de Sécurité Commune (PESC) de l'Union Européenne.

Quant à l'OSCE, (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), véritable instrument de sécurité commune, basée sur les droits de la personne, que se sont donnés les Occidentaux, les pays neutres et les anciens membres du Pacte de Varsovie, elle dispose d'un budget ridicule de 75 millions de dollars. Il est bien évident qu'elle est absolument incapable de répondre à la mission ambitieuse qui lui a été confiée : prévention des conflits par le respect des droits des minorités et des personnes, maintien de la démocratie (élections libres), la médiation, promotion du respect des droits de la personne, des droits sociaux et économiques et de la protection de l'environnement. Il est indispensable que la Nouvelle Loi de Programmation Militaire examine très attentivement les implications de l'existence de l'OSCE et les reprenne dans ses conclusions.

Un des points les plus importants est la reconnaissance de l'OSCE comme organisation régionale des Nations-Unies, comme prévu à l'Article 8 de la Charte de l'ONU. Ainsi, les Nations-Unies pourraient lui confier les missions d'interposition régionales, actuellement effectuées par les Casques Bleus. L'OSCE deviendrait ainsi le cadre des opérations d'interposition en cas de conflit, domaine où l'UEO et l'OTAN sont absolument incompétentes et ne disposent d'aucune légitimité.

Les projets d'extension à l'Est de l'OTAN soulèvent de vives protestations en Russie. M. Chirac a promis le 20 octobre 1995 à M. Eltsine de discuter avec lui d'une sécurité commune, acceptable par la Russie. Pourquoi chercher bien loin ce qui existe : l'OSCE dispose de contingents de fonctionnaires et de policiers, mis à disposition par les 53 pays membres.

Armée ou institution civile d'intérêt public ?

Concernant la formation des militaires, l'action des Casques Bleus en ex-Yougoslavie a été très critiquée : ils n'étaient pas assez nombreux, ils n'ont pas démantelé les armes lourdes dont ils avaient pris le contrôle, ils ont été incapables d'immobiliser les franc-tireurs urbains. Cependant on peut se demander si les pertes n'auraient pas été encore bien plus nombreuses, et les souffrances des populations civiles prises en otage encore pires sans les couloirs humanitaires ?

Les sévices causés par les militaires aux populations civiles ont, par ailleurs, conduit l'OSCE et la Conférence Mondiale sur les Droits de la Personne (Vienne, juin 1993) à demander aux pays membres, donc à la France, d'inclure une formation aux droits de la personne dans tout curriculum militaire.

Il est par ailleurs apparu clairement que l'interposition et la médiation, le désarmement des milices et des franc-tireurs, exigeaient une formation très spécialisée et originale. Dans les pays membres, les forces de police suivent ce type de formation. Des séminaires se tiennent actuellement dans beaucoup de pays et aux Nations-Unies sur ce thème nouveau. La formation à la défense civile non-violente, réclamée depuis de nombreuses années par les mouvements non-violents et les objecteurs, serait une contribution très utile à cette formation. La nouvelle Loi de Programmation Militaire ne peut faire l'économie de cette problématique.

Vers un service civil national et international

Pourquoi le rétablissement de l'ordre, en cas de troubles internationaux d'origine sociales, ethniques, économiques, de guerre civile, ne pourrait-il être confié à une police internationale, formée à l'interposition, la médiation et la non-violence, avec mise à disposition de contingents non militaires, fournis par les pays membres de l'ONU ou de l'OSCE, sans passer par l'armée ?

Le rétablissement de l'ordre passe par ailleurs par des missions strictement civiles : services de santé, services sociaux, observateurs des élections, rétablissement des transmissions, des ponts et routes par le génie civil, enseignement, pompiers et aide en cas de catastrophes naturelles ou industrielles. Ces missions pourraient être effectuées par des professionnels, non militaires, engagés dans un service international d'utilité publique. Médecins du Monde, Médecins sans Frontières ainsi que les missions de coopération ont déjà une expérience très précieuse dans ce domaine.

Un tel service serait ouvert à parité aux femmes et jeunes filles, comme le sont déjà les missions du CICR (Comité International de la Croix rouge) et du HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés).

Cette formation serait par ailleurs très utile en cas de problèmes intérieurs : inondations, tremblements de terre, réhabilitation de banlieues et autres missions d'utilité publique.

Alors qu'elle a prévu 103 milliards pour son budget militaire en 1994, la France pourrait désormais allouer une grande partie de cette somme à la mise sur pieds de

ce service civil d'intérêt public, où des militaires reconvertis, et ayant suivi une formation adéquate, pourraient parfaitement trouver leur place.

La reconversion des activités militaires et de l'industrie d'armement

La Communauté européenne a prévu depuis 1993 une ligne spécifique, baptisée KONVER, destinée à soutenir les projets de reconversion des activités militaires (garnisons), et de l'industrie d'armement vers des activités civiles.

En effet, aussi longtemps que l'on produira des armes, on les retrouvera, officiellement ou par l'intermédiaire du marché noir ou gris, dans les foyers de crise. Elles continueront d'armer des chefs de guerre, des factions rebelles, de protéger des intérêts économiques menacés. Elles continueront d'empêcher la solution politique des conflits dans le monde entier. C'est pourquoi, demander l'arrêt des ventes d'armes sans demander l'arrêt de leur fabrication, est une hypocrisie qu'il est nécessaire de dénoncer.

Or malheureusement, l'économie de notre pays, et celle de régions entières, ainsi que des centaines de milliers d'emplois dépendent directement ou indirectement (sous-traitance), de la fabrication d'armes de mort.

La reconversion exige une volonté politique très ferme et les moyens budgétaires correspondants.

Malheureusement, après un sursaut au lendemain de la Guerre du Golfe, où les Occidentaux ont regretté de se trouver affrontés à des escadrilles de Mirages, d'Exocets, d'Alouettes, Superfrelons et autres fleurons de notre industrie, vendus à notre ancien "ami" Saddam Hussein, la France a recommencé, contre toute raison, à se battre pour les marchés du Moyen-Orient, du Sud-Est Asiatique, pour le marché chinois, à organiser des Salons (Le Bourget, Eurosatory) pour la promotion des armes les plus modernes. Cette attitude est tout à fait contraire aux

impératifs de notre sécurité commune.

La nouvelle Loi de Programmation Militaire doit, à notre sens, faire une place correspondante à l'importance économique qu'elle revêt, au problème de la reconversion de l'industrie d'armement de notre pays.

Le domaine des énergies renouvelables offre des perspectives pratiquement illimitées pour cette reconversion. Il s'agit d'un secteur moderne, de technologies de pointe, d'un savoir faire disponible dans les industries de l'armement (alliages, informatique, aérodynamique etc). La source d'énergie - le soleil - est disponible, quant à elle, de manière pratiquement illimitée.

L'État devra par ailleurs participer au décollage de cette reconversion par le lancement de contrats publics d'équipements solaires (capteurs ou panneaux photovoltaïques couplés au réseau) ou éoliens des bâtiments, terrains et installations publiques (administrations, gares, hangars, hôpitaux, écoles etc).

A situation nouvelle, solutions nouvelles

En conclusion, à situation nouvelle il faut répondre par des solutions nouvelles. Pour cela, sortir des ornières, ôter ses œillères, penser globalement et à long terme.

Les quelques propositions exposées ici au nom des Verts dans le cadre de la réflexion sur la future nouvelle Loi de Programmation Militaire, s'inscrivent dans la perspective d'une sécurité commune, respectant et préservant la Vie, la nôtre et celle des générations futures.

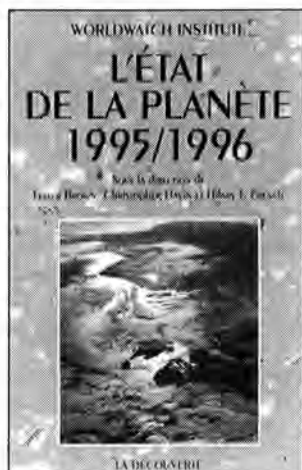
Solange FERNEX

Vice-Présidente du Bureau International de la Paix
Co-Présidente de la Section française de la Ligue des Femmes pour la Paix et la Liberté
Présidente de Femmes pour la Paix France
membre de la Commission Paix et Désarmement des Verts

Les Index de Silence
des années 91 à 95
sont disponibles
contre 4 timbres à 2,80 F
par année



LIVRES



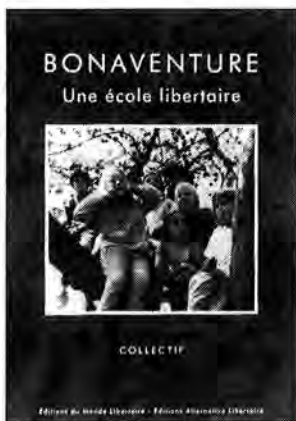
L'ÉTAT DE LA PLANÈTE 95/96
du Worldwatch Institute
Ed. La Découverte
1995 - 340 p. - 185 F

Comme chaque année depuis dix ans, le célèbre institut, dirigé par Lester Brown, publie un rapport qui regorge d'informations sur les grandes questions d'écologie qui concernent la planète : l'épuisement des ressources de la pêche, les écosystèmes de montagne, domestiquer le soleil et le vent, économie et recyclage des matériaux, habitat sain, la Chine, les réfugiés, le coût du désarmement. Le livre est introduit par un article synthétique de Lester Brown qui fait froid dans le dos quand on mesure l'urgence des solutions à mettre en œuvre et le peu qui est fait réellement par les politiques. On sera plus sceptiques sur le dernier chapitre qui étudie le rôle des institutions internationales, qui, sous réserve d'introduire un peu plus de transparence, et de démocratie, ne remet pas en cause les circuits financiers et de pouvoirs qui se cachent derrière ces structures. Si l'on peut passer sur cette conclusion, le reste du livre est un recueil d'informations extrêmement diverses et précises que le Worldwatch synthétise avec toujours autant de talents. MB

BONAVENTURE Une école libertaire

Collectif
Ed. Monde Libertaire / Alternatives libertaires
1995 - 176 p. - 60 F

Depuis septembre 1993, un petit groupe de parents dont certains d'origine libertaire, se sont retrouvés autour d'un projet de "république éducative" sur l'île d'Oléron. Ce livre est une présentation détaillée et une analyse des deux premières années de "Bonaventure" qui a accueilli sept enfants la première année et dix la deuxième. Alors que de nombreux projets pédagogiques "parallèles" nagent dans un flou souvent inquiétant, les diffé-



rents animateurs de Bonaventure ont su, à travers ce livre, structurer ce qui les différencie aussi bien de l'école laïque que de l'école privée, en analysant longuement à quoi peut servir l'"éducation" des enfants et surtout comment éviter que "l'or individuel produit un plomb collectif" (p.55). Agrémenté de photos et de poèmes des enfants, le livre sait faire partager la passion des porteurs du projet, sans faire l'impasse sur leurs difficultés. Le livre explique ce que peuvent être des relations libertaires entre des enfants et des adultes, faire en sorte que "les interdits sont vraiment des inter-dits"

et "apprendre à apprendre et non pas apprendre pour apprendre" (p.8).

Le livre pose aussi la question du discours militant (et parfois militaire) de ceux qui se disent libertaires et qui, ne faisant rien avant le grand soir ne feront probablement rien après. Insistant pour que le mouvement s'inscrive dans des alternatives concrètes, ils reconnaissent qu'ils sont "obligés d'apprendre à nager en nageant" (p.32). L'initiative est modeste, pas forcément reproductible (les frais sont payés par l'engagement financier de sympathisants) "Bonaventure ne se fait aucune illusion (...) nous n'avons ni la prétention de découvrir une quelconque Amérique pédagogique, éducative ou scolaire, ni celle de "convaincre" l'institution dominante du bien fondé de nos "solutions" (...) mais nous ne nous faisons pas d'avantage d'illusions sur la capacité d'un paralytique (fût-il révolutionnaire) à courir le cent mètres de la vie en dix secondes" (p.57). Un livre qui devrait ranimer la flamme de tous ceux qui s'interrogent sur la question éducative, aux antipodes des manifs pour la défense de l'école truc ou de l'école le machin. MB.

COMME UN ROMAN

de Daniel Pennac
Ed. Folio / poche
1995 - 200 p. - 27,50 F

Daniel Pennac, auteur de roman à succès ("Mr Malaussène") et prof de français dans un lycée technique, livre ici ses réflexions sur ce qui fait que les enfants adorent tout d'abord entendre leurs parents leur lire une histoire, puis cherchent à apprendre

à lire avant de laisser tomber la lecture. Sous forme d'anecdotes, dans ce livre qui comme le titre l'indique se lit "comme un roman", Daniel Pennac montre comment parents et enseignants finissent par faire passer la lecture comme une contrainte au lieu d'un plaisir. Il raconte son expérience d'enseignant et termine par "les droits imprescriptibles du lecteur". Une règle du jeu qui devrait permettre à tous de se reconcilier avec la lecture. FV.



LES COQUELICOTS SONT REVENUS

de Michel Ragon
Ed. Albin Michel
1996 - 240 p. - 98 F

Michel Ragon, auteur de plusieurs livres sur la pensée libertaire, sur les mouvements ouvriers, est aussi un merveilleux romancier. Après plusieurs livres se situant dans le monde ouvrier, il nous invite ici à suivre le destin de quelques agriculteurs vendéens subissant la "modernisation" de l'agriculture. Cela commence par le remembrement, la montée en puissance des machines pour se terminer cinquante ans plus tard - c'est-à-dire aujourd'hui - par les quotas laitiers et les jachères (où les coquelicots sont revenus). Le monde agricole est sans pitié : la tentation de la ville mène Jean-François en prison, Antoine, berger philosophe, devient domestique d'un vieux noble, Patrick abandonne pour la ville, Grégory court après ses dettes au Crédit Agricole, seul Albert le syndicaliste semble heureux avec son petit tracteur, sa polyculture, ses chèvres et ses œufs qu'il vend aux nouveaux industriels de la campagne qui n'osent même plus manger ce qu'ils produisent. La cam-



pagne, son monde impitoyable, l'arrivée des "banlieusards", des "néo-ruraux marginaux" et du "tourisme vert", tout est joyeusement mis en scène dans un roman qui se dévore. Malheureusement, ce n'est pas vraiment une fiction. FV.

UNE ECONOMIE DE REVE !

de René Passet
Ed. Calmann-Lévy
1995 - 144 p. - 89 F

A travers des contes imagi-

naires, l'économiste René Passet fait ressortir les absurdités des doctrines économiques actuelles.

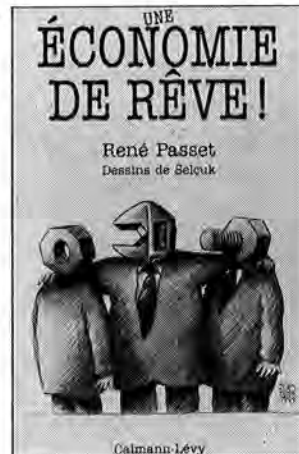
Dans "La manivelle du roi", il pousse à l'extrême la volonté de la mécanisation : lorsque le roi n'aura plus qu'un bouton à pousser pour faire marcher le monde, il restera à automatiser ce bouton pour que l'homme puisse totalement disparaître...

Dans les "Cratères de Sélééné", il dénonce l'industrie du déchet qui au lieu de

viser à réduire nos rebuts, cherche à développer des circuits commerciaux.

Dans "la croissance du râble", il dénonce les atteintes irréversibles à l'environnement et comment lorsqu'une ressource vient à manquer, on améliore les moyens pour produire cette ressource au lieu de chercher à l'économiser....

Des petits textes bien sentis où malheureusement les solutions pour stopper la machine infernale ne sont pas abordées. FV.



FRITZ SCHUMACHER

Précurseur d'une économie non-violente

de Barbara Wood
Ed. Le Souffle d'Or
1995 - 310 p. - 130 F

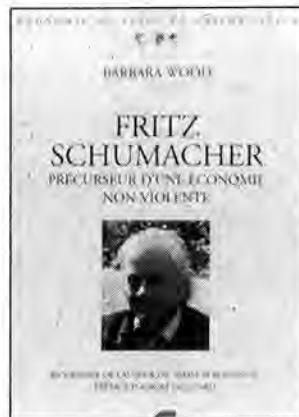
Fritz Schumacher est connu mondialement comme l'auteur de "Small is beautiful". Mais bien peu de gens savent que cet ouvrage a été écrit quelques années avant sa mort comme l'aboutissement d'une longue démarche personnelle tant professionnelle que spirituelle. Ce nouveau livre écrit par sa fille retrace la vie d'un homme dont la démarche est hors du commun. Né en Allemagne en 1911, il bénéficie de l'aide de son père, professeur d'économie, pour commencer à travailler dans différents établissements bancaires en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis. La montée du nazisme et l'arrivée d'Hitler au pouvoir le conduit à essayer de comprendre comment un tel fanatisme a pu s'emparer du peuple allemand. Il analyse cela comme le désir de vengeance vis-à-vis des accords de paix de 1918 qui ont détruit l'Allemagne. Très vite convaincu que la violence des nazis ne peut déboucher que sur une nouvelle guerre, il va commencer à rechercher ce que pourrait être une économie au service de la paix. Fuyant le régime nazi, il se réfugie en Angleterre à la fin des années 30 et commence à publier dans différentes revues dont Peace News, revue qui existe encore aujourd'hui. Très tôt il s'interroge sur l'immaturité des gens qui l'entourent et place le débat au niveau mondial. Une de ses idées de base qu'il conservera

toute sa vie est que "chaque action, aussi petite soit-elle, a son importance" (p.94). En 1936, il écrit dans une revue "Notre génération ne parviendra pas plus qu'une autre à l'Utopie, mais il y a un travail énorme qui peut être fait à petite ou grande échelle... Les occasions se présentent à chacun d'entre nous. Cela commence dans nos cœurs et dans nos âmes (...) C'est un sentier long et difficile qui mène aux idéaux qui donnent un sens à notre vie. Personne n'atteindra le sommet, mais aucun homme sensé ne refuserait de suivre cette voie pour cette raison" (p.95-96). Interné au début de la guerre comme tous les Allemands présents sur le territoire anglais, il rencontrera en détention Kurt Naumann, un communiste réputé. Jusque-là libéral, Fritz Schumacher découvre le socialisme. Libéré après quelques mois, il écrit beaucoup sur l'après-guerre : "On ne peut avoir un système économique international en paix tant que un ou plusieurs pays ont une balance à l'exportation durablement excédentaire, parce que cela maintient le reste du monde dans une situation débitrice sans fin (...) Tous les pays veulent gagner plus qu'ils ne dépendent (...) C'est devenu une lutte imbécile pour gagner plus, additionnée de tensions politiques. Chaque nation essaie de "voler" l'autre et de se protéger avec toute l'armada moderne des taxes, des con-

Le livre du mois

trôles, des quotas" (p.125 et 124). Il prône donc que c'est aux pays riches exportateurs de faire l'effort de rétablir les termes de l'échange. Pour lui la planification mise en avant par les socialistes doit "éviter l'anarchie du libre-échange" (p.138). Il rencontre Keynes qui sera à l'origine des institutions de Bretton Woods à la fin de la guerre (Banque mondiale, FMI, GATT), institutions sensées favoriser ce rééquilibrage entre les nations. Il rencontre des gens de tous bords, ce qui l'amène à cette conclusion : "La gauche se montre aussi stupide que la droite. Pas de philosophie, pas d'intelligence, aucun plan, rien, rien que de la politique de partis. Des gamins qui jouent avec de la dynamite" (p.149). A la fin de la guerre, il opte pour la nationalité britannique, ce qui lui permet de retourner en Allemagne comme conseiller économique pour la reconstruction du pays. Mais ces idées ne passent pas, non pas

désabusé : "Les experts en savent de plus en plus sur des choses de plus en plus insignifiantes, jusqu'à ce qu'ils finissent par tout savoir sur rien du tout" (p.179). Travaillant dans le domaine des statistiques et de l'énergie, il prend conscience dès le début des années 50 du risque rapide de l'épuisement des ressources. Parallèlement, installé à la campagne, il découvre les joies du jardinage biologique. Ses fréquentations avec ce dernier milieu l'amène à se pencher sur la spiritualité. Jusqu'alors athée, il s'intéresse de plus en plus aux religions orientales. En 1954, il fait une conférence qui annonce déjà ce qui sera la base des mouvements écologistes : "Ce n'est que depuis une centaine d'années que l'humain s'est approprié les ressources de la nature et les épuise à une vitesse fulgurante (...) L'avenir de l'économie dépendra entièrement de l'énergie" (p.200). En 1955, il accepte une mission en Birmanie pour travailler à la question du développement et se rendre compte sur place de la réalité des cultures orientales. Ses conclusions heurtent la pensée occidentale : "Comment pourrait-on les aider alors qu'ils sont plus gentils et plus heureux que nous ?" (p.203). Et il en tire une conclusion : ce sont les désirs qui rendent un homme pauvre. Il y découvre la pensée de Gandhi : "Un "expert économique" imprégné de Gandhi vous dirait : il faut encourager le transport local sur de courtes distances. Pas de transports à longue distance parce que cela n'amène que l'urbanisation, la spécialisation au delà de l'intégrité humaine, et la croissan-



qu'elles ne tiennent pas la route, mais il se heurte à des hiérarchies complexes où personne n'ose changer quoi que ce soit. Il en revient

VIDEOS

LE CUN DU LARZAC

De 1975... à demain

Les rencontres des vingt ans

Ed. Cun du Larzac, route de Saint-Martin, 12100 Millau 1995 - 52 mn - 160 F franco

Le Cun du Larzac, centre de recherche et de formation à la résolution non-violente des conflits, a fêté pendant l'été 1995 ses 20 ans d'existence. L'occasion de réaliser un document vidéo expliquant l'histoire du lieu et les choix de vie qui ont été faits : construction autonome, aérogénérateur, cuisine végétarienne, recyclage des eaux usées,

centre de documentation, lieu de rencontres et de formations... Si la vidéo permet de mieux connaître les permanents qu'une visite rapide sur le site, elle ne donne qu'une faible idée de la grande cohérence de ce projet qui a su résister au temps et développer un réseau international consistant. Si vous ne connaissez pas le lieu, cette vidéo - réalisée elle-même de manière autonome - devrait provoquer chez le lecteur de Silence une irrésistible envie d'aller voir sur le terrain ce que donnent les idées que nous développons ici, numéro après numéro. MB.



ce d'un prolétariat déraciné. En bref, le mode de vie le moins désirable et le plus anti-économique (...) Une civilisation fondée sur des ressources renouvelables est par ce seul fait supérieure à une autre basée sur des ressources non-renouvelables. La première coopère avec la nature, la seconde la pille. La première porte les signes de vie, la seconde les signes de la mort" (p.205-206). En approfondissant sa recherche sur le bouddhisme et la non-violence, il en arrive à cette conclusion : "Il y a trois hommes que l'on peut blâmer pour l'abandon par l'homme moderne de sa responsabilité individuelle. Ce "trio diabolique" est constitué de Freud, Marx et Einstein. En mettant tout sur le compte de la frustration sexuelle, Freud a oté à l'homme le sens de sa responsabilité personnelle, et l'amèné à chercher son contentement en se fichant des autres. Marx en mettant tout sur le dos des bourgeois a transformé la responsabilité individuelle en haine pour les autres. Einstein, lui, a enlevé toute idée d'absolu pour le bien ou le mal en disant que tout est relatif" (p.219). "Dans l'école de la vie, nous attendent de nouvelles tâches : vivre sans guerre et vivre de nos revenus plutôt que sur le capital (épuisement des combustibles fossiles). Ces deux tâches requièrent un plus haut niveau de conscience appelé ahimsa ou non-violence... Si nous voulons préserver la civilisation humaine, nous devons apprendre la non-violence dans toutes nos activités, pas seulement en politique, mais aussi en économie, en médecine, en agriculture, dans l'industrie..." (p.222). Il devient conseiller auprès des Charbonnages britanniques

après leur nationalisation et constate que le meilleur moyen d'améliorer la productivité c'est "d'investir contre l'ennui, le découragement. Un travail stupide produit des gens stupides ou désespérés" (p.230). C'est alors qu'arrive l'énergie nucléaire qui doit tout résoudre. Fritz Schumacher va alors écrire des textes fortement antinucléaires : "le plus petit dommage génétique ne pourrait jamais être justifié par des considérations économiques" (p.257). La taille des centrales, nouvelles cathédrales l'interroge. Il y voit une nouvelle fuite en avant dans la violence faite à la nature. Ce gigantisme qu'il rencontre dans tous les domaines l'amène progressivement à la réflexion qui débouchera sur son fameux livre : "Small is beautiful". Dans les pays en voie de développement, il constate que "les usines modernes implantées dans des zones de pauvreté et de chômage, n'aident en rien, ne créent pas un revenu pour la masse des gens, mais mettent au chômage les artisans locaux qui ne peuvent entrer en compétition avec la production de masse qui fait des produits bon marché. Finalement, le résultat est une pauvreté plus grande parce qu'en détruisant les revenus des petits artisans, l'usine détruit en même temps son propre marché" (p.268). Il en arrive à proposer la notion de technologie intermédiaire : "le degré d'"amélioration" doit être tel que la grande masse des producteurs puisse y avoir accès. Les étapes doivent être courtes pour qu'elles créent une stimulation et non le découragement" (p.269). Pour lui, les zones occidentalisées sont tellement différentes que la plus grosse partie de la

population se sent rejetée et se décourage. Les technologies intermédiaires ne doivent pas être un retour en arrière, mais une adaptation des meilleures connaissances pour créer des méthodes nouvelles et simples à la fois. Là encore, il revient au bouddhisme : "D'après le point de vue bouddhiste, le travail à trois fonctions : donner la possibilité à l'homme d'utiliser et de développer ses facultés, lui donner la capacité de surmonter son égocentrisme en travaillant avec les autres à une tâche commune et produire des biens et services pour une existence en devenir" (p.284). L'Occident se concentre sur la troisième de ces fonctions et tombe dans le piège du matérialisme. La technologie intermédiaire doit alors être un moyen d'atteindre l'équilibre entre les trois fonctions. Cette critique du matérialisme lui fait prendre du recul vis-à-vis des politiques de gauche, ce qui lui permet d'ironiser lors d'un de ses voyages à l'Est : "L'Occident est un train express qui fonce toujours plus vite vers l'abîme... Mais nous allons le dépasser" (p.298). Prédiction aux pays de l'Est faite dans les années 60 ! Marié deux fois, père de huit enfants, Fritz Schumacher est mort lors d'un de ses multiples voyages en 1977. Il a laissé derrière lui une multitude d'associations et d'instituts qui se revendiquent de sa pensée. Un livre passionnant qui permet de suivre l'évolution de la pensée d'une vision libérale à une vision socialiste puis à une vision écologiste. Un remarquable travail qui ne laisse qu'une envie : courir lire ou relire "Small is beautiful" pour se rendre compte de l'avance qu'avait Schumacher sur la vision du monde. MB.

NOUS AVONS EGALEMENT REÇU

LA SANTE VIEN EN MANGEANT

de Pierre Henri Meunier
Ed. PHM
1995 - 182 p. - 144 F

Ce livre auto-édité, en bichromie, présente ce qu'est la diététique chinoise. Après un rappel des croyances traditionnelles chinoises, l'auteur énonce des conseils pour la préparation des repas... qui rejoignent ce que l'on peut lire dans tout bon livre de cuisine... et finalement il finit par conseiller la méthode Khousmine comme la meilleure diététique possible.

MITERRAND ET L'AFRIQUE

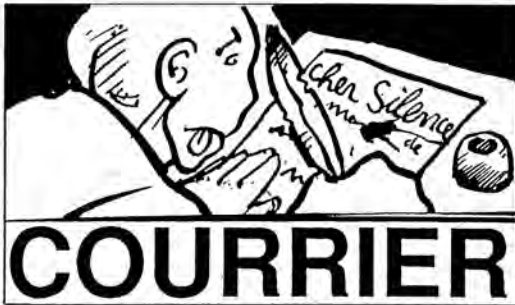
Revue Politique Africaine
Ed. Karthala
1995 - 192 p. - 90 F

L'unanimité des louanges qui entourent la mort de François Mitterrand n'ont-elles d'autres buts que cacher que les politiciens de gauche comme de droite pratiquent les mêmes magouilles ? La politique élyséenne sous Mitterrand en ce qui concerne l'Afrique semble le prouver comme l'explique ce numéro paru en juin dernier : même primauté des relations avec les dirigeants africains, même soutien aux régimes autoritaires et prédateurs, coopération s'affiliant au clientélisme... Rien de vraiment étonnant quand on se souvient que le jeune François Mitterrand était déjà ministre de la France d'Outre-Mer en 1950-51 avec les mêmes pratiques. Seule évolution notable : la perte d'influence de la France au profit des institutions de Bretton Woods. Chirac continuera sans doute de la même manière.

LES CHEMINS DE L'EXIL

de Anne Maesschalk
et Nadine Buyse
Ed. EPO (Belgique)
1995 - 152 p. - 600 FB ou 100 FF

Anne Maesschalk est avocate et à ce titre est souvent appelée pour défendre des réfugiés à qui l'on refuse l'entrée en Belgique. Nadine Buyse est présidente de l'association Frontières Ouvertes qui cherche depuis 1986 à défendre ce qui reste du droit d'asile. Plutôt que de faire de longs discours, elles ont recueillis le témoignage d'une vingtaine de réfugiés venus de différents pays du monde. Des témoignages qui prouvent tous une chose : on ne quitte pas son pays pour le plaisir, on le quitte parce qu'on fuit l'exploitation, la dictature, la pauvreté... Alors que l'Europe privilégiée s'enferme de plus en plus dans une forteresse, ces témoignages devraient contribuer à maintenir les portes ouvertes.



DE L'IRRATIONNEL EN TEMPS DE CRISE

Les médias et les "décideurs" font une description de la faillite de l'organisation sociale qui est largement en deça des dysfonctionnements que chacun peut voir de ses propres yeux. Avec la mondialisation de l'économie, l'actuelle division internationale du travail et la concurrence qui existe désormais à l'échelle planétaire, la société a échoué à offrir aux populations les moyens d'une "survie décente" : elle n'est même pas plus capable d'empêcher le saccage de l'environnement naturel.

L'argent est devenu le seul lien de l'organisation des rapports entre les hommes et l'unique critère d'appréciation de la rationalité des actions humaines. Le déploiement d'une logique régie par les intérêts économiques : productivité, rentabilité, concurrence... rend obsolètes des formes d'intégration sociale (sécu, retraites, indemnités de chômage...) dont il faut

se défaire. (...) Les gérants de la société (...) ne maîtrisent plus la mutation actuelle de la société (...). Désormais, il n'y a plus ni gauche ni droite, les seuls désaccords portent sur la manière de faire passer la pilule. Le plan Juppé est l'aboutissement provisoire de l'évolution gouvernementale des quinze dernières années. (...) La grève actuelle reste défensive. Elle manifeste un rejet de la mutation en cours et traduit la conscience de l'accroissement de la dépossession. Plus ou moins confusément, les grévistes rejettent les impératifs économiques. Dans le secteur public, là où les hommes peuvent encore s'unir, on sait bien que l'équité au pouvoir veut casser toute forme de solidarité comme l'avaient fait en 1980 Reagan pour les aiguilleurs du ciel et en 1984 Thatcher pour les mineurs. Même si avec les assemblées générales et le contrôle des délégations, le mouvement

retrouve spontanément des formes d'organisation égalitaires et démocratiques, il reste centralement organisé par les syndicats qui eux veulent prendre en marche le train des mutations dont on les avait rejetés. La négociation va commencer. Dans les syndicats, les intérêts des hiérarchies et ceux de la base vont diverger. Celles-ci négocient déjà un compromis pour rechercher les modalités d'application du plan Juppé. La solidarité qui a occupé les rues de Paris et de toute la France ces quinze derniers jours, a déjoué les calculs du pouvoir. Elle doit trouver des formes lui permettant de ne pas disparaître. Aujourd'hui, avant même la fin de la grève, il est nécessaire d'assurer la pérennité et d'amplifier les formes d'organisation qui ont permis aux grévistes d'imposer leur volonté. C'est le premier pas pour qu'un mouvement social puisse recommencer à poser, pour les résoudre, les questions auxquelles toute organisation sociale doit répondre.

Dans ce mouvement, sont apparues des formes d'organisation horizontale entre les assemblées générales de divers secteurs en grève qui peuvent permettre de conserver l'initiative en court-circuitant les hiérarchies de toute sorte.

L'enjeu du présent consiste à trouver les moyens anti-hiérarchiques pour définir nos perspectives et rester maître de nos luttes.

Des grévistes
et chômeurs associés
Paris le 12/12/95
BP 178, 75967 Paris cedex 20.

ENSEMBLE, INVENTER LE FUTUR

Des centaines de milliers de gens montrent qu'ils sont capables d'agir, de se faire entendre, de refuser injustices et inégalités, de refuser des fatalités, quelles qu'elles soient, et particulièrement celle des exclusions.

Les travailleurs, comme ceux qui ne le sont plus ou qui rêvent de le devenir, "inclus" ou "exclus" de la société, qu'ils soient dans la rue ou qu'ils soient à la rue, tous sont impliqués dans une commune exclusion qui est celle du droit à comprendre pour construire ensemble une société à inventer.

Nous sommes aujourd'hui plongés dans une formidable contradiction. Dans le même temps où se démultiplient informations et communications, sont masqués les vrais problèmes, sont dissimulées les interactions indispensables pour comprendre le dessous des cartes, analyser et résoudre les mécanismes-clés d'où sont issus les graves problèmes de notre pays. D'où les déplacements d'explications, et les solutions qui n'ont

d'autres recours que la référence au sens moral et civique du citoyen qu'on veut démunir des moyens propres à exercer ses capacités à penser soi-même pour agir.

D'où aussi l'insupportable - sous le prétexte commode de la complexité des choses ! - de confisquer entre les mains d'experts ce qui revient, de droit, à l'intelligence citoyenne. (...)

Apprendre, c'est développer une citoyenneté dans le savoir pour que chacun ne soit plus soumis à une vérité qui lui échappe ni à l'autorité d'une délégation de pensée qui accompagne si souvent la délégation de pouvoirs.

Il en est des savoirs de l'école comme des savoirs liés à l'exercice de la citoyenneté : c'est en osant penser autrement, en osant mettre en relation autrement, et ensemble, que peuvent se construire d'autres modes d'analyses, d'autres valeurs, conditions pour d'autres modes d'action.

Il devient maintenant possible de faire le pari que notre époque, par les malaises mêmes qu'elle provoque en pronant comme valeurs de citoyenneté les mots d'insertion, d'intégration, d'adaptation - qui sont autant de résistances au changement - que cette époque puisse voir germer des espoirs, des aspirations et des forces de transformation. (...)

Ce monde a besoin d'un immense travail d'"émancipation mentale" intégré à des projets concrets. L'apprentissage de la pensée créative et complexe, de la solidarité, ce n'est pas, dans ce monde interdépendant, un programme généreux à exprimer seulement au moment des catastrophes, c'est devenu la seule condition objectivement compatible avec la sauvegarde de la planète et celle des hommes. L'avenir est à une société de coopération.

Groupe Français
d'Education Nouvelle
6 avenue Spinoza, 94200 Ivry.

NOUS Y'EN PAS ETRE DES ROBOTS

Krânes d'œufs gouvernement/TV beaucoup se plaindre, nous y'en a être incompréhensibles. Eux dire nous pas savoir quoi vouloir. Eux se moquer de nous, eux dire nous pas avoir projet. Eux langue de Juppé aussi ! Eux faire semblant croire nous barbares. Eux pas comprendre nous très colère. Nous déterrer hache de guer et danser autour totems révolutionnaires République-Bastille-Nation. Nous encore une fois sans culotte. Nous vouloir agir pour qu'enfants pouvoir étudier, travailler, vieux hiberner en paix, bon toit pour caverne HLM top glass, gamelles pleines et feu électrique gratuit. Nous vouloir aussi voyager très grande vitesse comme Broussouls et Images directes CNN. Nous vouloir continuer amour blancs, noirs, beurs... mélangés. Nous y'en a vouloir profiter vivre dans un marché pour profiter travail ancêtres. Financiers voler nous travail ancêtre. Intellectuels dire nous bêtes mais eux pas savoir manifester dans rue. Eux trop parler comme TV, toujours dire démocratie, toujours eux faire voter nous pour rien.

Krânes d'œufs gouvernement pas vouloir travailler ailleurs salons politique/TV. Eux sûrement pas aimer être remplacés par gouvernement cheminots/grévistes/précaires. Et nous pas d'accord eux conduire trains de banlieues ou trier courrier PTT/ANPE. Eux rien savoir faire. Nous vouloir recevoir chèque revenu universel optimal. Eux coûter trop cher à rééduquer. Alors eux intérêt bien comprendre révolution en marche. Nous pas aimer guerre. Nous tous préférer abondance marchandises. Nous beaucoup aimer amour, sieste, musique et rêves.

Nous vouloir liberté conservée, égalité consommation gagnée. Nous vouloir aider tiers monde et jouir ensemble beauté. Nous vouloir air nettoyé pour voir ciel étoilé. Nous plus vouloir être encore robots. Nous devoir arrêter parler langue de bols, pensée unique. Car nous voir abondance partout. Nous bientôt plus pouvoir contrôler nous. Nous bientôt explosion atomique humaine.

Les Fugitifs

Tract collecté
dans une manif parisienne
le 12 décembre 1995.

FAIRE JAILLIR LE BESOIN D'AMOUR

(Concernant les essais nucléaires) j'envoie ma contribution au président de la République. Je me doute que ma missive n'arrivera pas jusqu'à lui, mais sera vue par un secrétaire-conseiller. Je préfère parler de tristesse que de révolte, parce qu'effectivement ma déception de voir tant de folie ressemble d'abord à de la tristesse, celle de voir un système manipuler les gens pour leur faire prendre une décision contraire à leurs intérêts à travers les élections. (...)

Tristesse plutôt que révolte parce que l'on réagit d'abord avec ses tripes, son cœur et ensuite avec son cerveau, et l'intellect sait trouver les arguments logiques pour justifier la réaction. Arrêtons les batailles des rationnels. Il faut arriver à la prise de conscience affective et, dans ce but, je sens que l'agressivité n'arrive qu'au résultat inverse. Si on m'attaque, je ne vais pas débattre ma sensibilité affective... sauf si après réflexion, la sagesse me dit de la montrer pour aider mon

adversaire à prendre conscience de la sienne, jusqu'à ce qu'il comprenne que son agressivité résulte d'un désir d'amour qu'il s'interdit d'exprimer. Sans oublier que l'agression mentale est plus fréquente que l'agression physique. Et, souvent, plus douloureuse, mais encore moins exprimée clairement et plus agissante dans l'ombre. Il me semble que la résistance sans violence mais active réside là : faire jaillir le besoin d'amour. Michel MARKO Lot-et-Garonne

INCINERATION ET LAIT MATERNEL

J'ai été très intéressé par l'article sur l'incinération des ordures ménagères paru dans le numéro de décembre de Silence, mais je suis étonné par l'affirmation suivante "des médecins en sont réduits à recommander à de futures mères de limiter l'allaitement de leurs enfants car le lait maternel est trop pollué". J'aimerais connaître le taux de contamination et savoir si les médecins ne font pas une erreur ? Dans ma région, j'ai connu un médecin qui conseillait aux mères allaitantes qui avaient la grippe de ne pas allaiter leur bébé pour ne pas leur transmettre la maladie. Ce médecin avait-il réfléchi que le virus de la grippe se transmet par voie aérienne et que les anticorps se transmettent par le lait maternel ? Si je pousse la logique médicale jusqu'au bout, je me dis que si notre corps est

trop pollué, il va peut-être falloir raccourcir le temps de gestation pour mettre le fœtus à l'abri des dioxines maternelles ! Soyons sérieux, la mère qui allaite peut choisir d'absorber une alimentation saine et réduire son absorption de dioxines. Et, est-il réellement préférable qu'une mère, par craintes que vous lui avez provoqué, prive son bébé de tous les avantages du lait maternel qui contient plusieurs centaines de substances diverses, dont 30 à 50 seulement se retrouvent dans le lait du biberon ? Sans oublier qu'un bébé nourri au biberon sera un bébé plus pollué qu'un bébé nourri au sein : transformation du lait de vache, emballages polluants, accessoires nécessaires au biberon, stérilisation, etc... Soutenant Greenpeace et abonnée à Silence, j'aimerais que

vous vous expliquiez plus clairement à ce sujet. Monique CHOAIN Aisne

Silence : nous sommes entièrement d'accord avec vous car comme nous l'avons déjà indiqué si le lait maternel est pollué, celui des vaches l'est tout autant et, répétons-le l'allaitement maternel est toujours préférable à l'allaitement artificiel. Il n'en reste pas moins que des médecins, affolés par la présence de dioxines dans le lait maternel, en arrive à conseiller d'arrêter l'allaitement. Mais quelle est l'alternative ? Aller piller le lait des femmes des pays du Sud, moins pollué... Pourvu que les dirigeants de Nestlé ne lisent pas cela, ils seraient capables de le faire en échange de lait en poudre !

anciens numéros

- 136 Stop essais : Moruroa, Nevada, Semipalatinsk. Aliments irradiés. Etain. Vents. Fermeture à la vie14 F
- 146 Vents : la politique autrement. Maison de vigilance de Tavemy. Canal Rhin-Rhône. Rythme de travail et santé. Orcaes.....18 F
- 153 Economies d'énergie. Autonomie et solidarité. Écologie rose caviar. Écologie de libération. 18 F
- 154 Amiante. Vallée d'Aspe. Arsenic en Ardèche. LHT. Agric. Assises de l'écologie. Essais nucléaires. Femmes et travail.....18 F
- 157 Non à l'écologie libérale. Maastricht. Plutonium. Fessenheim. Civaux. Malville. Aide au développement. Appel Heidelberg 18 F
- 158 Extrême-droite et écologie. Green Belt Movement. Violence télé. Yougoslavie. Japon et plutonium. Nickel et chrome. Plastiques. Label. Nike. Nestlé. Pensée sauvage.....18 F
- 161 Non-Violence et racisme. Charte des Médecines alternatives. Y-a-t-il un écolo chez les Verts ? Cigarettes radioactives. Norvège et CEE.....20 F
- 162 La prison autrement. Sompport. Forêts tropicales. Indonésie : développement destructeur. Yougoslavie. Malville. Argent et pouvoir comme drogues. Utopie verte.....20 F
- 164 Bioéconomie et biosphère. Narmada. Malville. Bio-carburants. Tchernobyl. Seuil d'exemption. Economiser l'électricité.....20 F
- 165 Yougoslavie. Semences de la famine. GATT. Plantes comestibles sauvages. Politique : la proie pour l'ombre. Malville.....20 F
- 166 Moruroa : comment s'arrêter. Yougoslavie. Toms. Malville. Sompport. Banque Mondiale et citoyens. Nouveaux écologistes. Ecotopia. Banques alternatives. Croissance durable.....20 F
- 167-168 Transports solidaires. Ferroutage. Transport clandestin. Sompport. Café solidaire. Point Vert. Semences de la famine (2). Jardins de Cocagne. Arsenic. Écologie ou la mort.....32 F

- 169 Délocalisation, chômage et solidarité. Vêtements toxiques. Vallée d'Aspe. Ambiance bois. Reconversion des usines d'armement. Malville. Semences de la famine. Vents.....20 F
- 170 Racisme et environnement. Sompport. Péniche pour la paix. Chanvre. Télévision et violence. Le Bio-Lopin. L'AIEA. Énergie solaire et barrages. L'emprise des logiques sociales.....20 F
- 171 Pollutions électromagnétiques. Phébus. Malville. Inondations et aménagement doux. A. Carrel. L'avenir du travail. Le système planétaire.....20 F
- 172 Après Rio : un monde à venir. Feuilles d'érable. Palestine-Israël. La dérive technologiste. Espérance. Malville. Inondations.....20 F
- 173 Mir Sada. Ingérence méfiance. Déchets toxiques suisses. Développement, environnement et aide. Malville. Sompport.....20 F
- 174 Vallée d'Aspe : alternative ferroviaire. Arsenic. Barrages et nucléaire. Entre réduction ou ouverture (1).....20 F
- 175 Eoliennes : le vent en poupe ! Co-voiturage. Entre réduction et ouverture (2).....20 F
- 176 Superphénix : la marche en avant. Nucléaire : la loi du silence. Transports : suivons les Suisses ! Entre réduction et ouverture (3).....20 F
- 177 Quelle écologie radicale ? Héritage du nucléaire. Marche contre le chômage. Voile et intégrisme ? Sompport. Malville. Escroquerie du développement durable.....20 F
- 178 Comment démilitariser ? Citoyens pour la paix. Conscriptio. Service civil. Reconversion de l'industrie d'armement. L'Inesténe. Malville. Importations de déchets. Mac-do.....20 F
- 179-180 Vous avez dit progrès. Sompport. Banque Mondiale : 30 ans ça suffit ! Utoivo. Délocalisation. Économie vernaculaire.....32 F
- 181 Énergies douces au Sud (1) : Mauritanie, Zimbabwé, Bénin. Malville. Libérons les boîtes aux lettres.....23 F
- 182 Énergies douces au Sud (2) : Burkina. Mali. Tunisie. Zaïre. Quel développement ? Artisans du Monde. La « Ville-monde » face à l'inertie sécuritaire.....23 F
- 183 Les centres écologiques. Malville. Écologie : quelle expression politique ? Bazar sans frontières. Le travail valeur d'échange ?.....23 F

- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Le piège du gouvernement mondial. Une société équitable en paix avec la planète. Maison de quartier de Neudorf. Énergies renouvelables. Bhopal.....23 F
- 185-186 Amiante. La fin du travail. Espère. Castors. Centre énergies renouvelables de Tarbes.....35 F
- 187 La bombe un bruit qui court (1). Prolifération. Le cas d'Israël. La situation en Asie. Marcher. Société informatico-policrière.....23 F
- 188 La bombe un bruit qui court (2), pour une prolifération solaire, banir l'arme nucléaire. Neve Shalom. Le solaire dans les régions froides. Matérialisme, mécanisme et impérialisme.....23 F
- 189 Autonomie toujours. Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre cancérogène. Ecologistes : éloge de la différence.....23 F
- 190 Le Nicaragua face au marché mondial. Brennelis : démantèlement. Malville. La retraite : une solution au chômage ?.....23 F
- 191 Santé : vers l'autonomie (1). Climat : compromis de Berlin. Champ d'action. La loi et les femmes. Yougoslavie. Vents Allemands.....23 F
- 192-193 Les communautés de l'Arche. Longo Mai. Nef des fous. Abolition des armes nucléaires. Santé : vers l'autonomie (2). Couches réutilisables. Risques du gaz. Coopération. Malville.....35 F
- 195 Stop Essais : Campagne contre la reprise. La fin de la dissuasion la simulation alibi. Le nucléaire civilitaire..... Israël : Vanunu. Sompport.....23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône : non à l'eau-toroute ! Autoroute A51 Grenoble-Sisteron. Santé, vers l'autonomie (4). Irlande. Si près des armes, si loin de la vie.....23 F
- 197 La défense par actions civiles (1). La Hague. Grdnen et non-violence. Essais nucléaires. Amiante. Salsigne. Ozone. A51, Coface.....23 F
- 198 Ni décharges, ni incinérateurs. Lobbys routiers européens. Défense par actions civiles (2). Méthanisation. Essais nucléaires.....23 F
- 199-200 Écologie, à gauche, à droite, ailleurs ? avec Anger, Archimbaud, Bégin, Clark, Cochet, Dierickx, Fernex, Galland, Galté, Lalande, Lipietz, Mongeau, Parkin, Waechter. Turquie sanglante. Santé, vers l'autonomie (5).....35 F
- Prix franco de port. Les numéros ne figurant plus sur cette liste ne sont plus disponibles.

Je m'abonne :

- Particulier 12 n°220 F
- Dom-tom et étranger 12 n°270 F
- Institution 12 n°440 F
- Soutien 12 n°300 F et +
- Petit futé 24 n°380 F
- Groupés par 3 ex. 36 n°570 F
- Groupés par 5 ex. 60 n°850 F
- Petit budget 12 n°190 F

Je m'informe :

- Hors-série Silence
- Paris Dakar : Pas d'accord.....25 F
 - La menace climatique.....30 F
 - Radioactivité, les faibles doses.....30 F
 - Énergies renouvelables.....30 F
 - Les métiers de l'écologie.....70 F
 - Du chômage à l'autonomie conviviale.....30 F
- Editions Silence
- Le soleil à votre table.....89 F
 - La liberté de circuler.....70 F
 - Nucléaire ? Non merci.....75 F
 - Le nucléaire détrôné.....30 F
 - Séphastoche, mon premier cuisinier.....36 F
 - Superphénix : le dossier.....30 F
 - Quelle écologie radicale ?.....70 F
 - Un cuisinier solaire facile à faire.....20 F
 - Construire une cuisinière solaire.....20 F

- Diffusion Silence
- Ed. Écosociété (Montréal)
- Pour un pays sans armée.....75 F
 - Pour que demain soit.....75 F
 - L'écologie ou la sagesse de la nature.....75 F
 - Moi, ma santé.....75 F
 - L'écologie politique.....75 F
 - Entre Nous, rebâtir nos communautés.....98 F
 - Et si le Tiers-Monde s'autofinçait.....98 F
 - Deux roues, un avenir.....98 F
- Ed. Lucien Somy (Limoges)
- La dignité antimatérialiste.....50 F
- Ed. Atelier de Création Libéraire (Lyon)
- Qu'est-ce que l'écologie sociale ?.....35 F
 - Pour une écologie de la liberté.....88 F
 - Écologie et politique de l'anarchisme.....38 F
- Ed. Utoivo (Landes)
- La désobéissance civile.....36 F
 - Nous sommes peut-être frères.....36 F
- Ed. Alternatives (Paris)
- Le catalogue des ressources.....180 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)
- Le Solaire pour tous.....90 F
- Ed. Georg (Lausanne)
- Additifs alimentaire.....98 F
 - Gestion des déchets.....98 F
 - Les sols.....98 F
 - L'eau.....98 F
 - La radioactivité.....98 F
 - L'alimentation.....98 F
 - La diversité biologique.....98 F
 - L'air.....98 F
 - Le bruit.....98 F

Frais de port :

- 1 ouvrage.....15 F
- 2 ouvrages.....28 F
- 3 ouvrages et plus.....40 F
- Je souhaite recevoir une présentation plus détaillée des ouvrages ci-dessus
- Je commande les anciens numéros suivants :

Je règle un total de :

Mes coordonnées :

NOM : _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

Règlement à l'ordre de Silence, à retourner 9 rue Dumenge, 69004 Lyon



primevère 96

**10ème salon de l'écologie
et des alternatives**

1, 2, 3 mars*, Lyon, Halle Tony Garnier

l'actualité et le thème 96 "la Planète Terre"

270 stands • 30 conférences • 5 expos

5 ateliers • une librairie • un espace enfants

extrait du programme de conférences

"entre technique et éthique"

Jacques Testart, chercheur à l'INSERM (service maturation gamétique et fécondation)

"écologie : à gauche ? à droite ? ailleurs ?"

Daniel Brélaz (1er écologiste élu dans un parlement national),
Sara Parkin (ex Green Party), Dominique Voynet (Les Verts), Antoine Waechter (MEI)

"pour changer, échangeons"

association SEL (Système d'Echange Local) et
association MRERS (Mouvement d'Echange des Réseaux de Savoirs)

* le vendredi de 17h à 22h, le week-end de 10h à 20h

organisation : association Primevère, tél. 78 86 92 48

Si vous désirez recevoir le programme détaillé, renvoyez ce coupon à Primevère, 9 rue Dumenge 69004 Lyon

nom

adresse